

**Socfinaf** S.A.  
**2018** RAPPORT ANNUEL

---

## SOMMAIRE

<b>Portrait du Groupe</b>	<b>4</b>
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	6
4. Renseignements sur les participations de Socfinaf S.A.	7
<b>Marché international du caoutchouc et des huiles végétales</b>	<b>22</b>
1. Caoutchouc	22
2. Huiles végétales	24
<b>Environnement et responsabilité sociale</b>	<b>27</b>
<b>Chiffres clés</b>	<b>28</b>
1. Indicateurs d'activités	28
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	29
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	29
<b>Données boursières</b>	<b>30</b>
<b>Faits marquants de l'exercice</b>	<b>30</b>
<b>Déclaration sur la gouvernance d'entreprise</b>	<b>31</b>
1. Introduction	31
2. Charte de gouvernance d'entreprise	31
3. Conseil d'Administration	31
4. Les Comités du Conseil d'Administration	34
4.1. Comité d'Audit	34
4.2. Comité de Nomination et de Rémunération	35
5. Rémunérations	35
6. Notification de l'actionnariat	35
7. Calendrier financier	36
8. Audit externe	36
9. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale	36
10. Autres informations	36
<b>Déclaration de conformité</b>	<b>37</b>
<b>Rapport de gestion consolidé</b>	<b>38</b>
<b>Rapport d'audit sur les états financiers consolidés</b>	<b>42</b>
<b>Etats financiers consolidés</b>	<b>46</b>
1. Etat de la situation financière consolidée	46
2. Compte de résultat consolidé	48
3. Etat du résultat étendu consolidé	49
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	50
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	51
6. Annexe aux états financiers consolidés	52
Note 1. Généralités et méthodes comptables	52
Note 2. Filiales et entreprises associées	64
Note 3. Acquisitions d'activités	66
Note 4. Immobilisations incorporelles	67
Note 5. Immobilisations corporelles	68
Note 6. Actifs biologiques producteurs	69
Note 7. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives	70
Note 8. Participations dans des entreprises associées	72
Note 9. Titres disponibles à la vente	77
Note 10. Impôts différés	78
Note 11. Stocks	79
Note 12. Créances commerciales (actifs courants)	80
Note 13. Autres créances (actifs courants)	80
Note 14. Actifs et passifs d'impôts exigibles	81

## SOMMAIRE

Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie	82
Note 16. Capital et prime d'émission	82
Note 17. Réserve légale	82
Note 18. Engagements de retraites	83
Note 19. Dettes financières	86
Note 20. Autres dettes	89
Note 21. Instruments financiers	90
Note 22. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	92
Note 23. Dotations aux amortissements et pertes de valeur	92
Note 24. Dépréciations d'actifs	93
Note 25. Autres produits financiers	95
Note 26. Charges financières	95
Note 27. Charge d'impôts	96
Note 28. Résultat net par action	98
Note 29. Dividendes et tantièmes	98
Note 30. Informations relatives aux parties liées	98
Note 31. Engagements hors bilan	101
Note 32. Concessions de terrains agricoles	101
Note 33. Information sectorielle	102
Note 34. Gestion des risques	108
Note 35. Environnement politique et économique	111
Note 36. Evènements postérieurs à la date de clôture	111
Note 37. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé	111
<b>Rapport de gestion social</b>	<b>112</b>
<b>Rapport d'audit sur les comptes annuels</b>	<b>119</b>
<b>Etats financiers sociaux</b>	<b>123</b>
1. Bilan au 31 décembre 2018	123
2. Compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018	125
3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2018	126

## Portrait du Groupe

### 1. Présentation du Groupe

Socfinaf S.A. est une société luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 22 octobre 1961 et est cotée à la Bourse de Luxembourg.

L'activité principale de Socfinaf S.A. consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plus de 139.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas situées en Afrique. Socfinaf S.A. emploie 22.707 personnes et a réalisé, en 2018, un chiffre d'affaires consolidé de 344,6 millions d'euros.

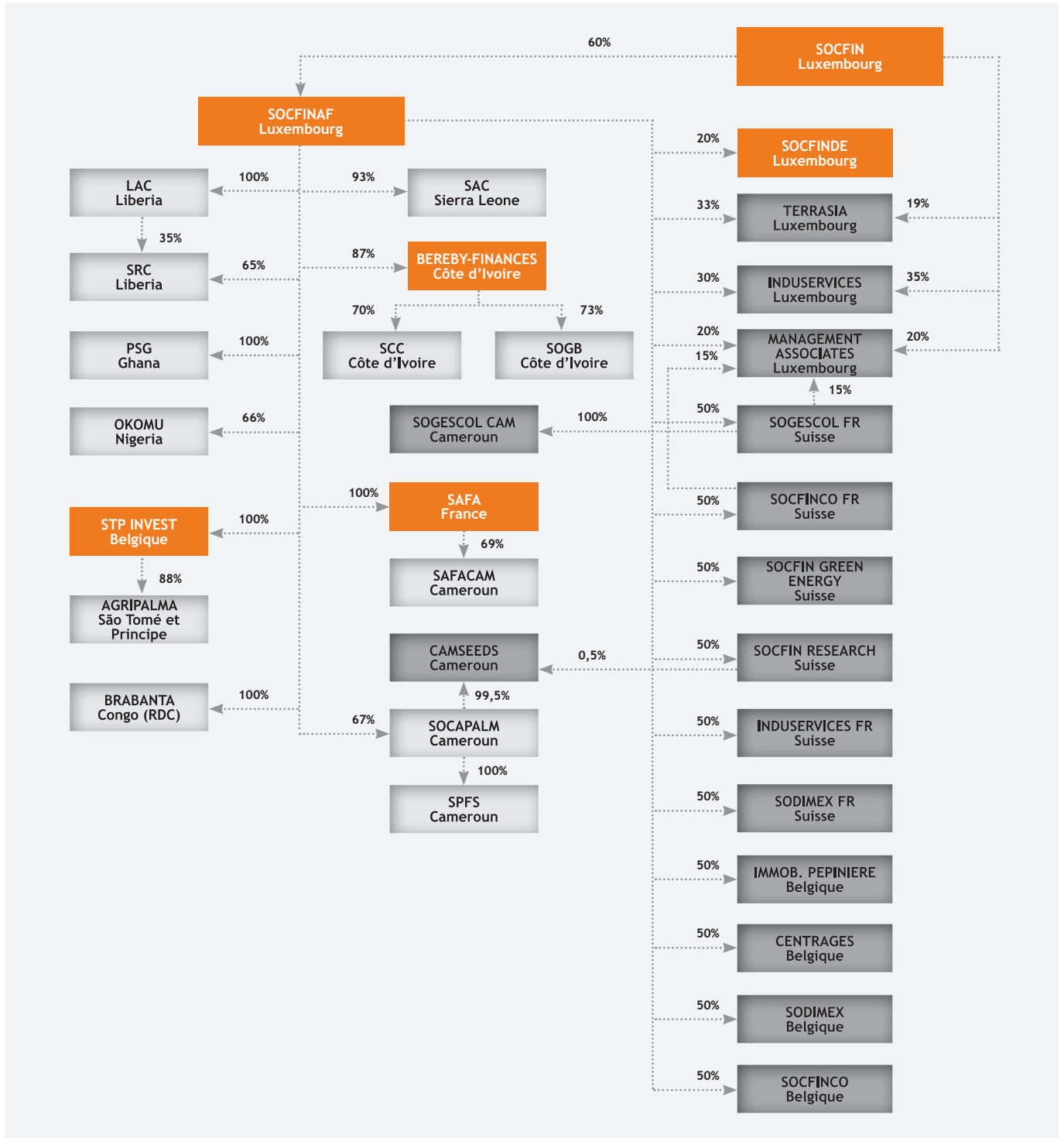
### 2. Historique

- **22/10/1961** Constitution de la Compagnie Internationale de Cultures sous la forme d'une holding luxembourgeoise.
- **31/12/1961** Intercultures investit dans deux plantations congolaises à savoir la Compagnie Congolaise de l'Hévéa et Cultures Equatoriales.
- **18/04/1966** Les titres Intercultures sont admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1974** Mesure de nationalisation des entreprises industrielles par l'Etat zaïrois.
- **31/12/1976** Avancement des négociations avec le Zaïre - sortie des participations zaïroises du portefeuille et créance Zaïre comptabilisée.
- **19/05/1995** Augmentation du capital social d'Intercultures afin de relancer l'activité de la Société dans le domaine des plantations tropicales.
- **30/06/1995** Acquisition de 65% de la Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » en Côte d'Ivoire via Bereby Finances « Befin » une société holding ivoirienne.
- **30/06/1997** Acquisition de 5% de Palmci, une société ivoirienne produisant de l'huile de palme.
- **30/06/1998** Augmentation du capital social et investissement au Kenya dans 70,8% de Red Lands Roses Ltd, producteur de roses et de Socfinaf Company Ltd, producteur de café.  
De plus, Intercultures a acquis, via une filiale luxembourgeoise (Indufina Luxembourg) 54% d'une plantation de palmiers à huile au Nigeria, Okomu Oil Palm Company Plc.
- **31/03/1999** Intercultures continue l'expansion de ses investissements en Afrique et plus particulièrement au Liberia : acquisition de 70% de Weala Rubber Company Ltd, propriétaire d'une usine à caoutchouc et de 75% de Liberian Agricultural Company « LAC » qui dispose d'une concession d'hévéas.
- **31/03/2000** Acquisition de 89,64% de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse « SPFS », une société camerounaise active dans le secteur de la production, la transformation et le raffinage de l'huile de palme.
- **31/12/2000** Via une holding camerounaise Palmcam, Intercultures poursuit ses investissements au Cameroun dans Socapalm, une société active dans la production et la transformation d'huile de palme.
- **31/12/2001** Nouvelle augmentation du capital social qui a permis à Intercultures d'augmenter sa participation dans Okomu Oil Palm Company Plc et dans Befin (maison mère de la SOGB).
- **31/12/2006** Restructuration des participations du Groupe Socfinal, dont la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off) et repositionnement des sociétés opérationnelles du Groupe.
- **31/12/2007** Intercultures a acquis 99,8% de Brabanta, une société développant une plantation d'huile de palme au Congo (RDC).  
D'autre part, Intercultures a cédé ses participations Weala Rubber Company Ltd (Liberia) et Palmci (Côte d'Ivoire).
- **31/12/2008** Constitution de Sud Comoé Caoutchouc « SCC » (Côte d'Ivoire) via la holding ivoirienne Befin. Intercultures a cédé 60% de Red Lands Roses (Kenya).
- **31/12/2009** Augmentation de capital de Brabanta (RDC).  
Augmentation de la participation dans Salala Rubber Corporation « SRC » (Liberia).
- **17/03/2010** Cession de Socfinaf Company Ltd (Kenya).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29 et changement de la dénomination en Socfinaf S.A.
- **01/07/2011** Division des actions par 10.

## Portrait du Groupe

- **06/10/2011** Acquisition de 32,9% d'actions Palmcam qui est ainsi intégralement détenue par Socfinaf S.A.
- **31/12/2012** Acquisition de 3,4% d'actions Okomu Oil Palm Company Plc.  
Constitution de Plantations Socfinaf Ghana Ltd « PSG ».
- **23/10/2013** Acquisition de 100% de STP Invest S.A., une société belge propriétaire de 88% d'Agripalma Lda, attributaire d'une concession de 5.000 hectares sur l'île de São Tomé.
- **31/12/2014** Augmentation de capital avec émission de 1.474.200 actions nouvelles souscrites par Socfin en échange de 100% des actions de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ». Cette dernière détient 68,93% de Safacam S.A. (Cameroun).
- **01/01/2015** Début des activités de Sogescol Cameroun et Camseeds qui ont été constituées courant 2014 respectivement par Sogescol FR S.A. et Socfin Research S.A.
- **05/10/2015** Acquisition d'actions Socapalm pour porter le pourcentage de détention à 4,57%.
- **04/11/2015** Constitution de Sodimex FR et Induservices FR.
- **01/02/2016** Liquidation de Palmcam S.A. (Cameroun).

3. Structure du Groupe



Sociétés holding

Sociétés opérationnelles

Plantations

## Portrait du Groupe

### 4. Renseignements sur les participations de Socfinaf S.A.

PORTEFEUILLE	Nombre de titres	% direct
<b>Sierra Leone</b>		
Socfin Agricultural Company Ltd	119.970.000	93,00%
<b>Liberia</b>		
Liberian Agricultural Company	25.000	100,00%
Salala Rubber Corporation	516	64,91%
<b>Côte d'Ivoire</b>		
Bereby-Finances S.A.	739.995	87,06%
<b>Ghana</b>		
Plantations Socfinaf Ghana Ltd	750.000	100,00%
<b>Nigeria</b>		
Okomu Oil Palm Company Plc	630.707.910	66,12%
<b>Cameroun</b>		
Socapalm S.A.	3.086.856	67,46%
<b>République Démocratique du Congo</b>		
Brabanta S.A.	4.990	99,80%
<b>France</b>		
Société Anonyme Forestière et Agricole "SAFA"	577.200	100,00%
<b>Belgique</b>		
Socfinco S.A.	8.750	50,00%
Gaummes S.A.	17.670	50,00%
Centrages S.A.	7.500	50,00%
Immobilière de la Pépinière S.A.	3.333	50,00%
Sodimex S.A.	70.000	50,00%
STP Invest S.A.	1.800	100,00%
<b>Luxembourg</b>		
Socfinde S.A.	50.000	20,00%
Terrasia S.A.	3.328	33,28%
Induservices S.A.	3.000	30,00%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%
<b>Suisse</b>		
Sogescol FR S.A.	2.650	50,00%
Socfinco FR S.A.	650	50,00%
Socfin Green Energy S.A.	60	50,00%
Socfin Research S.A.	3.000	50,00%
Induservices FR S.A.	700	50,00%
Sodimex FR S.A.	675	50,00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfinaf S.A. détient une participation directe ou indirecte.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés.

## Portrait du Groupe

### SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD

Capital : USD 30.000.000.

SAC est active au Sierra Leone dans la production d'huile de palme.

#### Principales données

<i>Surfaces (hectares)</i>	<i>Surface plantée</i>		
	<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
<b>Au 31/12/2018</b>			
Palmier	6.907	5.442	12.349

Concessions : 18.473 hectares

Personnel permanent au 31/12/2018 : 1.301

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Cours moyen USD/EUR	1,18	1,13
Cours de clôture USD/EUR	1,14	1,20

#### *Chiffres clés (milliers de USD)*

<b>Au 31 décembre</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Actifs immobilisés	144.804	138.860
Actifs circulants	6.435	6.814
Capitaux propres (*)	10.212	16.486
Dettes, provisions et tiers (*)	141.027	129.188
Résultat de l'exercice	-6.274	-9.721
Participation de Socfinaf S.A. (%)	93,00	93,00

(\*) Avant affectation.



## Portrait du Groupe

### LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »

Capital : USD 31.105.561.

LAC est active au Liberia dans le secteur de la culture d'hévéas et de la transformation de caoutchouc industriel.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
<b>Au 31/12/2018</b>			
Hévéa	10.137	2.745	12.882

Concessions : 121.407 hectares

Personnel permanent au 31/12/2018 : 2.235

Production et vente	Réalisé	Réalisé
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	21.384	18.793
Chiffre d'affaires (000 EUR)	22.799	26.354
Résultat (000 EUR)	-1.675	848
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Caoutchouc	1,07	1,40
Cours moyen USD/EUR	1,18	1,13
Cours de clôture USD/EUR	1,14	1,20

Chiffre clés (milliers de USD)	2018	2017
<b>Au 31 décembre</b>		
Actifs immobilisés	81.647	77.359
Actifs circulants	15.381	13.400
Capitaux propres (*)	54.745	56.719
Dettes, provisions et tiers (*)	42.282	34.040
Résultat de l'exercice	-1.974	962
Résultat distribué	0	0
Participation de Socfinaf S.A. (%)	100,00	100,00

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »

Capital : USD 49.656.328.

SRC est active au Liberia dans le secteur de la culture d'hévéas.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
<b>Au 31/12/2018</b>			
Hévéa	1.850	2.297	4.147

Concessions : 8.000 hectares

Personnel permanent au 31/12/2018 : 716

Production et vente	Réalisé	Réalisé
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Production (*) (tonnes)</b>		
Caoutchouc	2.342	2.034
Chiffre d'affaires (000 EUR)	1.939	1.952
Résultat (000 EUR)	-1.882	-1.893
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Caoutchouc	0,83	0,96
Cours moyen USD/EUR	1,18	1,13
Cours de clôture USD/EUR	1,14	1,20

Chiffres clés (milliers de USD)	2018	2017
<b>Au 31 décembre</b>		
Actifs immobilisés	44.252	41.828
Actifs circulants	2.726	2.909
Capitaux propres	9.238	11.455
Dettes, provisions et tiers	37.740	33.281
Résultat de l'exercice	-2.217	-2.148
Participation de Socfinaf S.A. (%)	64,91	64,91

(\*) Production agricole intégralement vendue à LAC.

## Portrait du Groupe

### BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.

Capital : CFA 8.500.000.000.

Cette société de portefeuille ivoirienne détient 73,16% de SOGB et 70,01% de SCC.

### SOCIÉTÉ DES CAOUTCHOUCS DU GRAND BEREBY « SOGB » S.A.

Capital : CFA 21.601.840.000.

SOGB est active en Côte d'Ivoire dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et de caoutchouc.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
<b>Au 31/12/2018</b>			
Hévéa	11.260	5.270	16.530
Palmier	7.471	0	7.471
	<b>18.731</b>	<b>5.270</b>	<b>24.001</b>

Concessions : 34.712 hectares

Personnel permanent au 31/12/2018 : 5.820

Production et vente	Réalisé	Réalisé
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	58.416	55.359
Huile de palme	33.152	36.472
Chiffre d'affaires (000 EUR)	86.439	106.780
Résultat (000 EUR)	4.539	15.897
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Caoutchouc	1,09	1,41
Huile de palme	0,62	0,72
Cours CFA/EUR	655,957	655,957

Chiffres clés (millions de CFA)	2018	2017
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Actifs immobilisés	66.918	66.128
Actifs circulants	19.588	21.266
Capitaux propres (*)	51.378	58.770
Dettes, provisions et tiers (*)	35.128	28.624
Résultat de l'exercice	2.977	10.428
Résultat distribué	10.369	7.690
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	63,69	63,69

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »

Capital : CFA 964.160.000.

SCC est active en Côte d'Ivoire dans le secteur de la transformation de caoutchouc industriel.

#### Principales données

Personnel permanent au 31/12/2018 : 338

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
<i>Au 31 décembre</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	30.288	25.078
Chiffre d'affaires (000 EUR)	33.654	34.585
Résultat (000 EUR)	2.525	3.369
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Caoutchouc	1,10	1,37
<b>Cours CFA/EUR</b>	655,957	655,957

<i>Chiffres clés (millions de CFA)</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>
<i>Au 31 décembre</i>		
Actifs immobilisés	4.867	3.585
Actifs circulants	6.289	5.225
Capitaux propres (*)	4.690	5.034
Dettes, provisions et tiers (*)	6.466	3.777
Résultat de l'exercice	1.656	2.210
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	60,95	60,95

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG »

Capital : GHS 150.000.000.

PSG est active au Ghana dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
<b>Au 31/12/2018</b>			
Hévéa	0	958	958
Palmier	4.744	1.418	6.162
	<b>4.744</b>	<b>2.376</b>	<b>7.120</b>

Concessions : 18.249 hectares

Personnel permanent au 31/12/2018 : 2.198

	2018	2017
Cours moyen GHS/EUR	5,42	4,94
Cours de clôture GHS/EUR	5,52	5,30

#### Chiffres clés (milliers de GHS)

Au 31 décembre	2018	2017
Actifs immobilisés	348.485	280.517
Actifs circulants	13.140	11.932
Capitaux propres (*)	111.111	144.205
Dettes, provisions et tiers (*)	250.514	148.243
Résultat de l'exercice	-33.094	-5.795
Participation de Socfinaf S.A. (%)	100	100

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### OKOMU OIL PALM COMPANY PLC

Capital : NGN 476.955.000.

Okomu est active au Nigeria dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et de caoutchouc.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
<b>Au 31/12/2018</b>			
Hévéa	4.834	2.501	7.335
Palmier	10.620	8.259	18.879
	<b>15.454</b>	<b>10.760</b>	<b>26.214</b>

Concessions : 33.112 hectares

Personnel permanent au 31/12/2018 : 497

Production et vente	Réalisé	Réalisé
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	7.536	7.546
Huile de palme	39.791	36.699
Chiffre d'affaires (000 EUR)	56.249	58.443
Résultat (000 EUR)	18.860	25.471
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Caoutchouc	1,08	1,22
Huile de palme	1,20	1,34
Cours moyen NGN/EUR	360	347
Cours de clôture NGN/EUR	351	366

Chiffres clés (milliers de NGN)	2018	2017
<b>Au 31 décembre</b>		
Actifs immobilisés	29.412.385	25.199.833
Actifs circulants	8.992.343	7.448.041
Capitaux propres (*)	28.307.192	24.376.709
Dettes, provisions et tiers (*)	10.097.535	8.271.164
Résultat de l'exercice	6.792.213	8.830.513
Résultat distribué	2.861.730	1.430.865
Dividende unitaire brut (NGN)	3,00	1,50
Participation de Socfinaf S.A. (%)	66,12	66,12

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### SOCAPALM S.A.

Capital : CFA 45.757.890.000.

Socapalm est active au Cameroun dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et la culture d'hévéas.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
<b>Au 31/12/2018</b>			
Palmier	29.804	2.820	32.624
Hévéa	1.749	318	2.067
	<b>31.552</b>	<b>3.138</b>	<b>34.691</b>

Concessions : 58.063 hectares

Personnel permanent au 31/12/2018 : 2.159

Production et vente	Réalisé	Réalisé
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Huile de palme	135.641	118.840
Caoutchouc	2.082	869
Chiffre d'affaires (000 EUR)	100.594	88.884
Résultat (000 EUR)	17.370	15.707
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Huile de palme	0,73	0,74
Caoutchouc	0,86	1,01
Cours CFA/EUR	655,957	655,957

Chiffres clés (millions de CFA)	2018	2017
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Actifs immobilisés	74.348	74.124
Actifs circulants	25.542	18.563
Capitaux propres (*)	72.602	68.987
Dettes, provisions et tiers (*)	27.288	23.701
Résultat de l'exercice	11.394	10.303
Résultat distribué	7.779	6.864
Participation de Socfinaf S.A. (%)	67,46	67,46

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### SOCIETE ANONYME FORESTIERE ET AGRICOLE « SAFA »

Capital : EUR 4.040.400.

Cette société de droit français détient 68,93% de Safacam S.A.

### SAFACAM S.A.

Capital : CFA 6.210.000.000.

Safacam est active au Cameroun dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et la culture d'hévéas.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
<b>Au 31/12/2018</b>			
Palmier	4.832	495	5.327
Hévéa	2.992	1.159	4.151
	<b>7.824</b>	<b>1.654</b>	<b>9.478</b>

Terrain agricole détenu en propre : 15.529 hectares

Personnel permanent au 31/12/2018 : 2.216

Production et vente	Réalisé	Réalisé
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Huile de palme	17.053	14.499
Huile de palmiste	7.738	8.248
Caoutchouc	6.524	5.216
Chiffre d'affaires (000 EUR)	25.351	24.902
Résultat (000 EUR)	872	2.807
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Produits palmiers	1,07	1,24
Caoutchouc	1,10	1,33
<b>Cours CFA/EUR</b>	<b>655,957</b>	<b>655,957</b>

Chiffres clés (millions de CFA)	2018	2017
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Actifs immobilisés	24.392	24.592
Actifs circulants	6.025	6.308
Capitaux propres (*)	19.363	20.998
Dettes, provisions et tiers (*)	11.054	9.903
Résultat de l'exercice	572	1.841
Résultat distribué	1.473	1.627
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	69,05	69,05

(\*) Avant affectation.



## Portrait du Groupe

### SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A.

Capital : CFA 2.601.690.000.

SPFS est une filiale de Socapalm à hauteur de 100%. SPFS est une société de raffinage d'huile de palme.

#### Principales données

Personnel permanent au 31/12/2018 : 29

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
<i>Au 31 décembre</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>
<b>Production (tonnes)</b>		
Oléine	5.340	5.429
Chiffre d'affaires (000 EUR)	8.347	9.654
Résultat (000 EUR)	-451	266
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Huile raffinée conditionnée	1,41	1,45
Huile raffinée en vrac	1,05	1,11
Cours CFA/EUR	655,957	655,957

<i>Chiffres clés (millions de CFA)</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>
<i>Au 31 décembre</i>		
Actifs immobilisés	1.538	1.713
Actifs circulants	2.148	1.988
Capitaux propres	2.583	2.879
Dettes, provisions et tiers	1.102	822
Résultat de l'exercice	-296	174
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	67,46	67,46

## Portrait du Groupe

### AGRIPALMA Lda

Capital : STN 156.094.090.

Agripalma est une société active dans la production d'huile de palme sur l'île de São Tomé et Príncipe.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
<b>Au 31/12/2018</b>			
Palmier	0	2.100	2.100

Concessions : 4.917 hectares

Personnel permanent au 31/12/2018 : 653

	2018 (*)	2017
Cours moyen STN/EUR	24,50	24.498
Cours de clôture STN/EUR	24,50	24.498

Chiffres clés (millions de STN/STD)	2018 (*)	2017
<b>Au 31 décembre</b>		
Actifs immobilisés	750	637.704
Actifs circulants	28	19.610
Capitaux propres	156	156.094
Dettes, provisions et tiers	622	501.220
Résultat de l'exercice	0	10.335
Participation indirecte de Socfinaf S.A. (%)	88,00	88,00

(\*) Au 1er janvier 2018, la banque centrale de São Tomé a procédé à la redénomination de sa monnaie nationale en conjonction avec la mise en circulation des nouvelles coupures et pièces. Une « nouvelle Dobra » (STN) équivaut à 1.000 « anciennes Dobras » (STD). Un euro équivaut, désormais, à 24,50 STN.

## Portrait du Groupe

### BRABANTA S.A.

Capital : CDF 34.243.622.100.

Brabanta est une société congolaise (RDC) active dans la production d'huile de palme.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
<b>Au 31/12/2018</b>			
Palmier	6.169	0	6.169

Concessions : 15.416 hectares

Personnel permanent au 31/12/2018 : 2.394

Production et vente	Réalisé	Réalisé
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Huile de palme	17.841	13.065
Chiffre d'affaires (000 EUR)	11.049	8.478
Résultat (000 EUR)	-2.404	-4.356
<b>Prix de vente moyen (EUR/kg)</b>		
Huile de palme	0,62	0,65
Cours moyen CDF/EUR	1.914	1.669
Cours de clôture CDF/EUR	1.873	1.909

Chiffres clés (millions de CDF)	2018	2017
<b>Au 31 décembre</b>		
Actifs immobilisés	121.251	82.972
Actifs circulants	72.922	70.480
Capitaux propres (*)	51.744	13.372
Dettes, provisions et tiers (*)	142.429	140.080
Résultat de l'exercice	-4.600	-7.269
Participation de Socfinaf S.A. (%)	99,80	99,80

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### **SOGESCOL FR S.A.**

Capital : CHF 5.300.000.

Sogescol FR est une société suisse qui commercialise du caoutchouc et de l'huile de palme.

L'exercice se clôture le 31 décembre 2018 par un bénéfice de USD 6.337.907. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de USD 6.000.000.

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Cours moyen USD/EUR	1,18	1,13
Cours de clôture USD/EUR	1,14	1,20

#### **Chiffres clés (milliers de USD)**

<b>Au 31 décembre</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Actifs immobilisés	865	856
Actifs circulants	39.071	46.438
Capitaux propres (*)	15.313	17.475
Dettes, provisions et tiers (*)	24.623	29.818
Résultat de l'exercice	6.338	8.558
Résultat distribué	8.500	4.700
Dividende unitaire brut (USD)	1.604	887
Participation de Socfinaf S.A. (%)	50,00	50,00

(\*) Avant affectation.

## Portrait du Groupe

### SOCFINCO FR S.A.

Capital : CHF 1.300.000.

Socfinco FR est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles. Les interventions de Socfinco FR couvrent le secteur agro-industriel du palmier à huile et de l'hévéa.

L'exercice clôturé au 31 décembre 2018 présente un résultat positif de EUR 3.745.494. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de EUR 4.000.000.

#### Chiffres clés (milliers de EUR)

Au 31 décembre	2018	2017
Actifs immobilisés	944	1.191
Actifs circulants	9.764	11.591
Capitaux propres (*)	9.548	11.802
Dettes, provisions et tiers (*)	1.160	981
Ventes et prestations	19.991	22.143
Résultat de l'exercice	3.745	5.808
Résultat distribué	6.000	6.000
Dividende unitaire brut (EUR)	4.615	4.615
Participation de Socfinaf S.A. (%)	50,00	50,00

(\*) Avant affectation.

## Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

### 1. Caoutchouc

SGX - NATURAL RUBBER - 10 years +



SGX - NATURAL RUBBER - 1 year +



## Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

### Le marché international en 2018

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1<sup>re</sup> position sur SGX) en 2018 est de 1.365 USD/tonne FOB Singapour contre 1.651 USD/tonne en 2017.

L'année 2017 avait bénéficié d'une remontée des cours amorcée fin 2016 mais qui ne s'était pas maintenue au-delà du 1<sup>er</sup> trimestre. Après avoir atteint 2.300 USD/tonne en février 2017, les cours du caoutchouc ont baissé de façon quasi continue pour clôturer 2018 sous la barre des 1.300 USD/tonne.

Les niveaux de stocks élevés, en Chine tout particulièrement, ont continué de peser sur les cours du caoutchouc naturel.

La hausse substantielle des cours du pétrole en 2018 qui impacte la hausse des prix du caoutchouc synthétique, n'a pas eu d'effet haussier sur les cours du caoutchouc naturel. Il en va de même des quotas mis en place par la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie et qui visaient à limiter les exportations de caoutchouc durant le 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine ainsi que les incertitudes liées au Brexit ont également eu un impact négatif sur les cours du caoutchouc naturel.

### Perspectives 2019

Les cours du caoutchouc naturel ont connu un début d'année haussier. Le TSR20 évolue actuellement au dessus des 1.400 USD/tonne FOB Singapour, soit un niveau supérieur à la moyenne des cours en 2018.

Les cours sont actuellement soutenus par des signes de détente dans le conflit commercial qui oppose la Chine et les Etats-Unis, par l'hivernage en cours dans le Sud-Est asiatique et par l'annonce récente faite par la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie d'un énième plan de réduction de leurs exportations de caoutchouc naturel de 200 à 300.000 tonnes.

L'IRSG (International Rubber Study Group) a également revu à la baisse ses prévisions de productions mondiales de caoutchouc naturel pour 2018 et 2019. La baisse des cours a en effet provoqué une contraction de l'offre dans certains pays producteurs comme la Malaisie et l'Inde.

L'IRSG prévoit actuellement pour 2019 une situation proche de l'équilibre entre l'offre (14,26 millions de tonnes) et la demande (14,23 millions de tonnes), avec un très léger excédent de production d'environ 30.000 tonnes.

Dans ses dernières prévisions, l'ANRPC (Association of Natural Rubber Producing Countries) estime la production mondiale à 13,960 millions de tonnes en 2018, en hausse de 4,6% par rapport à 2017.

La demande mondiale aurait quant à elle augmenté de 5,2% pour atteindre 14,017 millions de tonnes. Il y aurait donc un léger déficit de production en 2018 estimé à 57.000 tonnes selon l'ANRPC.

Certains acteurs du marché restent sceptiques quant à ces estimations et considèrent que la demande mondiale continue de croître, mais qu'elle augmente moins rapidement que l'offre mondiale. Des pays comme la Thaïlande, l'Indonésie, la Chine, le Cambodge ou la Côte d'Ivoire ont en effet des productions qui continuent d'augmenter sensiblement.

La reprise de l'Euro face au Dollar en 2018 (une moyenne annuelle de 1,18 contre 1,13 en 2017) a également négativement impacté le prix du caoutchouc pour les plantations situées en zone Franc CFA et ce, plus spécifiquement durant le 1<sup>er</sup> semestre de l'année.

Les cours du TSR20 FOB Singapour ont clôturé l'année à 1.248 USD/tonne.

Malgré les prévisions d'un presque équilibre entre l'offre et la demande, les niveaux de stocks en Chine restent élevés et devraient limiter le potentiel de hausse des cours en 2019.

L'évolution des cours du caoutchouc naturel en 2019 dépendra de nombreux facteurs tels que l'évolution de l'offre et de la demande, tout particulièrement de la demande chinoise, l'évolution des cours du pétrole, des devises, de l'action des fonds spéculatifs sur les bourses asiatiques, etc.

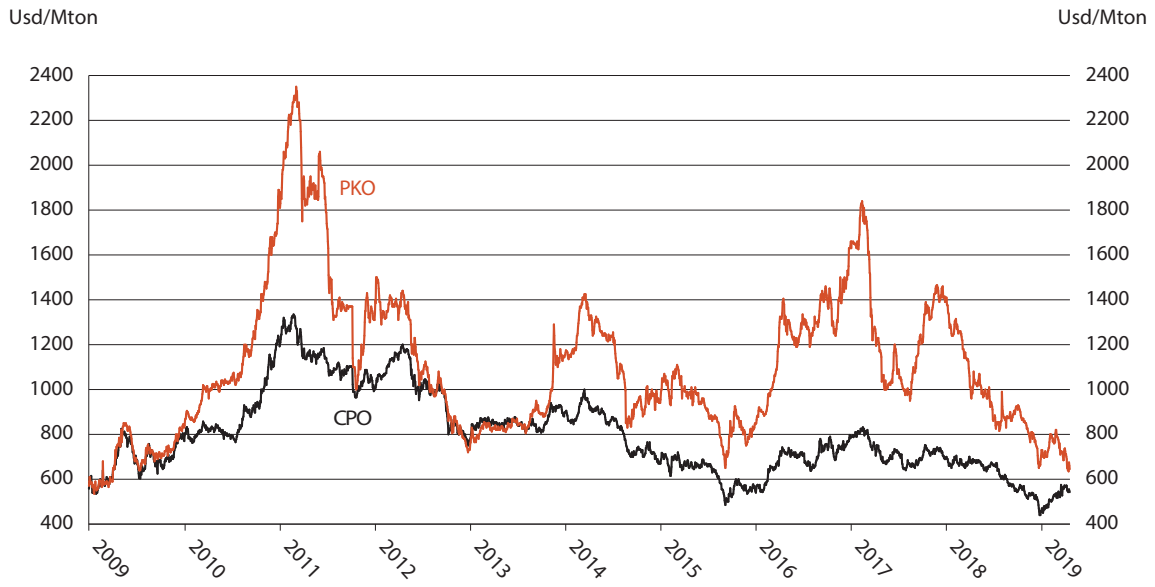
La résolution de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine et la façon dont sera mené le Brexit auront également un impact sur les cours du caoutchouc en 2019.

Le TSR20 1<sup>re</sup> position FOB Singapour sur SGX cote au 8 mars 2019 à 1.463 USD/tonne.

# Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

## 2. Huiles végétales

CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 10 years +



CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 1 year +





## Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

### Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes

(source : Oil World)

	2019 (*)	2018 (*)	2017	2016	2015	2014	2010	2005	2000	1995
Indonésie	42,6	41,3	36,8	32,1	33,4	30,8	22,1	14,1	7,1	4,2
Malaisie	20,1	19,5	19,9	17,3	20,0	19,6	17,0	15,0	10,8	7,8
Autres	12,2	11,7	11,1	9,5	9,1	8,8	6,8	4,8	4,1	3,2
<b>TOTAL</b>	<b>74,9</b>	<b>72,5</b>	<b>67,8</b>	<b>58,9</b>	<b>62,5</b>	<b>59,2</b>	<b>45,9</b>	<b>33,9</b>	<b>22,0</b>	<b>15,2</b>

(\*) Estimation.

### Production des principales huiles en millions de tonnes

(source : Oil World)

	Oct 2018 à sept 2019 (*)	2018 (*)	2017	2016	2015	2014	2010	2005	2000	1995
Palme	74,9	72,5	67,8	58,9	62,5	59,2	45,9	33,9	22,0	15,2
Soja	56,2	56,2	53,9	51,5	48,8	45,1	40,2	33,6	25,4	20,2
Colza	25,7	25,6	25,4	25,0	26,3	26,9	24,0	16,2	14,3	10,8
Tournesol	20,0	19,1	19,0	16,4	15,1	16,3	12,5	9,7	9,7	8,7
Coton	4,6	4,6	4,2	4,1	4,7	4,9	4,6	5,0	3,8	3,9
Arachide	3,8	4,1	4,2	3,7	3,7	3,9	4,2	4,5	4,5	4,3
Palmiste	8,0	7,7	7,2	6,4	6,8	6,5	5,2	4,0	2,7	2,0
Coprah	2,9	2,9	2,4	2,7	2,9	3,1	3,6	3,2	3,2	3,3
<b>TOTAL</b>	<b>196,1</b>	<b>192,7</b>	<b>184,1</b>	<b>168,7</b>	<b>170,8</b>	<b>165,9</b>	<b>140,2</b>	<b>110,1</b>	<b>85,6</b>	<b>68,4</b>

(\*) Estimation.

### Le marché international en 2018

La moyenne des cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam en 2018 est de 598 USD/tonne contre 715 USD/tonne en 2017.

Les cours mondiaux se sont affaiblis en 2018 du fait d'un approvisionnement robuste sur le marché. Alors qu'ils s'échangeaient à des niveaux proches des 700 USD/tonne en début d'année, les cours de l'huile de palme ont chuté au second semestre à 450 USD/tonne CIF Rotterdam, leur plus bas niveau depuis près de 10 ans.

Après l'épisode d'El Niño en 2015 et la baisse des productions qui s'en est suivie en 2016, la hausse massive des productions en 2017 a permis de reconstituer les stocks qui avaient fortement diminué au cours de l'année 2016. Cette augmentation des niveaux de stocks a entraîné un sentiment négatif sur le marché et provoqué une érosion progressive des cours.

Les experts estiment que la production mondiale d'huile de palme, après avoir augmenté de près de 9 millions de tonnes en 2017 aurait encore augmenté de plus de 4 millions de tonnes en 2018. La production d'huile de palme dans le monde est estimée à plus de 72 millions de tonnes en 2018.

L'huile de palme a également suivi la baisse des cours du soja. Ces derniers ont notamment subi de plein fouet les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, avec la mise en place d'une taxe à l'import par la Chine de 25% sur les fèves de soja américain.

Dans le même temps, l'Inde, 1<sup>er</sup> importateur mondial d'huile de palme, a également augmenté ses taxes à l'import sur cette huile végétale impactant les exports de Malaisie et d'Indonésie.

A fin décembre 2018, les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam cotaient aux alentours des 500 USD/tonne.

## Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

### Perspectives 2019

Depuis près de 3 mois, on assiste à une remontée substantielle d'environ 100 USD/tonne des cours de l'huile de palme.

Après avoir atteint un niveau estimé aux alentours de 15 millions de tonnes fin 2018, les analystes pensent que les stocks mondiaux d'huile de palme devraient baisser dans les prochains mois suite au ralentissement attendu des productions.

Ce déficit de production pourrait d'ailleurs perdurer selon certains analystes qui estiment que les récoltes mondiales pourraient croître à une plus faible allure dans les prochaines années, suite au ralentissement des surfaces plantées. La demande quant à elle, devrait continuer d'augmenter grâce à la croissance de la population mondiale.

Les cours de l'huile de palme, pourraient également bénéficier dans les mois à venir d'un support des cours du pétrole. L'Indonésie pourrait d'ailleurs augmenter sa consommation de biodiesel à base d'huile de palme en resserrant son mandat B20 (20%).

Les prévisions de production de soja moins importantes que prévues au Brésil pourraient également impacter de façon positive les cours de l'huile de palme.

L'évolution de la guerre commerciale sino-américaine et les importations de soja décidées par la Chine, auront également des conséquences, positives ou négatives, sur les cours de ces deux matières premières.

Comme chaque année, de nombreux facteurs difficilement maîtrisables impacteront les cours des huiles végétales. L'évolution des cours du pétrole, le climat, les politiques d'achat des pays importateurs, la mise en place de politiques fiscales incitatives ou de barrières douanières, l'évolution des devises et autres joueront un rôle déterminant dans l'évolution des cours de l'huile de palme.

L'huile de palme brute CIF Rotterdam cote au 8 mars 2019 aux alentours des 550 - 560 USD/tonne.

## Environnement et responsabilité sociale

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2018.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Le rapport annuel de développement durable est également disponible sur simple demande au siège social de la Société.

## Chiffres clés

### 1. Indicateurs d'activités

Superficies (hectares)		Hévéa		Palmier	
<b>Au 31 décembre 2018</b>					
Immatures (par année de planting)					
2018		2.182		3.364	
2017		1.909		4.632	
2016		1.479		5.013	
2015		1.829		1.447	
2014		2.942		4.283	
2013		2.915		544	
2012		1.509		466	
2011		377		890	
2010		108		0	
<b>TOTAL</b>		<b>15.250</b>		<b>20.639</b>	
Jeunes	(de 8 à 11 ans)	13.100	(de 4 à 7 ans)	26.804	
Matures	(de 12 à 22 ans)	10.279	(de 8 à 18 ans)	22.112	
Vieux	(plus de 22 ans)	9.442	(plus de 18 ans)	21.544	
<b>TOTAL</b>		<b>48.071</b>		<b>91.099</b>	

Superficies (hectares)	2018	2017	2016	2015	2014
Palmier	91.099	88.994	85.925	82.134	77.732
Hévéa	48.071	47.890	48.273	49.427	49.150
<b>TOTAL</b>	<b>139.170</b>	<b>136.884</b>	<b>134.198</b>	<b>131.561</b>	<b>126.882</b>

Production	2018	2017	2016	2015	2014
<b>Huile de palme (tonnes)</b>					
Production propre	231.522	210.927	174.765	163.805	152.293
Achats aux tiers	30.554	24.730	20.626	21.084	15.282
<b>Caoutchouc (tonnes)</b>					
Production propre	47.753	48.672	45.004	50.553	48.659
Achats aux tiers	81.820	66.297	65.050	58.543	46.031

Chiffre d'affaires (millions d'EUR)	2018	2017	2016	2015	2014
Palmier	206,1	191,7	168,2	151,2	124,1
Hévéa	135,4	155,0	119,3	121,1	122,3
Autres	3,1	3,0	3,4	3,9	3,8
<b>TOTAL</b>	<b>344,6</b>	<b>349,8</b>	<b>290,9</b>	<b>276,2</b>	<b>250,2</b>

Personnel	2018	2017	2016	2015	2014
Effectifs moyens	22.707	22.113	19.154	20.544	17.240

## Chiffres clés

### 2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(millions d'EUR)	2018	2017	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	345	350	291	276	250
Résultat opérationnel	42	75	36	6	-9
Résultat "Part du Groupe"	5	22	5	-18	-20
Flux de trésorerie opérationnel	91	123	51	143	30
Flux de trésorerie libre	6	44	-30	19	-82

Flux de trésorerie libre = Flux de financement après acquisitions et ventes d'actifs.

### 3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(millions d'EUR)	2018	2017	2016	2015	2014
Actifs biologiques producteurs	402	379	387	377	304
Autres actifs non-courants	301	280	291	309	292
Actifs courants	140	128	134	146	132
Capitaux propres totaux	383	371	400	425	407
Passifs non-courants	137	151	161	137	155
Passifs courants	323	265	251	269	165

## Données boursières

(EUR)	2018	2017	2016	2015	2014
Nombre d'actions	17.836.650	17.836.650	17.836.650	17.854.200	17.854.200
Capitaux propres consolidés « Part du Groupe »	273.289.987	263.538.857	296.419.644	320.416.764	304.646.089
Bénéfice net consolidé par action « Part du Groupe »	0,27	1,23	0,30	-0,98	-1,13
Dividende par action	0,10	0,10	0,10	0,00	0,15
Cours de bourse					
minimum	10,90	15,61	11,76	13,55	13,30
maximum	16,90	19,75	15,85	18,00	19,51
clôture	11,40	16,10	15,61	15,00	14,80
Capitalisation boursière	203.337.810	287.170.065	278.430.107	267.813.000	264.242.160
Dividendes distribués/bénéfice net consolidé	37,44%	8,13%	33,33%	N.a.	-13,27%
Dividendes/capitalisation boursière	0,88%	0,62%	0,64%	N.a.	1,01%
Cours de bourse/bénéfice par action	42,68	13,09	52,03	-15,31	-13,10

## Faits marquants de l'exercice

- Acquisition de 1,12% de Socfinaf S.A par Socfin S.A., pour porter le pourcentage de détention à 59,97%.

## Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

### 1. Introduction

Socfinaf S.A. est attentive à l'évolution des dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeur à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

### 2. Charte de gouvernance d'entreprise

Le Conseil d'Administration a adopté la charte de gouvernance d'entreprise en date du 21 novembre 2018. Elle est disponible sur le site web du Groupe.

### 3. Conseil d'Administration

#### Composition du Conseil d'Administration

Nom	Nationalité	Année de naissance	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Belge	1952	Président <sup>(a)</sup>	AGO 1981	AGO 2022
M. Vincent Bolloré	Française	1952	Administrateur <sup>(a)</sup>	AGO 1993	AGO 2023
M. Philippe de Taux	Belge	1951	Administrateur <sup>(b)</sup> et Secrétaire Général	AGO 1997	AGO 2021
Bolloré Participations re-présentée par M. Cyrille Bolloré	Française	1985	Administrateur <sup>(a)</sup>	AGO 2018	AGO 2024
Administration and Finance Corporation « AFICO » représentée par M. Jean-Charles de Fauconval	Belge	1959	Administrateur <sup>(a)</sup>	AGO 1998	AGO 2020
M. Luc Boedt	Belge	1955	Administrateur <sup>(b)</sup>	AGO 2007	AGO 2019
M. Fulgence Koffy	Ivoirienne	1935	Administrateur <sup>(a)</sup>	AGO 2011	AGO 2023
M. Gbenga Oyebode	Nigériane	1959	Administrateur <sup>(a)</sup>	AGO 2011	AGO 2023
M. François Fabri	Belge	1984	Administrateur <sup>(b)</sup>	AGO 2014	AGO 2020

(a) Administrateur dépendant non-exécutif

(b) Administrateur dépendant exécutif

Le mandat de Monsieur Luc Boedt, administrateur sortant, vient à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mai 2019. Il sera proposé à ladite Assemblée de procéder au renouvellement de ce mandat.

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre de la charte de gouvernance d'entreprise, il sera proposé de nommer Monsieur Frédéric Lemaire, en tant qu'Administrateur. Monsieur Lemaire répond aux critères d'indépendance.

## Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

### Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

#### Hubert Fabri

Président

##### Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

##### Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société Industrielle et Financière de l'Artois et La Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

#### Vincent Bolloré

Administrateur

##### Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

##### Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président-directeur général de Bolloré ;
- Président du Conseil d'Administration (Direction dissociée) de Financière de l'Odet et de Blue Solutions ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet et de Blue Solutions ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

#### Philippe de Traux

Administrateur

##### Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur et Secrétaire Général de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

##### Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Company, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Représentant permanent de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA » au Conseil de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

#### Bolloré Participations

Administrateur

##### Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

##### Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;



## Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odet, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

### **Administration and Finance Corporation « AFICO »**

*Administrateur*

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

### **Luc Boedt**

*Administrateur*

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Socfinaf et Socfinasia ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin ».

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président de S.A.F.A. Cameroun « Safacam » ;
- Administrateur de Okomu Oil Palm Company et Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Représentant permanent de Socfinaf au Conseil d'Administration de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

### **Fulgence Koffy**

*Administrateur*

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Socfinaf.

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB ».

### **Gbenga Oyebode**

*Administrateur*

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Socfinaf.

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président de Okomu Oil Palm Company ;
- Administrateur de Nestlé Nigeria.

### **François Fabri**

*Administrateur*

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Administrateur de S.A.F.A. Cameroun « Safacam » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

## Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

### Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs. Il spécifie le terme du mandat et vérifie que l'Administrateur réponde aux critères d'indépendance.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs,

les Administrateurs restants procéderont à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

### Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à

mettre en place toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

### Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

#### Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2018, le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois.

#### Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;  
Mouvements de portefeuille ;  
Inventaire et évaluation du portefeuille ;  
Evolution des participations significatives ;  
Rapport de gestion ;  
Projets d'investissement ;  
Responsabilité sociale, sociétale et environnementale.

#### Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2018 : 84%  
- 2017 : 78%  
- 2016 : 81%  
- 2015 : 83%  
- 2014 : 71%

## 4. Les Comités du Conseil d'Administration

### 4.1. Comité d'Audit

Le Comité est composé de deux membres. Le mandat est d'une durée d'un an et se terminera lors de la réunion du Conseil d'Administration statuant sur les comptes 2019. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 21 mars 2019, a renouvelé les mandats de Messieurs Hubert Fabri et Vincent Bolloré en tant que membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit devrait se réunir deux fois par an.

## Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

### 4.2. Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la Direction opérationnelle de Socfinaf S.A. sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité

de Rémunération. De même, pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

### 5. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfinaf S.A. au titre de l'exercice 2018 s'élève à EUR 1.068.805 et pour l'exercice 2017 à EUR 1.248.179.

Les Administrateurs de Socfinaf S.A. n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions (stock-options).

### 6. Notification de l'actionariat

Le 31 décembre 2014, Socfinaf a émis 1.474.200 actions nouvelles portant le nombre total d'actions émises à 17.854.200. Toutes les déclarations déposées entre le 1er juillet 2011 et le 31 décembre 2014 se

rapportent à l'ancien nombre d'actions et à l'ancien nombre de droits de vote, c'est-à-dire à 16.380.000.

Actionnaire	Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote	Pourcentage détenu	Date de la notification
Socfin L-1650 Luxembourg	10.497.046	58,85	01/02/2017
Bolloré (a) F-29500 Ergué Gaberic	80.642	0,49 (b)	03/09/2014
Compagnie du Cambodge (a) F-92800 Puteaux	1.157.929	7,07 (b)	03/09/2014
Société Industrielle et Financière de l'Artois (a) F-92800 Puteaux	176.636	1,08 (b)	03/09/2014
Compagnie des Glénans (a) F-29500 Ergué Gaberic	58.993	0,36 (b)	03/09/2014
Total Bolloré (toutes catégories confondues, basé sur les droits de vote agrégés)	1.474.200	9,00 (b)	

(a) = sociétés contrôlées par Vincent Bolloré.

(b) = avant augmentation de capital du 31 décembre 2014.

## Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

### 7. Calendrier financier

28 mai 2019	Assemblée Générale Ordinaire à 10h
Fin septembre 2019	Résultats semestriels sociaux et consolidés au 30 juin 2019
Mi-novembre 2019	Déclaration intermédiaire de la Direction du 3 <sup>ème</sup> trimestre 2019
Fin mars 2020	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2019
Mi-avril 2020	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2019
Mi-mai 2020	Déclaration intermédiaire de la Direction du 1 <sup>er</sup> trimestre 2020
27 mai 2020	Assemblée Générale Ordinaire à 10h

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg [www.bourse.lu](http://www.bourse.lu) dans la rubrique « OAM » et sur le site de la Société [www.socfin.com](http://www.socfin.com).

### 8. Audit externe

Réviseur d'entreprises agréé  
C - CLERC S.A.  
1 rue Pletzer  
L-8080 Bertrange.

En 2018, les honoraires d'audit s'élèvent à  
EUR 100.090,- TVAC.

### 9. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2018.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

### 10. Autres informations

En application du règlement d'exécution 2016/347 de la Commission européenne du 10 mars 2016 précisant les modalités de mises à jour des listes d'initiés, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.

## Déclaration de conformité

M. Philippe de Traux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance :

- (a) les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et
- (b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

## Rapport de gestion consolidé

### Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 28 mai 2019

Mesdames, Messieurs,

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2018 intègrent aux comptes annuels de Socfinaf S.A. toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfinaf S.A. (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et toutes les normes applicables au 31 décembre 2018 et concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

### Résultats consolidés

Pour l'exercice 2018, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 4,8 millions d'euros contre 22 millions d'euros en 2017. Il en résulte un profit net par action « Part du Groupe » de 0,27 euro contre 1,23 euro en 2017.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 344,6 millions d'euros en 2018 contre 349,8 millions d'euros en 2017 (-5,2 millions d'euros). Cette baisse du chiffre d'affaires résulte notamment de la baisse des prix (-28,7 millions d'euros) et les effets de change (-5,2 millions d'euros). Elle est toutefois largement atténuée par la hausse des quantités vendues (+27,7 millions d'euros).

Dans la même tendance baissière, le résultat opérationnel s'inscrit à 42,3 millions d'euros contre 74,6 millions d'euros en 2017.

Les autres produits financiers sont en hausse à 4,5 millions d'euros contre 4 millions d'euros au 31 décembre 2017. Ils incluent des gains de change pour un montant de 3,2 millions d'euros contre 2,5 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Les charges financières s'établissent à 14,7 millions d'euros contre 16,6 millions d'euros au 31 décembre

2017. Elles sont principalement composées d'intérêts débiteurs pour 10,9 millions d'euros (9,5 millions d'euros en 2017) et de pertes de change pour un montant de 2,7 millions d'euros (6 millions d'euros en 2017).

La charge d'impôts est en baisse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 18,3 millions d'euros contre 22,9 millions d'euros en 2017.

La quote-part du Groupe dans le résultat des sociétés mises en équivalence est en baisse à 4,9 millions d'euros en 2018 contre 7,7 millions d'euros en 2017.

### Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfinaf S.A. se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 703 millions d'euros contre 658,7 millions d'euros au 31 décembre 2017, soit une augmentation de 44,3 millions d'euros principalement en raison de l'augmentation des actifs biologiques (+22,8 millions d'euros) et des immobilisations corporelles (+26,1 millions d'euros) ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 140,2 millions d'euros contre 127,8 millions d'euros au 31 décembre 2017.

La valeur des stocks augmente 3,7 millions d'euros. La trésorerie est également en hausse de 10,9 millions d'euros.

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 273,3 millions d'euros contre 263,5 millions d'euros en 2017. Cette hausse des fonds propres de l'ordre de 9,8 millions d'euros provient, pour l'essentiel, du résultat de l'exercice (+4,8 millions d'euros), de l'affectation des résultats (-1,8 millions d'euros) et de la variation de la réserve pour écart de conversion (+6,9 millions d'euros).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe », de 15,32 euros contre 14,78 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2018, le cours de bourse s'élève quant à lui à 11,40 euros.

## Rapport de gestion consolidé

Les passifs courants et non-courants sont en augmentation à 460,1 millions d'euros contre 415,3 millions d'euros un an plus tôt. L'endettement financier est en hausse à 214 millions d'euros en 2018 contre 184,2 millions d'euros en 2017. Il s'agit principalement des dettes de Socfinaf S.A. vis-à-vis de Socfin pour 140,6 millions d'euros ainsi que de l'endettement local des filiales pour 73,4 millions d'euros.

Les passifs d'impôts différés s'inscrivent en baisse à 9,7 millions d'euros contre 11,8 millions d'euros en 2017, tandis que les passifs d'impôts exigibles sont en baisse à 19,7 millions d'euros contre 23 millions d'euros en 2017.

Enfin, les autres dettes incluent des avances d'actionnaires à court terme de 40,7 millions d'euros ainsi que des avances du cash pooling pour 99,1 millions d'euros.

### Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2018, la trésorerie nette s'élève à -4,2 millions d'euros en baisse de 11,6 millions d'euros sur l'exercice contre une hausse de 12,1 millions d'euros au cours de l'exercice antérieur.

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 91,3 millions d'euros durant l'exercice 2018 (123,2 millions d'euros en 2017). Il provient principalement de la capacité d'autofinancement pour 89 millions d'euros (106,3 millions d'euros lors de l'exercice précédent) ainsi que de l'augmentation des avances du cash pooling pour 7,1 millions d'euros.

Les activités d'investissement ont mobilisé 84,9 millions d'euros (79,6 millions d'euros en 2017). Ces activités sont largement influencées par les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élevant à 88,1 millions d'euros (81,1 millions d'euros en 2017). Les opérations de financement ont mobilisé 18,5 millions d'euros (29,6 millions d'euros en 2017), dont 15,1 millions d'euros de dividendes (12 millions d'euros en 2017).

## PERSPECTIVES 2019

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc et de l'huile de palme et l'évolution des cours du dollar US par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

## ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique. Etant donné l'instabilité économique et politique dans les pays d'Afrique concernés (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et RDC), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

## EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

## GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

### SYSTÈME GÉNÉRAL DE CONTRÔLE INTERNE ADAPTÉ AUX SPÉCIFICITÉS DES ACTIVITÉS DU GROUPE

---

#### Séparation des fonctions

La séparation des fonctions opérationnelles, commerciales et financières mises en place à chaque niveau du Groupe renforce l'indépendance du contrôle interne.

Ces différentes fonctions assurent l'exhaustivité et la fiabilité des informations qui sont de leur ressort. Elles en transmettent régulièrement l'intégralité aux dirigeants locaux et au siège du Groupe (production agricole et industrielle, commerce, ressources humaines, finances...).

#### Autonomie et responsabilisation des filiales

Les entités opérationnelles, en raison de leur éloignement, bénéficient d'une large autonomie dans leur gestion. Elles sont notamment responsables de la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne adapté à la nature et à l'étendue de leur activité, de l'optimisation de leurs opérations et performances financières, de la protection de leurs actifs et de la gestion de leurs risques.

Cette autonomie permet de responsabiliser les entités et d'assurer l'adéquation entre leurs pratiques et le cadre juridique de leur pays d'implantation.

#### Contrôle centralisé

La politique de Gestion des Ressources Humaines du top management des entités du Groupe est centralisée au siège du Groupe. Elle contribue à la stabilisation d'un système de contrôle interne efficace par l'indépendance du recrutement, l'harmonisation de la définition des fonctions, des évaluations annuelles et des programmes de formations.

C'est aussi de manière centralisée que les fonctions opérationnelles, commerciales et financières définissent un ensemble de rapports standards qui assurent l'homogénéité de la présentation des informations en provenance des filiales.

#### Processus du reporting de trésorerie

Le service de la trésorerie organise, supervise et contrôle la remontée des informations journalières et des indicateurs hebdomadaires des filiales, en particulier la position de trésorerie, l'évolution de l'endettement net et des dépenses liées aux investissements.

#### Processus du reporting financier

Le service financier organise, supervise et contrôle la remontée des informations comptables, budgétaires et financières mensuelles et diffuse un reporting condensé à l'usage de la direction opérationnelle du Groupe.

Deux fois par an, il intègre ces informations dans les plans de développement à long terme des filiales.

Il s'assure également de la mise en œuvre des décisions de nature financières des Conseils d'Administration des filiales.

#### Processus d'élaboration des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis sur une base semestrielle. Ils sont vérifiés annuellement par les auditeurs externes dans le cadre d'un audit financier des filiales qui porte à la fois sur les comptes statutaires des entités du périmètre et sur les comptes consolidés.

Une fois arrêtés par le Conseil d'Administration, ils donnent lieu à publication.

Le service de consolidation du Groupe est garant de l'homogénéité et du suivi des traitements pour l'ensemble des sociétés du périmètre de consolidation. Il respecte strictement les normes comptables en vigueur liées aux



## Rapport de gestion consolidé

opérations de consolidation. Il utilise un outil de consolidation standard garantissant le traitement sécurisé des remontées d'informations des filiales, la transparence et la pertinence des traitements automatiques de consolidation ainsi que l'homogénéité de présentation des agrégats comptables dans le rapport annuel. Enfin, en raison de la complexité des normes comptables en vigueur et des nombreuses spécificités liées à leur mise en œuvre, le service de consolidation centralise les retraitements propres aux règles d'évaluation applicables aux comptes consolidés.

### ENVIRONNEMENT ET RESPONSABILITE SOCIALE

---

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

**Le Conseil d'Administration**

Aux Actionnaires de  
**SOCFINAF S.A.**  
4, Avenue Guillaume  
L-1650 Luxembourg

### RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

#### Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

##### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de SOCFINAF S.A. et de ses filiales (le « Groupe ») comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2018 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variation des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2018, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

##### Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 35. Le périmètre de consolidation comprend des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et qui sont exposées aux risques de fluctuations politiques et économiques.

##### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces règlements, loi et normes

sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Groupe conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

##### Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Les questions clés de l'audit des états financiers consolidés au 31 décembre 2018 du Groupe sont les suivantes :

##### *Pertes de valeur sur actifs biologiques producteurs*

###### Risque identifié

Au 31 décembre 2018, la valeur des actifs biologiques producteurs du Groupe s'élève à 402 millions d'euros pour un total bilan de 843 millions d'euros.

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Afrique. Ces actifs biologiques producteurs,

## Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

La note 24 « Dépréciation d'actifs » de l'annexe aux comptes consolidés décrit les modalités mises en œuvre par le Groupe pour vérifier s'il existe un indice de perte de valeur à la clôture, et lors de la survenance d'un indice de perte de valeur, les modalités de détermination de la valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs sur la base de laquelle une perte de valeur sera éventuellement comptabilisée.

L'indice de perte de valeur retenu par le Groupe est une baisse des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1<sup>ère</sup> position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) à la date de clôture supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans. Le groupe compare également la moyenne sur 6 mois ainsi que la moyenne sur les 12 derniers mois de ces cours à la moyenne de ces mêmes valeurs sur 5 ans. En complément de ces facteurs externes, le Groupe étudie les facteurs suivants :

- Indicateurs de performance internes ;
- Critères relatifs au marché local ;
- Indices physiques de perte de valeur ;
- Changement important intervenu au niveau des plantations, et qui pourrait avoir une incidence matérielle sur leurs flux de trésorerie futurs.

Nous avons considéré que la valeur des actifs biologiques est un point clé de l'audit en raison de leur montant significatif dans l'état de la situation financière consolidée, et parce que l'appréciation de l'existence d'un indice de perte de valeur et, le cas échéant la détermination de la valeur recouvrable des actifs, fait appel au jugement.

### Réponse d'audit apportée

Afin de répondre à ce risque, nous avons mis en œuvre les travaux suivants :

- Examiner la conformité de la méthodologie appliquée par le Groupe avec les dispositions de la norme IAS 36 "Perte de valeur des actifs" ;
- Effectuer un examen critique des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie en portant une attention particulière aux indices de perte de valeur pris en compte ;
- Effectuer une revue des travaux des auditeurs des filiales significatives afin de s'assurer de leur

correcte appréhension du risque lié à la perte de valeur des actifs biologiques ;

- Effectuer périodiquement des visites sur les sites de plantation des filiales significatives ;
- Effectuer une vérification des données utilisées par le Groupe pour conclure à l'absence d'indice de perte de valeur au 31 décembre 2018 sur les actifs biologiques producteurs hévéa, et à la présence d'un indice de perte de valeur à la même date sur les actifs biologiques producteurs palmier pour certaines filiales. Nos travaux ont notamment consisté à vérifier les données utilisées par le Groupe en les comparant à d'autres sources, et à effectuer une revue des indicateurs de performance internes des filiales du Groupe en les comparant avec des sociétés comparables. Le Groupe a conclu à l'absence d'indice de perte de valeur des actifs biologiques producteurs hévéa au 31 décembre 2018, et à la présence d'un indice de perte de valeur sur les actifs biologiques palmier pour certaines filiales à la même date. Nous sommes en accord avec cette conclusion.
- Examiner, dans le cas de la survenance d'un indice de perte de valeur, le modèle utilisé par le Groupe afin de déterminer la valeur recouvrable des actifs biologiques et s'assurer du caractère raisonnable de l'éventuelle perte de valeur comptabilisée ;
- Vérifier les principales données utilisées qui entrent dans le modèle, sur base des informations auditées ;
- Apprécier le caractère raisonnable des principales estimations, notamment les taux d'actualisation, sur la base des données de marchés actifs auxquelles l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation, et également de données comparables ;
- Au 31 décembre 2018, le Groupe a conclu à une perte de valeur durable de 3,1 millions d'euros sur les actifs biologiques producteurs palmier de sa filiale Agripalma LDA. Nous sommes en accord avec cette conclusion.
- Vérifier le caractère approprié des informations présentées dans les notes 6 « Actifs biologiques producteurs » et 24 « Dépréciation d'actifs » de l'annexe aux comptes consolidés.

### **Autres informations**

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport annuel incluant les rapports de gestion et de la déclaration sur le gouvernement d'entreprise mais ne comprennent pas les états financiers et nos rapports de Réviseur d'Entreprises Agréé sur ces états financiers.

## Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### Responsabilités du Conseil d'Administration pour les états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

### Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours

de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant,

## Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables du gouvernement d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences négatives de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

### Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que réviseur d'entreprises agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 28 mai 2014 et la durée totale de notre mission

sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 11 ans.

Le rapport de gestion consolidé est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises incluses dans le rapport de gestion consolidé et présentées aux pages 40 à 41 et dans le rapport de gestion social et présentées à la page 117 sont en concordance avec les états financiers consolidés et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Nous confirmons que notre opinion d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou l'organe équivalent.»

Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis du Groupe au cours de l'audit.

### Autre sujet

La déclaration sur le gouvernement d'entreprise comprend lorsqu'applicables, les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) points a), b), e), f) et g) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Le rapport de développement durable tel que publié sur le site Internet de la société [http://www.socfin.com/fr/dveloppement\\_durable/](http://www.socfin.com/fr/dveloppement_durable/) relève de la responsabilité du Conseil d'Administration. Ce rapport comprend lorsqu'applicables, les informations requises par l'article 68bis paragraphe (2) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Bertrange, le 3 avril 2019

**C-CLERC S.A.**  
Cabinet de révision agréé

**Mónika Tasi**  
Réviseur d'entreprises agréé

## Etats financiers consolidés

### 1. Etat de la situation financière consolidée

		31/12/2018	31/12/2017
<b>ACTIFS</b>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
<b>Actifs non-courants</b>			
Immobilisations incorporelles	4	2.591.158	3.382.398
Immobilisations corporelles	5	263.790.558	237.723.239
Actifs biologiques producteurs	6	401.784.792	378.976.616
Participations dans des entreprises associées	8	24.205.267	26.386.023
Titres disponibles à la vente	9	0	91.902
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	9	91.902	0
Avances à long terme		1.542.050	1.783.963
Actifs d'impôts différés	10	8.926.034	9.773.250
Autres actifs non-courants		80.693	571.308
		<b>703.012.454</b>	<b>658.688.699</b>
<b>Actifs courants</b>			
Stocks	11	58.974.220	55.304.796
Créances commerciales	12	17.394.515	17.991.656
Autres créances	13	15.695.035	20.818.964
Actifs d'impôts exigibles	14	13.442.815	9.899.990
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	34.700.835	23.800.263
		<b>140.207.420</b>	<b>127.815.669</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>		<b>843.219.874</b>	<b>786.504.368</b>

## Etats financiers consolidés

		31/12/2018	31/12/2017
<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>Note</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>			
Capital souscrit	16	35.673.300	35.708.400
Prime d'émission	16	87.453.866	87.453.866
Réserve légale	17	3.570.840	3.570.840
Réserves consolidées		178.626.421	158.512.249
Ecart de conversion		-36.798.229	-43.710.124
Résultat de l'exercice		4.763.789	22.003.626
		<b>273.289.987</b>	<b>263.538.857</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>			
	7	<b>109.818.019</b>	<b>107.642.899</b>
<b>Capitaux propres totaux</b>		<b>383.108.006</b>	<b>371.181.756</b>
<b>Passifs non-courants</b>			
Passifs d'impôts différés	10	9.707.343	11.798.350
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	18	9.849.311	8.737.089
Dettes financières à plus d'un an	19	109.878.039	123.654.846
Autres dettes	20	7.739.836	6.484.586
		<b>137.174.529</b>	<b>150.674.871</b>
<b>Passifs courants</b>			
Dettes financières à moins d'un an	19	104.120.025	60.500.905
Dettes commerciales		44.786.254	32.521.043
Passifs d'impôts exigibles	14	19.718.139	23.016.718
Provisions		2.856.665	2.354.979
Autres dettes	20	151.456.256	146.254.096
		<b>322.937.339</b>	<b>264.647.741</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>843.219.874</b>	<b>786.504.368</b>

## Etats financiers consolidés

### 2. Compte de résultat consolidé

		2018	2017
	Note	EUR	EUR
Produits des activités ordinaires	33	344.574.067	349.777.523
Production immobilisée		33.618.587	39.117.019
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		947.225	11.474.917
Autres produits opérationnels		5.834.239	3.642.607
Matières premières et consommables utilisés		-121.118.433	-119.396.565
Autres charges externes		-94.018.472	-94.631.441
Frais de personnel	22	-64.176.066	-58.542.298
Amortissements et pertes de valeurs	23	-46.887.623	-41.656.132
Autres charges opérationnelles		-16.468.568	-15.165.678
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>42.304.956</b>	<b>74.619.952</b>
Autres produits financiers	25	4.502.391	3.962.675
Plus-values sur cessions d'actifs		29.520	258.760
Moins-values sur cessions d'actifs		-436.155	-1.544.599
Charges financières	26	-14.730.598	-16.561.396
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>31.670.114</b>	<b>60.735.392</b>
Charge d'impôts sur le résultat	27	-18.286.288	-22.861.444
Produit/charge d'impôts différés	27	875.748	-1.682.901
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	8	4.934.657	7.675.166
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>19.194.231</b>	<b>43.866.213</b>
<b>Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>14.430.442</b>	<b>21.862.587</b>
<b>Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère</b>		<b>4.763.789</b>	<b>22.003.626</b>
<b>Résultat net par action non dilué</b>	28	<b>0,27</b>	<b>1,23</b>
<b>Nombre d'actions Socfinaf S.A.</b>		<b>17.836.650</b>	<b>17.836.650</b>
Résultat net par action non dilué		0,27	1,23
Résultat net par action dilué		0,27	1,23



## Etats financiers consolidés

### 3. Etat du résultat étendu consolidé

		2018	2017
	Note	EUR	EUR
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>19.194.231</b>	<b>43.866.213</b>
<b>Autres éléments du résultat étendu</b>			
Pertes et gains actuariels	18	-742.590	-2.784.487
Impôts sur les pertes et gains actuariels		225.706	828.388
<i>Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		<i>-516.884</i>	<i>-1.956.099</i>
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées		8.220.561	-54.628.037
Quote-part des autres éléments du résultat étendu des entreprises associées		441.765	-578.614
<i>Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		<i>8.662.326</i>	<i>-55.206.651</i>
<b>Total des autres éléments du résultat étendu</b>		<b>8.145.442</b>	<b>-57.162.750</b>
<b>Résultat étendu</b>		<b>27.339.673</b>	<b>-13.296.537</b>
<b>Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>15.824.557</b>	<b>16.347.126</b>
<b>Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère</b>		<b>11.515.116</b>	<b>-29.643.663</b>

## Etats financiers consolidés

### 4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2018	2017
	Note	EUR	EUR
<b>Activités opérationnelles</b>			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		4.763.789	22.003.626
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		14.430.442	21.862.587
Part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	8	-4.934.657	-7.675.166
Dividendes des entreprises associées	8	7.670.517	6.006.344
Juste valeur de la production agricole	11	3.414.137	-5.815.726
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		-1.598.690	1.221.747
Dotations et reprises aux amortissements et provisions et réductions de valeur		47.413.995	42.911.554
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		406.635	1.285.839
Charge d'impôts	27	17.410.540	24.544.345
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>88.976.708</b>	<b>106.345.150</b>
<b>Intérêts payés - reçus</b>		<b>9.744.737</b>	<b>8.061.767</b>
<b>Impôts payés</b>		<b>-18.286.288</b>	<b>-22.861.444</b>
Variation de stocks		-8.379.686	-7.573.544
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		6.593.477	5.524.512
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		14.860.524	31.148.666
Comptes de régularisation		-2.182.921	2.534.944
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>10.891.394</b>	<b>31.634.578</b>
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>		<b>91.326.551</b>	<b>123.180.051</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-521.259	153.047
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-88.100.395	-81.139.058
Cessions d'immobilisations corporelles		3.756.205	1.271.680
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		-31.725	67.829
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>		<b>-84.897.174</b>	<b>-79.646.502</b>
<b>Activités de financement</b>			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-1.783.665	-1.783.665
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-13.349.176	-10.231.516
Produits d'emprunts		13.297.580	15.548.476
Remboursements d'emprunts		-6.933.906	-25.100.142
Intérêts payés - reçus		-9.744.737	-8.061.767
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>		<b>-18.513.904</b>	<b>-29.628.614</b>
Incidence des écarts de conversion		480.936	-1.791.811
Entrées/sorties de périmètre		0	3.973
<b>Variation nette de trésorerie</b>		<b>-11.603.591</b>	<b>12.117.097</b>
Trésorerie au 1er janvier	15	7.362.106	-4.754.991
Trésorerie au 31 décembre	15	-4.241.485	7.362.106
<b>Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		<b>-11.603.591</b>	<b>12.117.097</b>

## Etats financiers consolidés

### 5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux proprié- taires de la société mère	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	TOTAL
<b>Situation au 1er janvier 2017</b>	<b>35.708.400</b>	<b>87.453.866</b>	<b>3.570.840</b>	<b>6.847.217</b>	<b>162.839.321</b>	<b>296.419.644</b>	<b>103.160.143</b>	<b>399.579.787</b>
Résultat de l'exercice					22.003.626	22.003.626	21.862.587	43.866.213
Pertes et gains actuariels					-1.342.760	-1.342.760	-613.339	-1.956.099
Ecart de conversion des entités contrôlées				-49.725.915	0	-49.725.915	-4.902.122	-54.628.037
Variation du résultat étendu des entreprises associées				-831.426	252.812	-578.614	0	-578.614
<b>Résultat étendu</b>				<b>-50.557.341</b>	<b>20.913.678</b>	<b>-29.643.663</b>	<b>16.347.126</b>	<b>-13.296.537</b>
Dividendes					-1.783.665	-1.783.665	-10.609.759	-12.393.424
Autres variations					-1.453.459	-1.453.459	-1.254.611	-2.708.070
<b>Transactions avec les actionnaires</b>					<b>-3.237.124</b>	<b>-3.237.124</b>	<b>-11.864.370</b>	<b>-15.101.494</b>
<b>Situation au 31 décembre 2017</b>	<b>35.708.400</b>	<b>87.453.866</b>	<b>3.570.840</b>	<b>-43.710.124</b>	<b>180.515.875</b>	<b>263.538.857</b>	<b>107.642.899</b>	<b>371.181.756</b>
<b>Situation au 1er janvier 2018</b>	<b>35.708.400</b>	<b>87.453.866</b>	<b>3.570.840</b>	<b>-43.710.124</b>	<b>180.515.875</b>	<b>263.538.857</b>	<b>107.642.899</b>	<b>371.181.756</b>
Résultat de l'exercice					4.763.789	4.763.789	14.430.442	19.194.231
Pertes et gains actuariels					-265.339	-265.339	-251.545	-516.884
Ecart de conversion des entités contrôlées				6.574.901	0	6.574.901	1.645.660	8.220.561
Variation du résultat étendu des entre- prises associées				336.994	104.771	441.765	0	441.765
<b>Résultat étendu</b>				<b>6.911.895</b>	<b>4.603.221</b>	<b>11.515.116</b>	<b>15.824.557</b>	<b>27.339.673</b>
Annulation d'actions	-35.100				55.828	20.728	0	20.728
Dividendes					-1.783.665	-1.783.665	-13.651.054	-15.434.719
Autres variations					-1.049	-1.049	1.617	569
<b>Transactions avec les actionnaires</b>	<b>-35.100</b>				<b>-1.728.886</b>	<b>-1.763.986</b>	<b>-13.649.437</b>	<b>-15.413.423</b>
<b>Situation au 31 décembre 2018</b>	<b>35.673.300</b>	<b>87.453.866</b>	<b>3.570.840</b>	<b>-36.798.229</b>	<b>183.390.210</b>	<b>273.289.987</b>	<b>109.818.019</b>	<b>383.108.006</b>

	2018	2017
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	1.783.665	1.783.665
Nombre d'actions	17.836.650	17.836.650
Dividende par action distribué sur la période	0,10	0,10

### 6. Annexe aux états financiers consolidés

#### Note 1. Généralités et méthodes comptables

##### 1.1. Généralités

Socfinaf S.A. (« la Société ») a été constituée le 22 octobre 1961. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (le « Groupe ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas en Afrique.

Socfinaf S.A. est contrôlée par Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » qui est le plus grand ensemble qui consolide. Le siège social de cette dernière société est également situé 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre de commerce sous le n° B 6225.

##### 1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

En date du 3 avril 2019, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

*De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018 sont entrés en vigueur :*

- IFRS 9 « Instruments financiers » :

Cette norme porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, les dépréciations, la comptabilité de couverture et remplace IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». La version finale de la norme contient des exigences dans les domaines suivants :

(a) *Classification et évaluation :*

Les actifs financiers sont classifiés et mesurés selon les normes dont ils dépendent et selon

les caractéristiques de leur flux de trésorerie contractuel. Les passifs financiers sont classés d'une manière similaire à IAS 39, cependant, il y a des différences dans les exigences en ce qui concerne les principes comptables utilisés pour mesurer le risque de crédit propre à l'entité.

(b) *Dépréciation des actifs financiers :*

La norme introduit un modèle de « perte de crédit attendue » pour la mesure de la dépréciation des actifs financiers. Il n'est donc plus nécessaire qu'un événement de crédit se soit produit avant qu'une perte de crédit soit constatée.

IFRS 9 exige de comptabiliser les pertes attendues sur tous les instruments de dettes, prêts et créances commerciales soit sur une durée de 12 mois, soit sur la durée de vie des instruments.

(c) *Comptabilité de couverture :*

La norme introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui est conçu pour être plus étroitement aligné sur la façon dont les entités entreprennent des activités de gestion des risques lorsqu'elles couvrent les expositions aux risques financiers et non financiers.

(d) *Décomptabilisation :*

Les exigences relatives à la décomptabilisation des actifs et des passifs financiers sont transposées de IAS 39 à l'identique et il n'y a donc pas de changement pour le Groupe.

Le Groupe n'a pas implémenté de changements dans la classification de ces instruments financiers, sauf, pour les titres disponibles à la vente, qui sont désormais classés parmi les actifs financiers, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu ; aucun profit ou perte lié à ces instruments ne peut être reclassé en résultat, même au moment de la décomptabilisation.

Le Groupe continuera à évaluer à la juste valeur tous ses actifs financiers actuellement évalués à la juste valeur.

Conformément aux dispositions transitoires d'IFRS 9, le Groupe n'a pas ajusté les informations comparatives.

## Etats financiers consolidés

### - IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » :

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, qui fournit un cadre unifié pour déterminer le moment, l'évaluation et la comptabilisation des produits des activités ordinaires. L'objectif de la nouvelle norme est de comptabiliser les produits au fur et à mesure que les obligations de performance sont remplies plutôt que sur la base du transfert des risques et des avantages.

IFRS 15 inclut un ensemble d'informations à fournir, y compris des informations qualitatives et quantitatives sur les contrats avec les clients pour comprendre la nature, le montant, le moment de la comptabilisation et l'incertitude des revenus. La norme remplace IAS 18 « Produits des activités ordinaires », IAS 11 « Contrats de construction » et les interprétations connexes.

Le 12 avril 2016, l'IASB a publié des amendements à IFRS 15 qui précisent comment identifier une obligation de performance, déterminer si une entreprise agit en principal ou en agent.

Les produits du Groupe proviennent principalement de la vente de biens dans le cadre des prestations dans lesquelles le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété et l'exécution des obligations de performance du Groupe ont lieu en même temps.

L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés du Groupe. Les informations sur les produits des activités ordinaires sont présentées à la note 33.

Le Groupe a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations effectives après le 31 décembre 2018 et publiées avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés.

*Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Groupe a adopté les modifications suivantes qui n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés du Groupe :*

### - Amendements à IFRS 4 « Contrats d'assurance » :

L'amendement publié le 12 septembre 2016, propose deux approches (superposition et une approche différée) afin de remédier à la volatilité temporaire des résultats publiés due à la différence de temps entre la mise en œuvre de IFRS 9 et IFRS 17 « Contrats d'assurance » qui remplacera IFRS 4. Ces amendements à IFRS 4 complètent les options existantes de la norme à utiliser pour faire face à la volatilité temporaire.

### - L'interprétation IFRIC 22 « Opérations en devises et paiements d'avance » :

La norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » précise le cours de change à utiliser pour enregistrer une transaction en monnaie étrangère lors de sa comptabilisation initiale dans la monnaie fonctionnelle de l'entité. Mais la norme ne traite pas de la question du cours de change à retenir lorsqu'un paiement anticipé a été effectué. Selon cette interprétation, en cas d'avances multiples, le cours de change doit être déterminé pour chaque transaction de paiement ou encaissement.

*Nouvelles normes IFRS et amendements applicables à partir de 2019 :*

### - IFRS 16 « Contrats de location » :

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 « Contrats de location » qui remplacera IAS 17 « Contrats de location ». Cette nouvelle norme indique comment reconnaître, mesurer et présenter les contrats de location et les informations liées à fournir. La norme fournit un modèle de comptabilisation unique pour les preneurs, en exigeant de comptabiliser un droit d'utilisation à l'actif et une dette financière pour tous les contrats de location, sauf, ceux dont la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou dont l'actif sous-jacent a une faible valeur. Cette norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ; l'application anticipée est autorisée si IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients » a également été appliquée. Un examen et une évaluation des contrats de location du Groupe indiquent que la plupart de ces contrats répondront à la définition d'un contrat de location selon IFRS 16. Le Groupe appliquera l'approche de transition rétrospective modifiée et ne retraitera donc pas, les données comparatives.

Selon une évaluation détaillée de l'impact des données disponibles au 31 décembre 2018, le Groupe s'attend, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, à un impact sur les actifs liés aux contrats de location de 14 millions d'euros, sur les dettes liées aux contrats de location de 16,5 millions d'euros, sur les actifs d'impôts différés de 0,7 million d'euros et sur les capitaux propres de 1,8 millions d'euros.

## Etats financiers consolidés

- L'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » :

Le 7 juin 2017, l'IASB a publié cette interprétation qui clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation de l'impôt sur le résultat, lorsqu'une incertitude existe. Cette interprétation est applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2019, avec application anticipée autorisée. Le Groupe ne s'attend pas à ce que l'adoption de cette interprétation ait un impact matériel sur les états financiers consolidés.

- Amendements à IFRS 9 « Instruments financiers » :

Le 12 octobre 2017, l'IASB a publié un amendement à IFRS 9 intitulé « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative » pour traiter du cas fréquent d'instruments contenant une clause de paiement anticipé lorsque l'exercice de cette clause entraîne un remboursement inférieur à la somme du capital et des intérêts restant dus. Cet amendement modifie les exigences existantes d'IFRS 9 concernant les droits de résiliation afin de permettre une évaluation au coût amorti (ou, selon le modèle économique utilisé, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu) même en cas de paiements compensatoires négatifs. Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ; l'application anticipée est permise. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de cette interprétation ait une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

*Nouvelles normes IFRS, amendements et interprétations qui n'ont pas encore été homologués par l'Union européenne :*

Le 18 mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17 « Contrats d'assurance », qui établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats d'assurance. Selon IFRS 17, la performance de l'assurance doit être évaluée à sa valeur d'exécution actuelle et offre une méthode de mesure et de présentation plus uniforme pour tous les contrats d'assurance. IFRS 17 remplace IFRS 4 « Contrats d'assurance » et ses interprétations. Elle s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et son adoption anticipée est autorisée si IFRS 15 « Produits des contrats avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers » ont été appliqués. La société ne prévoit pas que l'adoption de cette interprétation aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le 12 décembre 2017, l'IASB a publié les Améliorations annuelles des normes IFRS : Cycle 2015-2017 afin d'apporter des modifications aux normes suivantes :

- La norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » précise que lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise commune, elle doit réévaluer ses intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise.
- IFRS 11 « Partenariats » précise que lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise commune, elle n'a pas à réévaluer ses intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise.
- La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » précise qu'une entité doit comptabiliser les conséquences fiscales des dividendes en résultat net, en autres éléments du résultat étendu ou en capitaux propres, là où l'entité avait initialement comptabilisé ces transactions ou événements.
- La norme IAS 23 « Coûts d'emprunt » précise que, si un emprunt contracté reste dû une fois que l'actif connexe est prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, cet emprunt doit alors être traité en tant que fonds empruntés de façon générale aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux.

Le 7 février 2018, l'IASB a publié des modifications de la norme IAS 19 « Avantages du personnel » qui précisent que le coût des services rendus et les intérêts nets pour la période qui suit la modification, la réduction ou la liquidation d'un régime doivent être déterminés à l'aide des hypothèses utilisées pour la réévaluation. En outre, IAS 19 ainsi modifiée précise l'effet d'une modification, d'une réduction ou d'une liquidation de régime sur les exigences relatives au plafond de l'actif. Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, et l'application anticipée est autorisée. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le 29 mars 2018, l'IASB a publié son « Cadre conceptuel de l'information financière » révisé, qui renferme des définitions révisées d'un actif et d'un passif ainsi que de nouvelles indications sur l'évaluation, la décomptabilisation, la présentation et les informations à fournir. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de cette modification, qui entrera en

## Etats financiers consolidés

vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le 22 octobre 2018, l'IASB a publié des amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », relatives à la définition d'une entreprise, qui visent à résoudre les difficultés éprouvées par les entreprises à déterminer si elles ont acquis une entreprise ou un groupe d'actifs. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications, qui entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le 31 octobre 2018, l'IASB a publié des amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » et à IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » afin de clarifier la définition de « significatif » et d'harmoniser les définitions données dans le Cadre conceptuel de l'information financière et dans les normes elles-mêmes. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications, qui entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le Groupe ne prévoit pas d'adopter par anticipation les nouvelles normes, modifications et interprétations comptables.

### 1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- la production agricole (IAS 2, IAS 41), les instruments dérivés ainsi que les titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant le 31 décembre 2018 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

### 1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfinaf ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfinaf exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2018 clôturent leurs comptes le 31 décembre.

#### a) Filiales

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- 1) il détient le pouvoir sur l'entité ;
- 2) il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
- 3) il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

Actuellement le Groupe détient la majorité des droits de vote dans les entités.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

#### b) Participations dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle Socfinaf exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais dont elle n'a pas le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part

## Etats financiers consolidés

du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse. La valeur comptable de l'écart d'acquisition positif qui résulte de l'acquisition d'entreprises associées est incluse dans la valeur comptable de la participation. Un test de dépréciation est effectué si un indice objectif de perte de valeur est identifié. Les dépréciations sont constatées, le cas échéant, en résultat sous la rubrique « Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence ».

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée en note 2.

### 1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation. Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

### 1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence à la date d'acquisition entre la juste valeur des éléments remis en échange pour prendre le contrôle, la valeur des intérêts minoritaires, la juste valeur des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition

attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

### 1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

### 1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfinaf et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.17).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste « Ecarts de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité



## Etats financiers consolidés

étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

	Taux de clôture		Taux moyen	
	2018	2017	2018	2017
<b>1 euro est égal à :</b>				
Franc CFA	655,957	655,957	655,957	655,957
Livre sterling	0,8945	0,8872	0,8859	0,8749
Cedi ghanéen	5,5189	5,2957	5,4185	4,9399
Riel Cambodgien	4.601	4.842	4.765	4.589
Naïra nigerian	350,76	366,26	360,14	346,69
Dobra de São Tomé et Príncipe (*)	24,50	24.498	24,50	24.498
Franc congolais	1.873	1.909	1.914	1.669
Dollar américain	1,1450	1,1993	1,1782	1,1347

(\*) Au 1er janvier 2018, la banque centrale de São Tomé et Príncipe a procédé à la redénomination de sa monnaie nationale en conjonction avec la mise en circulation des nouvelles coupures et pièces. Une « nouvelle Dobra » équivaut à 1.000 « anciennes Dobras ». Un euro équivaut, désormais, à 24,50 « nouvelles Dobras ».

### 1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans
Concessions	Durée de la concession

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

### 1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 10 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

### 1.11. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Afrique. Ces actifs biologiques producteurs, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

La production agricole au moment de la récolte notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc est évaluée selon les principes définis par IAS 41 « Agriculture ».

## Etats financiers consolidés

### **Actifs biologiques producteurs**

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Actifs biologiques producteurs - Palmier	20 à 26 ans
Actifs biologiques producteurs - Hévéa	20 à 33 ans

La date de départ des amortissements est la date de transfert d'actifs biologiques en production (maturité). Ce transfert a lieu au cours de la quatrième année après le planting des palmiers à huile et au cours de la septième année après le planting des hévéas. Pour chaque entité, la durée d'exploitation peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

### **Production agricole**

La production agricole est évaluée au moment de la récolte à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Il n'existe pas de données observables pour la production agricole (les régimes de palme, le latex). La Banque Mondiale publie des prévisions de prix pour le caoutchouc sec (produit fini). Ces prévisions se basent sur le grade RSS3 (feuille fumée) qui n'est pas produit par le Groupe. Enfin, et a fortiori, il n'existe pas de données prospectives observables relatives à la production agricole du Groupe. Le prix d'un produit standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Ce prix ne peut être retenu comme référence pour l'évaluation.

Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché réellement obtenus là où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

Le Groupe n'évalue pas la production agricole sur pied (avant la récolte). En effet, par nature cette notion n'est pas applicable à l'hévéa dont la production

agricole (latex) se trouve à l'intérieur même de l'arbre. Le Groupe estime, en outre, que la récolte sur pied des palmiers ne peut être évaluée de manière fiable, avec un degré suffisant de certitude sans engendrer des coûts disproportionnés par rapport à l'utilité de l'information ainsi recueillie.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

### **1.12. Contrats de location**

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.

### **1.13. Dépréciation d'actifs**

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles y inclus ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer,

## Etats financiers consolidés

s'il y a lieu, le montant de la perte ou de la réduction de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité.

La juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

### 1.14. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.11. Actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

### 1.15. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale et ne portent pas d'intérêt. Suite aux amendements à IFRS 9 « Instruments financiers », le Groupe applique une approche simplifiée et enregistre une provision pour pertes attendues sur la durée de vie des créances. Cette provision pour pertes est un montant que le Groupe considère comme une estimation fiable sur l'incapacité de ses clients à effectuer les paiements requis.

### 1.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

### 1.17. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

#### *Instruments financiers dérivés*

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

#### *- Instruments de couverture :*

Le Groupe désigne certains instruments de couverture, notamment des dérivés au titre du risque de change et au titre du risque de taux d'intérêt, comme couvertures de flux de trésorerie. Les couvertures pour le risque de change lié aux engagements fermes sont comptabilisées comme couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la

## Etats financiers consolidés

relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. Par ailleurs, à la création de la couverture et régulièrement par la suite, le Groupe indique si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et cumulée dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat net, dans les autres profits et pertes.

Les montants comptabilisés précédemment dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat net dans les périodes où l'élément couvert influe sur le résultat net, au même poste que celui de l'élément couvert comptabilisé. Toutefois, si une transaction prévue couverte entraîne la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les profits et pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif non financier.

### - *Autres instruments :*

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, les deux types d'instruments financiers dérivés ont été utilisés par le Groupe.

### ***Prêts et emprunts***

Les prêts portant des intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts et découverts portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

La valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur dans le cas d'instruments financiers tels que les emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à court terme.

L'évaluation à la juste valeur des emprunts et des dettes auprès d'établissements financiers, autres qu'à court terme, dépend à la fois des spécificités des emprunts et des conditions actuelles de marché. La juste valeur a été calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts ré-estimés prévalant à la date de clôture sur la durée résiduelle de remboursement des emprunts.

La majorité des emprunts et dettes à long terme auprès d'établissements financiers provient d'institutions situées en Europe, c'est pourquoi le Groupe s'est basé sur l'évolution du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne ajusté du risque spécifique inhérent à chaque instrument financier, comme indice de référence raisonnable pour estimer la juste valeur de ces emprunts.

### ***Instruments de capitaux propres***

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

### ***Titres disponibles à la vente***

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable ou dans des sociétés non consolidées.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Conformément aux dispositions transitoires énoncées dans IFRS 9 « Instruments financiers », le Groupe a choisi de présenter les titres disponibles à la vente parmi les actifs financiers à la juste valeur par le biais des éléments du résultat étendu, car ces placements sont détenus à titre d'investissements stratégiques à long terme qui ne devraient pas être vendus à court terme.

## Etats financiers consolidés

Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses titres afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'ils ont pu perdre de la valeur. Aucun profit ou perte lié à ces instruments ne peut être reclassé en résultat, même au moment de la décomptabilisation.

Les critères de dépréciation retenus par le Groupe, pour les titres non cotés, sont une moins-value de 40% par rapport au coût d'acquisition et une moins-value constatée sur une période de plus de 1 an. Pour les titres cotés, une perte de valeur définitive est comptabilisée en résultat si le cours de Bourse à la clôture est inférieur de plus de 30% à son coût d'acquisition sur une période de plus de 1 an.

### *Autres actifs et passifs financiers*

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/ produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

### **1.18. Provisions**

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

### **1.19. Engagements de retraite**

#### *Plans à cotisations définies*

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse à des sociétés d'assurances externes, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

#### *Plans à prestations définies*

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Les taux d'actualisation applicables pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi doivent être déterminés par référence aux taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité adaptés au calendrier estimé de versement des prestations à la date de clôture.

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de marché actif d'obligations de sociétés de haute qualité ou d'Etat correspondant aux échéances des avantages du personnel dans les pays concernés. En l'absence de données disponibles et fiables, le Groupe a décidé depuis la clôture au 31 décembre 2014 de calculer les taux d'actualisation en appliquant une approche économique qui reflète plus fidèlement la valeur de l'argent et le calendrier des versements des prestations.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la

## Etats financiers consolidés

date de clôture conformément aux principes d'IAS 19 « Avantages du personnel ».

La version révisée d'IAS 19 impose que toutes les variations du montant des engagements de pension à prestations définies soient comptabilisées dès qu'elles surviennent.

Les réévaluations des engagements de pension à prestations définies dont notamment les gains et pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisées en « Autres éléments du résultat étendu ».

Les coûts des services rendus pendant la période, les coûts des services passés (modification d'un régime) et les intérêts nets sont comptabilisés immédiatement en charge.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des gains et pertes actuariels et diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

### 1.20. Comptabilisation des produits

Les revenus du Groupe découlent de l'obligation de performance consistant dans le transfert de contrôle de produits dans le cadre d'arrangements. Selon ces arrangements, le transfert du contrôle et l'accomplissement de l'obligation de performance se produisent en même temps.

Le point de prise de contrôle de l'actif par le client dépend du moment où les marchandises sont mises à la disposition du transporteur ou lorsque l'acheteur prend possession des marchandises, en fonction des conditions de livraison. En ce qui concerne les activités du Groupe, les critères de comptabilisation des produits sont généralement remplis :

- a) pour les ventes à l'exportation, lorsque les produits sont mis à la disposition du transporteur ;
- b) pour les ventes locales, en fonction des conditions de livraison, soit au moment où les produits quittent ses locaux, soit lorsque le client prend possession des marchandises.

Il s'agit du moment où le Groupe a rempli ses obligations de performance.

Les revenus sont évalués au prix de transaction de la contrepartie reçue ou à recevoir, montant auquel la société s'attend à avoir droit.

Le prix de vente est déterminé au prix du marché et dans quelques cas, le prix de vente est déterminé contractuellement à titre provisoire, sur la base d'une estimation fiable du prix de vente. Dans ce dernier cas, des ajustements de prix peuvent ensuite intervenir en fonction des mouvements entre le prix de référence et le prix final.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

### 1.21. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois, il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur. Ces derniers sont comptabilisés au compte de résultat.

Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

### 1.22. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence

## Etats financiers consolidés

temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

### 1.23. Actifs non-courants détenus pour la vente et les activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées.

Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions.

Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

### 1.24. Regroupements d'entreprises

La norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle.

Cette norme permet, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un écart d'acquisition positif complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un écart d'acquisition positif partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6 et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

### 1.25. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs.

L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la Direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

### 1.26. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la Direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles, au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations, concernent principalement l'application des normes IAS 19, IAS 2/IAS 41, IAS 16, IAS 36 et IFRS 9.

En l'absence de données observables au sens de la norme IFRS 13, le Groupe a recours à l'élaboration d'un modèle d'évaluation de la juste valeur de la production agricole basé sur les coûts et conditions de production locales.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.

## Etats financiers consolidés

### Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consoli- dation (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consoli- dation (*)
	2018	2018	2018	2017	2017	2017
<b>AFRIQUE</b>						
<i>Hévéa et palmier</i>						
SOGB S.A.	63,69	73,16	IG	63,69	73,16	IG
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG » LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	66,12	66,12	IG	66,12	66,12	IG
SOCIETE AFRICAINE FORESTIERE ET AGRICOLE DU CAMEROUN « SAFACAM » S.A.	69,05	69,05	IG	69,05	69,05	IG
SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES « SOCAPALM » S.A.	67,46	67,46	IG	67,46	67,46	IG
<i>Hévéa</i>						
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC »	60,95	70,01	IG	60,95	70,01	IG
<i>Palmier</i>						
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	93,00	93,00	IG	93,00	93,00	IG
SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS »	67,46	100,00	IG	67,46	100,00	IG
AGRIPALMA LDA	88,00	88,00	IG	88,00	88,00	IG
BRABANTA S.A.	99,80	99,80	IG	99,80	99,80	IG
<i>Autres activités</i>						
BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A.	87,06	87,06	IG	87,06	87,06	IG
CAMSEEDS S.A.	67,15	99,54	IG	67,15	99,54	IG
<b>EUROPE</b>						
<i>Autres activités</i>						
CENTRAGES S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
INDUSERVICES S.A.	30,00	30,00	MEE	30,00	30,00	MEE
INDUSERVICES FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA »	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCFIN GREEN ENERGY S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFIN RESEARCH S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINDE S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
SODIMEX S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SODIMEX FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOGESCOL FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
STP INVEST S.A.	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
TERRASIA S.A.	33,28	33,28	MEE	33,28	33,28	MEE

(\*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale - MEE : Mise En Equivalence.



## Etats financiers consolidés

### Liste des filiales et entreprises associées

- \* AGRIPALMA LDA est une société implantée sur l'île de São Tomé et Príncipe spécialisée dans la production d'huile de palme.
- \* BEREBY-FINANCES « BEFIN » S.A. est une société holding de droit ivoirien détenant les sociétés de droit ivoirien, SOGB S.A. et SCC.
- \* BRABANTA S.A. est une société de droit congolais spécialisée dans la production d'huile de palme.
- \* CAMSEEDS S.A. est une société de droit camerounais spécialisée dans la recherche, le développement et la production de semences (palmier).
- \* CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- \* IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- \* INDUSERVICES S.A. est une société de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- \* INDUSERVICES FR S.A. est une société de droit suisse dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance. En outre, elle assure à l'ensemble des sociétés du Groupe l'accès à la plateforme informatique commune.
- \* LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC » est une société de droit libérien spécialisée dans la production de caoutchouc.
- \* MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société de droit luxembourgeois active dans le transport.
- \* OKOMU OIL PALM COMPANY PLC est une société de droit nigérian spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- \* PLANTATIONS SOCFINAF GHANA « PSG » LTD est une société de droit ghanéen spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- \* SOCIETE AFRICAINE FORESTIERE ET AGRICOLE DU CAMEROUN « SAFACAM » S.A. est une société de droit camerounais active dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- \* SALALA RUBBER CORPORATION « SRC » est une société de droit libérien spécialisée dans l'exploitation d'une plantation d'hévéas.
- \* SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES « SOCAPALM » S.A. est active au Cameroun dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- \* SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD est une société implantée en Sierra Leone spécialisée dans la production d'huile de palme.
- \* SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- \* SOCFIN GREEN ENERGY S.A. est une société suisse d'étude de réalisation et de maintenance d'unités de production d'énergie.
- \* SOCFIN RESEARCH S.A. est une société suisse de recherche et d'étude de projets agronomiques.
- \* SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
- \* SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE « SAFA » est une société de droit français détenant une participation dans une plantation au Cameroun, Safacam S.A.
- \* SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
- \* SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE « SPFS » S.A. est active au Cameroun dans la production, la transformation et la commercialisation de l'huile de palme.
- \* SODIMEX S.A. est une société de droit belge active dans le domaine de l'achat et la vente de matériel destiné aux plantations.
- \* SODIMEX FR S.A. est une société de droit suisse active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations.
- \* SOGB S.A. est une société de droit ivoirien spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- \* SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- \* STP INVEST S.A. est une société de droit belge détenant une participation dans Agripalma LDA.
- \* SUD COMOË CAOUTCHOUC « SCC » est une société de droit ivoirien qui a comme activité le traitement et la commercialisation de caoutchouc.
- \* TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.

## Etats financiers consolidés

### Note 3. Acquisitions d'activités

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, Socapalm a augmenté le capital de Camseeds de 3,3 millions d'euros diluant ainsi le deuxième actionnaire Socfin Research. A l'issue de cette transaction, Socapalm détient 99,54% de Camseeds et cette dernière entre dans le périmètre de consolidation.

	2018	2017
	EUR	EUR
Actifs non-courants	0	2.603.829
Actifs courants	0	412.997
Passifs courants	0	-1.704.467
<b>Actif net acquis</b>	<b>0</b>	<b>1.312.359</b>
Ecarts comptabilisés dans les fonds propres (variation de périmètre)	0	913.164
<b>Prix total payé</b>	<b>0</b>	<b>2.225.523</b>
Acquisition par compensation de créance	0	-686.383
Acquisition par apport en nature	0	-1.539.141
Sortie nette de liquidités sur acquisition		
Paiement en liquidités pour l'acquisition de nouvelles filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées	0	0
Liquidités et soldes bancaires acquis	0	0
<b>Acquisitions de filiales, d'entités contrôlées conjointement et d'entreprises associées, sous déduction de la trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Etats financiers consolidés

### Note 4. Immobilisations incorporelles

EUR	Concessions et brevets	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
<b>Valeur d'acquisition au 1er janvier 2017</b>	<b>3.353.854</b>	<b>964.801</b>	<b>1.218.079</b>	<b>5.536.734</b>
Acquisitions de l'exercice	0	95.733	93.184	188.917
Sorties de l'exercice	-245	0	-343.196	-343.441
Reclassements vers d'autres postes	0	0	338.899	338.899
Ecart de conversion	-546.615	-46.723	-8.963	-602.301
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2017</b>	<b>2.806.994</b>	<b>1.013.811</b>	<b>1.298.003</b>	<b>5.118.808</b>
<b>Amortissements au 1er janvier 2017</b>	<b>-86.614</b>	<b>-419.039</b>	<b>-964.246</b>	<b>-1.469.899</b>
Amortissements de l'exercice	-59.761	-35.082	-206.752	-301.595
Reprises d'amortissements de l'exercice	245	0	2.750	2.995
Ecart de conversion	14.947	8.179	8.963	32.089
<b>Amortissements au 31 décembre 2017</b>	<b>-131.183</b>	<b>-445.942</b>	<b>-1.159.285</b>	<b>-1.736.410</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2017</b>	<b>2.675.811</b>	<b>567.869</b>	<b>138.718</b>	<b>3.382.398</b>
<b>Valeur d'acquisition au 1er janvier 2018</b>	<b>2.806.994</b>	<b>1.013.811</b>	<b>1.298.003</b>	<b>5.118.808</b>
Acquisitions de l'exercice	0	0	474.092	474.092
Sorties de l'exercice	-278.087	0	-20.300	-298.387
Reclassements vers d'autres postes	0	-271.656	104	-271.552
Ecart de conversion	-112.732	8.429	2.852	-101.451
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2018</b>	<b>2.416.175</b>	<b>750.584</b>	<b>1.754.751</b>	<b>4.921.510</b>
<b>Amortissements au 1er janvier 2018</b>	<b>-131.183</b>	<b>-445.942</b>	<b>-1.159.285</b>	<b>-1.736.410</b>
Amortissements de l'exercice	-54.482	-30.903	-513.661	-599.046
Ecart de conversion	5.500	2.456	-2.852	5.104
<b>Amortissements au 31 décembre 2018</b>	<b>-180.165</b>	<b>-474.389</b>	<b>-1.675.798</b>	<b>-2.330.352</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2018</b>	<b>2.236.010</b>	<b>276.195</b>	<b>78.953</b>	<b>2.591.158</b>

## Etats financiers consolidés

### Note 5. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
<b>Valeur d'acquisition au 1er janvier 2017</b>	<b>13.314.974</b>	<b>199.338.764</b>	<b>75.109.892</b>	<b>187.336.207</b>	<b>28.924.668</b>	<b>1.224.701</b>	<b>505.249.206</b>
Acquisitions de l'exercice	1.629.437	3.639.518	3.712.190	11.233.558	13.274.421	7.873.594	41.362.718
Sorties de l'exercice	-60.506	-9.787	-121.692	-4.502.218	0	0	-4.694.203
Reclassements vers d'autres postes	-2.852.016	1.877.539	4.545.237	5.118.980	-7.938.365	-4.793.070	-4.041.695
Changements de périmètre	0	0	0	370.535	570.384	442.252	1.383.171
Ecarts de conversion	-1.043.236	-13.462.481	-4.496.380	-9.702.265	-2.906.618	-167.533	-31.778.513
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2017</b>	<b>10.988.653</b>	<b>191.383.553</b>	<b>78.749.247</b>	<b>189.854.797</b>	<b>31.924.490</b>	<b>4.579.944</b>	<b>507.480.684</b>
<b>Amortissements au 1er janvier 2017</b>	<b>-1.214.986</b>	<b>-82.114.925</b>	<b>-48.050.288</b>	<b>-127.854.876</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-259.235.075</b>
Amortissements de l'exercice	-28.474	-9.061.658	-4.533.199	-12.099.246	0	0	-25.722.577
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	3.407	33.017	3.940.839	0	0	3.977.263
Reclassements vers d'autres postes	0	1.050.449	-966.063	-84.386	0	0	0
Changements de périmètre	0	0	0	-30.083	0	0	-30.083
Ecarts de conversion	8.177	2.484.146	2.472.766	6.287.938	0	0	11.253.027
<b>Amortissements au 31 décembre 2017</b>	<b>-1.235.283</b>	<b>-87.638.581</b>	<b>-51.043.767</b>	<b>-129.839.814</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-269.757.445</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2017</b>	<b>9.753.370</b>	<b>103.744.972</b>	<b>27.705.480</b>	<b>60.014.983</b>	<b>31.924.490</b>	<b>4.579.944</b>	<b>237.723.239</b>
<b>Valeur d'acquisition au 1er janvier 2018</b>	<b>10.988.653</b>	<b>191.383.553</b>	<b>78.749.247</b>	<b>189.854.797</b>	<b>31.924.490</b>	<b>4.579.944</b>	<b>507.480.684</b>
Acquisitions de l'exercice	1.845.957	5.904.114	9.712.771	11.352.047	16.980.277	6.856.410	52.651.576
Sorties de l'exercice	-13.173	0	-2.344	-2.816.738	-3.008.025	0	-5.840.280
Reclassements vers d'autres postes	-1.169.782	6.976.786	13.278.786	6.357.783	-15.522.532	-10.467.080	-546.039
Ecarts de conversion	278.235	2.658.034	1.484.058	2.049.697	492.741	-52.807	6.909.958
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2018</b>	<b>11.929.890</b>	<b>206.922.487</b>	<b>103.222.518</b>	<b>206.797.586</b>	<b>30.866.951</b>	<b>916.467</b>	<b>560.655.899</b>
<b>Amortissements au 1er janvier 2018</b>	<b>-1.235.283</b>	<b>-87.638.581</b>	<b>-51.043.767</b>	<b>-129.839.814</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-269.757.445</b>
Amortissements de l'exercice	-27.698	-9.081.880	-5.220.785	-12.314.998	0	0	-26.645.361
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	0	2.344	2.171.011	0	0	2.173.355
Reclassements vers d'autres postes	0	-8.043	1.196	6.847	0	0	0
Ecarts de conversion	-413	-757.182	-543.328	-1.334.967	0	0	-2.635.890
<b>Amortissements au 31 décembre 2018</b>	<b>-1.263.394</b>	<b>-97.485.686</b>	<b>-56.804.340</b>	<b>-141.311.921</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-296.865.341</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2018</b>	<b>10.666.496</b>	<b>109.436.801</b>	<b>46.418.178</b>	<b>65.485.665</b>	<b>30.866.951</b>	<b>916.467</b>	<b>263.790.558</b>

## Etats financiers consolidés

### Note 6. Actifs biologiques producteurs

EUR	Palmier		Hévéa		Autres	Total
	Mature	Immature	Mature	Immature		
<b>Valeur d'acquisition au 1er janvier 2017</b>	<b>241.699.561</b>	<b>130.446.142</b>	<b>105.633.325</b>	<b>92.069.504</b>	<b>14.348</b>	<b>569.862.880</b>
Acquisitions de l'exercice	0	27.942.007	111.347	11.722.987	0	39.776.341
Sorties de l'exercice	-5.158.982	0	-6.128.176	-66.843	0	-11.354.001
Reclassements vers d'autres postes	31.989.761	-29.865.193	15.562.387	-14.439.285	0	3.247.670
Ecarts de conversion	-22.393.851	-14.340.577	-5.516.459	-7.278.660	0	-49.529.547
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2017</b>	<b>246.136.489</b>	<b>114.182.379</b>	<b>109.662.424</b>	<b>82.007.703</b>	<b>14.348</b>	<b>552.003.343</b>
<b>Amortissements au 1er janvier 2017</b>	<b>-78.043.770</b>	<b>0</b>	<b>-45.440.528</b>	<b>0</b>	<b>-10.041</b>	<b>-123.494.339</b>
Amortissements de l'exercice	-10.733.183	0	-4.898.721	0	-56	-15.631.960
Reprises d'amortissements de l'exercice	5.022.139	0	4.491.284	0	0	9.513.423
Ecarts de conversion	2.065.947	0	2.735.709	0	0	4.801.656
<b>Amortissements au 31 décembre 2017</b>	<b>-81.688.867</b>	<b>0</b>	<b>-43.112.256</b>	<b>0</b>	<b>-10.097</b>	<b>-124.811.220</b>
<b>Réductions de valeur au 1er janvier 2017</b>	<b>-18.491.048</b>	<b>-10.691.827</b>	<b>-1.527.063</b>	<b>-28.394.254</b>	<b>0</b>	<b>-59.104.192</b>
Reclassements vers d'autres postes	-4.932.875	4.932.875	-3.892.519	3.892.519	0	0
Ecarts de conversion	5.569.337	1.745.877	356.334	3.217.137	0	10.888.685
<b>Réductions de valeur au 31 décembre 2017</b>	<b>-17.854.586</b>	<b>-4.013.075</b>	<b>-5.063.248</b>	<b>-21.284.598</b>	<b>0</b>	<b>-48.215.507</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2017</b>	<b>146.593.036</b>	<b>110.169.304</b>	<b>61.486.920</b>	<b>60.723.105</b>	<b>4.251</b>	<b>378.976.616</b>
<b>Valeur d'acquisition au 1er janvier 2018</b>	<b>246.136.489</b>	<b>114.182.379</b>	<b>109.662.424</b>	<b>82.007.703</b>	<b>14.348</b>	<b>552.003.343</b>
Acquisitions de l'exercice	0	21.017.895	135.051	14.295.873	0	35.448.819
Sorties de l'exercice	-3.375.191	-47.832	-2.194.250	-293.347	0	-5.910.620
Reclassements vers d'autres postes	20.934.597	-21.247.986	10.799.812	-9.316.642	0	1.169.781
Ecarts de conversion	3.330.415	1.559.213	2.163.144	1.686.616	0	8.739.388
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2018</b>	<b>267.026.310</b>	<b>115.463.669</b>	<b>120.566.181</b>	<b>88.380.203</b>	<b>14.348</b>	<b>591.450.711</b>
<b>Amortissements au 1er janvier 2018</b>	<b>-81.688.867</b>	<b>0</b>	<b>-43.112.256</b>	<b>0</b>	<b>-10.097</b>	<b>-124.811.220</b>
Amortissements de l'exercice	-11.142.039	0	-5.389.374	0	-56	-16.531.469
Reprises d'amortissements de l'exercice	3.334.576	0	2.100.442	0	0	5.435.018
Ecarts de conversion	-408.127	0	-917.733	0	0	-1.325.860
<b>Amortissements au 31 décembre 2018</b>	<b>-89.904.457</b>	<b>0</b>	<b>-47.318.921</b>	<b>0</b>	<b>-10.153</b>	<b>-137.233.531</b>
<b>Réductions de valeur au 1er janvier 2018</b>	<b>-17.854.586</b>	<b>-4.013.075</b>	<b>-5.063.248</b>	<b>-21.284.598</b>	<b>0</b>	<b>-48.215.507</b>
Réductions de valeur	0	-3.111.747	0	0	0	-3.111.747
Reclassements vers d'autres postes	-3.798.986	3.798.986	-2.529.661	2.529.661	0	0
Ecarts de conversion	-220.534	85.685	-281.987	-688.298	0	-1.105.134
<b>Réductions de valeur au 31 décembre 2018</b>	<b>-21.874.106</b>	<b>-3.240.151</b>	<b>-7.874.896</b>	<b>-19.443.235</b>	<b>0</b>	<b>-52.432.388</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2018</b>	<b>155.247.747</b>	<b>112.223.518</b>	<b>65.372.364</b>	<b>68.936.968</b>	<b>4.195</b>	<b>401.784.792</b>

## Etats financiers consolidés

### Note 7. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

#### Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du Groupe

Dénomination de la filiale	Etablissement principal	Pourcentage des titres de participations des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
		2018	2017	2018	2017
<b>Production d'huile de palme et de caoutchouc</b>					
SOGB S.A.	Côte d'Ivoire	36%	36%	27%	27%
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	Nigeria	34%	34%	34%	34%
SAFACAM S.A.	Cameroun	31%	31%	31%	31%
SOCAPALM S.A.	Cameroun	33%	33%	33%	33%

Dénomination de la filiale	Résultat net attribué aux participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale au cours de la période financière		Cumul des intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale	
	2018	2017	2018	2017
	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	2 307 512	6 346 830	29 427 906	32 881 980
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	6 218 914	9 094 087	28 200 753	23 750 772
SAFACAM S.A.	-505 021	338 044	14 909 632	16 135 320
SOCAPALM S.A.	6 293 457	6 039 575	30 864 048	28 377 128
Filiales qui détiennent des participations ne donnant pas le contrôle non significatives prises individuellement			6 415 680	6 497 699
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>			<b>109 818 019</b>	<b>107 642 899</b>

## Etats financiers consolidés

Les informations financières résumées concernant les filiales dont les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Groupe compte non tenu des éliminations intragroupes

Dénomination de la filiale	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2017	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	32.419.163	100.811.862	33.447.955	10.189.048
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	20.335.162	68.802.348	14.151.157	8.431.354
SAFACAM S.A.	9.616.816	37.490.451	12.535.366	2.561.107
SOCAPALM S.A.	28.299.185	113.001.948	26.285.654	9.845.970

2018	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	29.862.158	102.016.176	47.916.212	5.636.196
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	25.636.809	83.853.534	14.939.458	13.848.212
SAFACAM S.A.	9.185.570	37.184.996	14.324.658	2.526.579
SOCAPALM S.A.	38.938.367	113.342.597	30.725.327	10.874.480

Dénomination de la filiale	Produits des activités ordinaires	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
2017	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	106.780.168	15.897.376	15.897.376	3.146.611
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	58.443.072	25.470.556	25.470.556	1.568.320
SAFACAM S.A.	24.902.387	2.806.882	2.806.882	769.907
SOCAPALM S.A.	88.884.250	15.707.212	15.707.212	3.404.795

2018	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB S.A.	86.439.037	4.539.165	4.539.165	4.242.622
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	56.249.469	18.859.938	18.859.938	2.964.714
SAFACAM S.A.	25.350.850	871.674	871.674	697.030
SOCAPALM S.A.	100.593.943	17.370.413	17.370.413	3.858.690

## Etats financiers consolidés

Dénomination de la filiale	Entrées (sorties) nettes de trésorerie			Entrées (sorties) nettes de trésorerie
	Activités opérationnelles	Activités d'investissement	Activités de financement	
<b>2017</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>
SOGB S.A.	32.901.852	-11.437.127	-13.904.330	7.560.395
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	26.268.710	-18.030.990	-8.496.930	-259.210
SAFACAM S.A.	5.550.158	-2.805.896	-3.635.579	-891.316
SOCAPALM S.A.	35.704.402	-12.397.588	-17.200.317	6.106.497
<b>2018</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>
SOGB S.A.	14.476.102	-9.415.761	-19.807.005	-14.746.664
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	22.946.052	-15.879.732	-3.950.086	3.116.234
SAFACAM S.A.	3.384.991	-3.267.162	-3.472.589	-3.354.760
SOCAPALM S.A.	26.962.205	-12.385.574	-9.265.638	5.310.994

La nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par le Groupe dans les filiales sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

### Note 8. Participations dans des entreprises associées

	2018	2017
	EUR	EUR
<b>Valeur au 1er janvier</b>	<b>26.386.023</b>	<b>25.223.911</b>
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	4.934.657	7.675.166
Dividendes	-7.670.517	-6.006.344
Variation de la juste valeur des titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	104.771	252.812
Autres mouvements	450.333	-759.522
<b>Valeur au 31 décembre</b>	<b>24.205.267</b>	<b>26.386.023</b>



## Etats financiers consolidés

	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice
	2018	2018	2017	2017
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.236.473	97.156	3.314.317	103.468
Immobilière de la Pépinière S.A.	2.048.326	-118.334	2.166.048	-93.357
Induservices S.A.	67.888	1.889	65.999	2.649
Induservices FR S.A.	-497.977	-267.103	-230.874	-257.858
Management Associates S.A.	-10.229	-10.995	765	-96.829
Socfin Green Energy S.A.	651.490	102.943	548.547	141.186
Socfin Research S.A.	1.970.598	-219.755	2.190.353	-165.829
Socfinco S.A.	1.069.408	250.756	1.218.652	423.872
Socfinco FR S.A.	4.760.965	1.915.028	5.836.508	2.872.012
Socfinde S.A.	2.027.204	64.750	1.962.454	42.324
Sodimex S.A.	210.137	-2.400	562.537	14.857
Sodimex FR S.A.	1.739.486	605.295	1.134.191	393.440
Sogescol FR S.A.	6.683.730	2.506.230	7.377.953	4.289.019
Terrasia S.A.	247.768	9.194	238.573	6.212
<b>TOTAL</b>	<b>24.205.267</b>	<b>4.934.654</b>	<b>26.386.023</b>	<b>7.675.166</b>

## Etats financiers consolidés

	Produits des activités ordinaires		Produits des activités ordinaires	
	Total de l'actif	Total de l'actif	Total de l'actif	Total de l'actif
	2018	2018	2017	2017
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.611.666	2.660.705	3.757.033	2.838.050
Immobilière de la Pépinière S.A.	4.647.630	460.918	5.293.425	399.435
Induservices S.A.	1.631.490	6.549.500	955.570	4.990.800
Induservices FR S.A.	4.721.333	1.705.640	3.964.934	1.403.877
Management Associates S.A.	12.300.416	3.245.758	12.882.671	3.550.147
Socfin Green Energy S.A.	1.339.394	386.209	3.743.217	328.427
Socfin Research S.A.	4.362.396	170.351	4.692.854	18.498
Socfinco S.A.	2.266.813	2.145.770	2.772.986	2.719.817
Socfinco FR S.A.	10.707.280	19.990.681	12.782.720	22.143.146
Socfinde S.A.	118.197.858	0	110.609.817	0
Sodimex S.A.	576.266	36.601	1.458.515	1.631.031
Sodimex FR S.A.	17.154.484	24.862.029	12.273.605	16.713.468
Sogescol FR S.A.	34.878.909	238.258.853	39.434.305	292.758.398
Terrasia S.A.	506.551	65.987	476.448	76.885
<b>TOTAL</b>	<b>216.902.486</b>	<b>300.539.002</b>	<b>215.098.100</b>	<b>349.571.979</b>

### Données principales des entreprises associées significatives comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence

Dénomination de l'entreprise associée	Etablissement principal	Principale activité	Dividendes reçus	
			2018	2017
			EUR	EUR
Socfinco FR S.A.	Suisse	Prestation de services	3.000.000	3.000.000
Sodimex S.A.	Belgique	Achat et vente de matériel	350.000	375.000
Sogescol FR S.A.	Suisse	Commerce de produits tropicaux	3.632.789	2.059.236

## Etats financiers consolidés

### Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Etat de la situation financière

Dénomination de l'entreprise associée	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2017	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	529.546	12.353.125	1.428.744	8.700.000
Socfinco FR S.A.	11.591.311	1.191.409	980.669	0
Socfinde S.A.	99.688.230	10.921.587	105.261.213	0
Sodimex S.A.	1.444.440	14.076	333.442	0
Sogescol FR S.A.	38.720.861	713.444	24.863.030	0
<b>TOTAL</b>	<b>151.974.388</b>	<b>25.193.641</b>	<b>132.867.098</b>	<b>8.700.000</b>

2018	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	624.831	11.675.585	1.534.644	8.200.000
Socfinco FR S.A.	9.763.533	943.747	1.159.735	0
Socfinde S.A.	115.376.271	2.821.587	106.030.903	6.494.599
Sodimex S.A.	576.266	0	155.992	0
Sogescol FR S.A.	34.123.513	755.396	21.504.904	0
<b>TOTAL</b>	<b>160.464.414</b>	<b>16.196.315</b>	<b>130.386.178</b>	<b>14.694.599</b>

### Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Compte de résultat

Dénomination de l'entreprise associée	Résultat des activités poursuivies	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice
2017	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	66.986	66.986	66.986
Socfinco FR S.A.	5.808.268	5.808.268	5.808.268
Socfinde S.A.	211.622	211.622	211.622
Sodimex S.A.	45.251	45.251	45.251
Sogescol FR S.A.	7.542.335	7.542.335	7.542.335
<b>TOTAL</b>	<b>13.674.462</b>	<b>13.674.462</b>	<b>13.674.462</b>

2018	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	-188.155	-188.155	-188.155
Socfinco FR S.A.	3.745.494	3.745.494	3.745.494
Socfinde S.A.	323.752	323.752	323.752
Sodimex S.A.	-4.800	-4.800	-4.800
Sogescol FR S.A.	5.379.327	5.379.327	5.379.327
<b>TOTAL</b>	<b>9.255.618</b>	<b>9.255.618</b>	<b>9.255.618</b>

## Etats financiers consolidés

*Rapprochement entre les informations financières résumées ci-dessus et la valeur comptable des participations dans les états financiers consolidés*

Dénomination de l'entreprise associée	Actif net de l'entreprise associée	Pourcentage de la participation du Groupe	Autres ajustements IFRS	Valeur comptable de la participation du Groupe
	EUR		EUR	EUR
<b>2017</b>				
Management Associates S.A.	2.753.927	20%	-550.020	765
Socfinco FR S.A.	11.802.051	50%	-64.518	5.836.508
Socfinde S.A.	5.348.604	20%	892.733	1.962.454
Sodimex S.A.	1.125.074	50%	0	562.537
Sogescol FR S.A.	14.571.275	50%	92.316	7.377.953
<b>TOTAL</b>	<b>35.600.931</b>		<b>370.511</b>	<b>15.740.217</b>

<b>2018</b>	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.565.772	20%	-523.383	-10.229
Socfinco FR S.A.	9.547.545	50%	-12.808	4.760.965
Socfinde S.A.	5.672.356	20%	892.733	2.027.204
Sodimex S.A.	420.274	50%	0	210.137
Sogescol FR S.A.	13.374.005	50%	-3.273	6.683.730
<b>TOTAL</b>	<b>31.579.952</b>		<b>353.269</b>	<b>13.671.807</b>

Il n'y a pas d'écarts d'acquisition dans les entreprises associées présentées ci-dessus.

*Informations présentées de façon globale pour les entreprises associées qui ne sont pas significatives prises individuellement*

	2018	2017
	EUR	EUR
Quote-part du Groupe dans le résultat net lié aux activités poursuivies	462.041	553.783
Quote-part du Groupe dans le résultat global total	462.041	553.783
Valeur comptable totale des participations du Groupe dans ces entreprises associées	10.533.460	10.645.806

Le résultat après impôts lié aux activités abandonnées et les autres éléments du résultat étendu de l'exercice pour 2018 et 2017 sont nuls pour toutes les entreprises associées du Groupe.

La nature, l'étendue et les incidences financières des intérêts détenus par le Groupe dans les entreprises associées, y compris la nature des relations avec les autres investisseurs, sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

## Etats financiers consolidés

### Note 9. Titres disponibles à la vente

#### \* Titres disponibles à la vente

	2017
	EUR
Juste valeur au 1er janvier	47.570
Variation de la juste valeur(*)	44.332
<b>Juste valeur au 31 décembre</b>	<b>91.902</b>

(\*) La variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu.

#### \* Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu

	2018
	EUR
Juste valeur au 1er janvier	91.902
Variation de la juste valeur	0
<b>Juste valeur au 31 décembre</b>	<b>91.902</b>

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2018	2017	2018	2017
Titres disponibles à la vente	0	181.512	0	91.902
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	47.570	0	91.902	0

## Etats financiers consolidés

### Note 10. Impôts différés

#### \* Composants des actifs d'impôts différés

	2018	2017
	EUR	EUR
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	-36.108	-115.529
IAS 12 : Latences fiscales	3.677.498	3.989.794
IAS 16 : Immobilisations corporelles	4.048.323	3.976.439
IAS 19 : Engagements de retraites	836.721	1.139.713
IAS 21 : Ecart de conversion	3.711	0
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-341.117	-299.518
IAS 38 : Frais d'établissement	1.237.204	1.304.967
IAS 38 : Frais de recherche	610.283	610.283
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	0	44.201
IFRS 9 : Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	44.201	0
Autres	-1.154.682	-877.100
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>8.926.034</b>	<b>9.773.250</b>

#### \* Composants des passifs d'impôts différés

	2018	2017
	EUR	EUR
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	655.229	1.554.495
IAS 12 : Latences fiscales	-1.065.571	-1.172.403
IAS 16 : Immobilisations corporelles	10.274.320	12.148.784
IAS 19 : Engagements de retraites	-1.151.461	-1.029.853
IAS 21 : Ecart de conversion	52.068	0
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	902.257	784.186
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	-44.648	-46.656
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	0	4.074
IFRS 9 : Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	4.074	0
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	108.118	117.969
Autres	-27.043	-562.246
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>9.707.343</b>	<b>11.798.350</b>

## Etats financiers consolidés

### \* Actifs et passifs fiscaux éventuels

Certaines des filiales possèdent un stock de pertes fiscales limitées ou non dans le temps ou bénéficient d'exonérations relatives aux investissements effectués, limités ou non dans le temps. En raison de l'instabilité pouvant exister dans ces pays quant à l'évolution de la législation fiscale ou quant à son application, ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Socfinaf S.A. dispose au 31 décembre 2018 de pertes fiscales récupérables de 42,2 millions d'euros, Brabanta S.A. (RDC) de 17,8 millions d'euros, Salala Rubber Corporation de 13,7 millions d'euros et Socfin Agricultural Company de 5,2 millions d'euros.

Ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

### Note 11. Stocks

#### \* Valeur comptable des stocks par catégorie

	2018	2017
	EUR	EUR
Matières premières	19.506.032	19.203.915
Consommables	22.884.294	19.258.070
Pièces de rechanges	0	389.164
Produits en cours de fabrication	768.161	9.145
Produits finis	14.966.661	14.748.370
Acomptes versés et commandes en cours	2.170.574	2.933.242
<b>Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur</b>	<b>60.295.722</b>	<b>56.541.906</b>
Réductions de valeur sur stocks	-1.321.502	-1.237.110
<b>Total net au 31 décembre</b>	<b>58.974.220</b>	<b>55.304.796</b>

#### \* Réconciliation des stocks

	2018	2017
	EUR	EUR
<b>Situation au 1er janvier</b>	<b>56.541.906</b>	<b>45.784.497</b>
Variation de stocks	6.493.296	7.569.753
Juste valeur de la production agricole	-3.414.137	5.815.726
Ecart de conversion	674.657	-2.628.070
<b>Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur</b>	<b>60.295.722</b>	<b>56.541.906</b>
Réductions de valeur sur stocks	-1.321.502	-1.237.110
<b>Total net au 31 décembre</b>	<b>58.974.220</b>	<b>55.304.796</b>

## Etats financiers consolidés

### \* Quantité de stocks par catégories

	Matières premières	Produits en cours de fabrication	Produits finis
<b>Total au 31 décembre 2017</b>			
Palmiers (en tonnes)	2.442	0	13.728
Hévéa (en tonnes)	22.116	0	6.795
Autres (en untiés)	0	88.842	1.497.596

	Matières premières	Produits en cours de fabrication	Produits finis
<b>Total au 31 décembre 2018</b>			
Palmiers (en tonnes)	0	0	8.819
Hévéa (en tonnes)	25.099	0	8.678
Autres (en untiés)	0	0	2.139.537

### Note 12. Créances commerciales (actifs courants)

	2018	2017
	EUR	EUR
Créances commerciales	14.774.408	15.603.229
Avances et acomptes versés	2.620.107	2.388.427
<b>Total net au 31 décembre</b>	<b>17.394.515</b>	<b>17.991.656</b>

Les corrections de valeur sur créances commerciales s'élèvent respectivement à 1,7 millions et 1 million d'euros aux 31 décembre 2018 et 2017.

### Note 13. Autres créances (actifs courants)

	2018	2017
	EUR	EUR
Créances sociales	1.321.912	1.159.731
Autres créances	13.813.760	18.457.110
Comptes de régularisation	559.363	1.202.123
<b>Valeur au 31 décembre</b>	<b>15.695.035</b>	<b>20.818.964</b>



## Etats financiers consolidés

### Note 14. Actifs et passifs d'impôts exigibles

#### \* Composants des actifs d'impôts exigibles

	2018	2017
	EUR	EUR
<i>Situation au 1er janvier</i>	<b>9.899.990</b>	<b>11.861.599</b>
Produit d'impôts	77.789	259.097
Autres impôts	1.851.109	-723.803
Impôts payés ou récupérés	687.531	-418.094
Régularisations d'impôts	896.778	420.339
Changement de périmètre	0	187.343
Ecart de conversion	29.618	-1.686.491
<i>Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre</i>	<b>13.442.815</b>	<b>9.899.990</b>

#### \* Composants des passifs d'impôts exigibles

	2018	2017
	EUR	EUR
<i>Situation au 1er janvier</i>	<b>23.016.718</b>	<b>13.965.704</b>
Charge d'impôts	17.311.248	21.537.434
Autres impôts	23.322.667	18.440.819
Impôts payés ou récupérés	-43.894.451	-29.738.990
Régularisations d'impôts	-254.420	-658.906
Changement de périmètre	0	24.935
Ecart de conversion	216.377	-554.278
<i>Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre</i>	<b>19.718.139</b>	<b>23.016.718</b>

## Etats financiers consolidés

### Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

#### \* Réconciliation avec les valeurs de l'état de la situation financière

	2018	2017
	EUR	EUR
Comptes à vue	34.700.835	23.800.263
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>34.700.835</b>	<b>23.800.263</b>

#### \* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2018	2017
	EUR	EUR
Comptes à vue	34.700.835	23.800.263
Concours bancaires courants	-38.942.320	-16.438.157
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>-4.241.485</b>	<b>7.362.106</b>

### Note 16. Capital et prime d'émission

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 35,67 millions d'euros au 31 décembre 2018 (35,71 millions d'euros au 31 décembre 2017). Au capital souscrit, s'ajoute une prime d'émission d'une valeur de 87,5 millions d'euros.

Au 31 décembre 2018, le capital est représenté par 17.836.650 actions.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 17.550 actions (soit 0,10% du capital) ont été annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. A ce jour, la Caisse de consignation a ouvert les dossiers d'indemnisation des porteurs de ces actions qui en ont fait la demande.

	Actions ordinaires	
	2018	2017
<b>Nombre d'actions au 31 décembre</b>	<b>17.836.650</b>	<b>17.854.200</b>
Nombre d'actions émises entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale	17.836.650	17.854.200

### Note 17. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées

éventuelles, un prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

## Etats financiers consolidés

### Note 18. Engagements de retraites

#### Régime de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

Hormis les dispositions légales de sécurité sociale applicables localement, la plupart du personnel du Groupe en Afrique bénéficie d'un plan de retraite à prestations définies. Les filiales versent des indemnités qui sont payables en cas de retraite et suivant les pays, également en cas de licenciement. Les allocations

versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service. Les plans sont régis sur base des conventions collectives locales en vigueur dans chaque pays. Les prestations payables au personnel ne sont pas financées par un actif spécifique en contrepartie de la provision.

	2018	2017
	EUR	EUR
<b>Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière</b>		
Valeur actualisée des obligations	9.849.311	8.737.089
<b>Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies</b>		
	<b>9.849.311</b>	<b>8.737.089</b>
<b>Composantes de la charge nette</b>		
Coûts des services rendus	488.895	268.519
Coûts financiers	959.974	605.171
<b>Coûts des régimes à prestations définies</b>	<b>1.448.869</b>	<b>873.690</b>
<b>Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière</b>		
<b>Au 1er janvier</b>	<b>8.737.088</b>	<b>5.898.275</b>
Coûts selon le compte de résultat	1.448.869	873.690
Cotisations	-1.269.609	-456.711
Ecarts actuariels de l'année reconnus dans les autres éléments du résultat étendu	742.590	2.784.487
Ecarts de conversion	190.373	-362.652
<b>Au 31 décembre</b>	<b>9.849.311</b>	<b>8.737.089</b>

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en février 2019.

## Etats financiers consolidés

### Pertes et gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu

	2018	2017
	EUR	EUR
Ajustements des passifs liés à l'expérience	135.343	-2.166.538
Modifications des hypothèses financières liées aux passifs comptabilisés	-626.922	-562.466
Modifications des hypothèses démographiques liées aux passifs comptabilisés	-251.010	-55.483
<b><i>Ecart actuariel reconnu durant l'exercice dans les autres éléments du résultat étendu</i></b>	<b>-742.590</b>	<b>-2.784.487</b>

### Hypothèses actuarielles d'évaluation

	2018	2017
<b>AFRIQUE</b>		
Taux d'actualisation moyen	de 6,75 à 21,22%	de 6,81 à 29,21%
Augmentations futures des salaires	de 1,74 à 18,99%	de 1,74 à 15,00%
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	20,05	20,47

### Analyse de sensibilité de la valeur actualisée des obligations des régimes à prestations définies

Le tableau ci-dessous indique la valeur actualisée des obligations lorsque les principales hypothèses sont modifiées.

	2018	2017
	EUR	EUR
<b>Taux d'actualisation</b>		
Augmentation de 0,5%	9.540.751	8.492.372
Diminution de 0,5%	10.155.021	8.974.966
<b>Augmentations futures attendues des salaires</b>		
Augmentation de 0,5%	10.144.755	8.969.331
Diminution de 0,5%	9.548.075	8.496.097

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies.

## Etats financiers consolidés

### Incidence du régime de pension à prestations définies sur les flux de trésorerie futurs

	2019	2018
Cotisations estimées pour le prochain exercice (en euros)	841.250	692.120

	2018	2017
Durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies (en années)	6,1	5,9

### Régime de pension à cotisations définies

	2018	2017
	EUR	EUR
Charge comptabilisée pour le régime de pension à cotisations définies	1.456.429	540.276

## Etats financiers consolidés

### Note 19. Dettes financières

2017			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	13.244.583	20.551.119	33.795.702
Concours bancaires courants	16.438.157	0	16.438.157
Autres emprunts	30.818.165	103.103.727	133.921.892
<b>TOTAL</b>	<b>60.500.905</b>	<b>123.654.846</b>	<b>184.155.751</b>

2018			
EUR	Moins d'un an	Plus d'un an	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	14.558.570	19.603.161	34.161.731
Concours bancaires courants	38.942.320	0	38.942.320
Autres emprunts	50.619.135	90.274.878	140.894.013
<b>TOTAL</b>	<b>104.120.025</b>	<b>109.878.039</b>	<b>213.998.064</b>

L'essentiel de l'endettement consolidé est libellé en euro ou en franc CFA, dont la parité est liée à l'euro. Les taux des emprunts conclus à taux fixe et liés à l'euro oscillent entre 4,90% et 6,00%.

Comme expliqué à la note 34, la gestion des taux d'intérêt fait l'objet d'une attention permanente de la part de la Direction.

#### \* Analyse de l'endettement à long terme par taux

2017					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
<b>Dettes auprès d'établissements financiers</b>					
Côte d'Ivoire	5.340.184	5,50% à 6,80%	0	-	5.340.184
Nigeria	2.089.907	9,00%	0	-	2.089.907
Liberia	781.706	7,00% à 8,00%	0	-	781.706
Cameroun	12.339.322	4,90% à 6,00%	0	-	12.339.322
	<b>20.551.119</b>		<b>0</b>		<b>20.551.119</b>
<b>Autres emprunts</b>					
Europe	102.833.335	3,15% à 4,80%	0	-	102.833.335
Nigeria	101.461	-	0	-	101.461
Côte d'Ivoire	168.931	-	0	-	168.931
	<b>103.103.727</b>		<b>0</b>		<b>103.103.727</b>
<b>TOTAL</b>	<b>123.654.846</b>		<b>0</b>		<b>123.654.846</b>

## Etats financiers consolidés

2018					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
<b>Dettes auprès d'établissements financiers</b>					
Côte d'Ivoire	1.548.538	5,50% à 6,00%	0	-	1.548.538
Nigeria	5.816.243	9,00% à 10,00%	0	-	5.816.243
Liberia	163.755	8,00%	0	-	163.755
Cameroun	12.074.625	4,90% à 6,00%	0	-	12.074.625
	<b>19.603.161</b>		<b>0</b>		<b>19.603.161</b>
<b>Autres emprunts</b>					
Europe	90.000.000	4,80%	0	-	90.000.000
Nigeria	105.947	-	0	-	105.947
Côte d'Ivoire	168.931	-	0	-	168.931
	<b>90.274.878</b>		<b>0</b>		<b>90.274.878</b>
<b>TOTAL</b>	<b>109.878.039</b>		<b>0</b>		<b>109.878.039</b>

### \* Analyse de l'endettement à long terme par devise

2017	EUR	CFA	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	0	17.679.505	2.089.907	781.707	20.551.119
Autres emprunts	102.833.335	168.931	101.461	0	103.103.727
<b>TOTAL</b>	<b>102.833.335</b>	<b>17.848.436</b>	<b>2.191.368</b>	<b>781.707</b>	<b>123.654.846</b>

2018	EUR	CFA	NGN	USD	TOTAL EUR
Dettes auprès d'établissements financiers	0	13.623.162	5.816.243	163.756	19.603.161
Autres emprunts	90.000.000	168.932	105.946	0	90.274.878
<b>TOTAL</b>	<b>90.000.000</b>	<b>13.792.094</b>	<b>5.922.189</b>	<b>163.756</b>	<b>109.878.039</b>

## Etats financiers consolidés

### \* Analyse de l'endettement à long terme par échéance

2017						
EUR	2019	2020	2021	2022	2023 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	11.995.965	5.831.527	2.391.144	332.483	0	20.551.119
Autres emprunts	12.833.335	0	90.000.000	0	270.392	103.103.727
<b>TOTAL</b>	<b>24.829.300</b>	<b>5.831.527</b>	<b>92.391.144</b>	<b>332.483</b>	<b>270.392</b>	<b>123.654.846</b>

2018						
EUR	2020	2021	2022	2023	2024 et au-delà	TOTAL
Dettes auprès d'établissements financiers	8.512.392	5.025.977	2.967.316	2.634.833	462.643	19.603.161
Autres emprunts	0	90.000.000	0	0	274.878	90.274.878
<b>TOTAL</b>	<b>8.512.392</b>	<b>95.025.977</b>	<b>2.967.316</b>	<b>2.634.833</b>	<b>737.521</b>	<b>109.878.039</b>

### \* Dette nette

	2018	2017
	EUR	EUR
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34.700.835	23.800.263
Dettes financières à plus d'un an	-109.878.039	-123.654.846
Dettes financières à moins d'un an	-104.120.025	-60.500.905
<b>Dette nette</b>	<b>-179.297.229</b>	<b>-160.355.488</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34.700.835	23.800.263
Dettes financières à taux fixe	-213.998.064	-184.155.751
<b>Dette nette</b>	<b>-179.297.229</b>	<b>-160.355.488</b>



## Etats financiers consolidés

### \* Réconciliation de la dette nette

EUR	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Dettes financières à plus d'un an	Dettes financières à moins d'un an	TOTAL
<b>Situation au 1er janvier 2017</b>	<b>27.437.600</b>	<b>-126.151.852</b>	<b>-76.980.243</b>	<b>-175.694.495</b>
Flux de trésorerie	-1.840.927	-23.152.941	40.313.755	15.319.887
Différences de conversion	-1.800.383	850.987	964.543	15.147
Transferts	0	24.798.960	-24.798.960	0
Entrée en périmètre	3.973	0	0	3.973
<b>Situation au 31 décembre 2017</b>	<b>23.800.263</b>	<b>-123.654.846</b>	<b>-60.500.905</b>	<b>-160.355.488</b>
Flux de trésorerie	10.404.986	-13.029.558	-16.089.037	-18.713.609
Différences de conversion	495.586	-210.138	-513.580	-228.132
Transferts	0	27.016.503	-27.016.503	0
<b>Situation au 31 Décembre 2018</b>	<b>34.700.835</b>	<b>-109.878.039</b>	<b>-104.120.025</b>	<b>-179.297.229</b>

### Note 20. Autres dettes

	2018	2017
	EUR	EUR
Dettes sociales	5.465.894	5.401.717
Autres dettes (*)	152.886.126	143.734.343
Comptes de régularisation	844.072	3.602.622
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>159.196.092</b>	<b>152.738.682</b>
Dont dettes non-courantes	7.739.836	6.484.586
Dont dettes courantes	151.456.256	146.254.096

(\*) Les « Autres dettes » sont principalement composées d'avances d'actionnaires pour 40,4 millions d'euros (40,2 millions d'euros en 2017), ainsi que des dettes liées au cash pooling chez Socfinaf S.A. pour 99,1 millions d'euros (92,0 millions d'euros en 2017).

## Etats financiers consolidés

### Note 21. Instruments financiers

2017	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (*)		Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
		au coût	à la juste valeur				
<b>Actifs</b>							
Titres disponibles à la vente	0	91.902	0	0	<b>91.902</b>	0	0
Avances à long terme	1.408.206	0	375.757	0	<b>1.783.963</b>	1.408.206	375.757
Autres actifs non-courants	0	0	571.308	0	<b>571.308</b>	0	571.308
Créances commerciales	0	0	17.991.656	0	<b>17.991.656</b>	0	17.991.656
Autres créances	0	0	20.818.964	0	<b>20.818.964</b>	0	20.818.964
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	23.800.263	0	<b>23.800.263</b>	0	23.800.263
<b>Total actifs</b>	<b>1.408.206</b>	<b>91.902</b>	<b>63.557.948</b>	<b>0</b>	<b>65.058.056</b>	<b>1.408.206</b>	<b>63.557.948</b>
<b>Passifs</b>							
Dettes financières à plus d'un an	123.654.846	0	0	0	<b>123.654.846</b>	123.665.927	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	6.484.586	0	<b>6.484.586</b>	0	6.484.586
Dettes financières à moins d'un an	44.062.748	0	16.438.157	0	<b>60.500.905</b>	44.062.748	16.438.157
Dettes commerciales (courants)	0	0	32.521.043	0	<b>32.521.043</b>	0	32.521.043
Autres dettes (courants)	0	0	146.254.096	0	<b>146.254.096</b>	0	146.254.096
<b>Total passifs</b>	<b>167.717.594</b>	<b>0</b>	<b>201.697.882</b>	<b>0</b>	<b>369.415.476</b>	<b>167.728.675</b>	<b>201.697.882</b>

2017	Juste valeur			TOTAL
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
EUR				
Titres disponibles à la vente	0	0	91.902	<b>91.902</b>

(\*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

## Etats financiers consolidés

2018	Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu		Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Autres actifs et passifs financiers	
	Prêts et emprunts	à la juste valeur			Prêts et emprunts	à la juste valeur
EUR	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
<b>Actifs</b>						
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	0	91.902	0	91.902	0	0
Avances à long terme	1.244.975	0	297.075	1.542.050	1.244.975	297.075
Autres actifs non-courants	0	0	80.693	80.693	0	80.693
Créances commerciales	0	0	17.394.515	17.394.515	0	17.394.515
Autres créances	0	0	15.695.035	15.695.035	0	15.695.035
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	34.700.835	34.700.835	0	34.700.835
<b>Total actifs</b>	<b>1.244.975</b>	<b>91.902</b>	<b>68.168.153</b>	<b>69.505.030</b>	<b>1.244.975</b>	<b>68.168.153</b>
<b>Passifs</b>						
Dettes financières à plus d'un an	109.878.039	0	0	109.878.039	109.886.483	0
Autres dettes (non-courants)	0	0	7.739.836	7.739.836	0	7.739.836
Dettes financières à moins d'un an	65.177.705	0	38.942.320	104.120.025	65.177.705	38.942.320
Dettes commerciales (courants)	0	0	44.786.254	44.786.254	0	44.786.254
Autres dettes (courants)	0	0	151.456.256	151.456.256	0	151.456.256
<b>Total passifs</b>	<b>175.055.744</b>	<b>0</b>	<b>242.924.666</b>	<b>417.980.410</b>	<b>175.064.188</b>	<b>242.924.666</b>

2018	Juste valeur				
	EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu		0	0	91.902	91.902

## Etats financiers consolidés

### Note 22. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

	2018	2017
<i>Frais de personnel</i>	EUR	EUR
Rémunérations	58.330.451	53.436.043
Charges sociales et charges liées aux retraites	5.845.615	5.106.255
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>64.176.066</b>	<b>58.542.298</b>

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	2018	2017
Directeurs	93	87
Employés	3.754	3.448
Ouvriers (y compris saisonniers)	18.860	18.578
<b>TOTAL</b>	<b>22.707</b>	<b>22.113</b>

### Note 23. Dotations aux amortissements et pertes de valeur

	2018	2017
	EUR	EUR
<b>Dotations aux amortissements</b>		
Sur immobilisations incorporelles (note 4)	599.046	301.595
Sur immobilisations corporelles hors actifs biologiques producteurs (note 5)	26.645.361	25.722.577
Sur actifs biologiques producteurs (note 6)	16.531.469	15.631.960
<b>Pertes de valeur</b>		
Sur actifs biologiques producteurs (note 6)	3.111.747	0
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>46.887.623</b>	<b>41.656.132</b>

### Note 24. Dépréciations d'actifs

Les tests de perte de valeur de l'écart d'acquisition sont effectués au moins une fois par an afin d'évaluer si la valeur comptable est toujours appropriée.

En outre, à chaque date de clôture le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles ainsi que de ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur.

#### Actifs biologiques producteurs

La valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes approuvées par la Direction locale. Le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques producteurs les plus jeunes. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières. Le taux d'actualisation avant impôts en 2018 se situe entre 7,9% et 20,8%. Le Groupe n'a pas calculé de taux d'actualisation pour la clôture de 2017. Ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

*Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :*

- évolutions des marges réalisées par l'entité et
- changements liés aux taux d'actualisation.

#### Evolution des marges réalisées

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique producteur au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des surfaces plantées à la date de clôture ainsi que des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique

producteur. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne sur 5 ans des marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La valeur d'utilité de l'actif biologique producteur est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

#### Sensibilité du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation reflète les estimations du Groupe concernant les risques spécifiques à l'unité génératrice de trésorerie « UGT ». Le Groupe utilise un coût moyen pondéré du capital avant impôts comme taux d'actualisation pour l'entité.

Le taux reflète les taux d'intérêts du marché sur les obligations à vingt ans sur un marché de référence, ajusté ensuite par la structure du capital de l'entreprise, ainsi que d'autres facteurs très spécifiques à l'UGT tel que le risque lié au pays dans lequel l'entité est établie.

#### Test de perte de valeur

Les tests de dépréciation de valeur doivent être réalisés en retenant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs ; et pour lequel le Groupe capture les informations financières destinées au Conseil d'Administration.

L'identification des UGT dépend notamment :

- de la manière dont le Groupe gère les activités de l'entité,
- de la manière dont elle prend ses décisions en matière de poursuite ou de cession de ses activités et
- de l'existence d'un marché actif pour tout ou partie de la production.

D'après la norme IAS 36.130d, l'UGT est composée du secteur opérationnel de chaque entité. En effet, les décisions de gestion de l'activité ordinaire, telles que les ventes, les achats, le planting, le replanting et la gestion des ressources humaines sont prises directement au niveau de la société elle-même, de manière indépendante des autres sociétés du Groupe opérant dans le même pays et de la même segmentation opérationnelle telle que définie par IFRS 8.

### ***Test de perte de valeur sur les actifs biologiques producteurs***

La tendance à la baisse, significative et durable, des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1ère position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) a été considérée comme un indice observable qui indique que les actifs biologiques producteurs ont pu perdre de la valeur. Une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue l'indice de perte de valeur fixé par le Groupe.

Sur base de ces critères, pour le secteur d'activité Hévéa, le tassement des cours observés durant l'exercice 2018 ne dépasse pas les 15% de la moyenne des cours des 5 dernières années. Pour le secteur Palmier, le tassement des cours observés durant l'exercice 2018 dépasse ce même seuil de 15%.

A la place des cours de clôture, le groupe envisage également une hypothèse de moyenne des cours sur

les 6 mois précédant la clôture ainsi qu'une hypothèse d'une moyenne sur les 12 derniers mois pour éviter les variations saisonnières de l'offre des matières premières sur les cours.

Au 31 décembre 2018, l'analyse de ces indices de perte de valeur sur base de ces 2 dernières hypothèses conduit à une conclusion identique pour le secteur Hévéa.

Au vu de l'existence d'indice de perte de valeur pour le secteur Palmier, et suite aux tests de dépréciations, une perte de valeur de 3,1 millions d'euros a été constatée sur Agripalma.

Au 31 décembre 2018, les pertes de valeur cumulées concernant le secteur d'activité Palmier sont de 11,3 millions d'euros pour Brabanta, 6,5 millions d'euros pour PSG, 4,2 millions d'euros pour Socfin Agricultural Company et 3,1 millions d'euros pour Agripalma. Pour le secteur d'activité Hévéa, les réductions de valeur cumulées sont de 2,3 millions d'euros pour PSG, 1,4 millions d'euros pour Safacam et 23,6 millions d'euros pour Salala Rubber Company (note 6).

## Etats financiers consolidés

### Note 25. Autres produits financiers

	2018	2017
	EUR	EUR
<b>Sur actifs/passifs non-courants</b>	<b>0</b>	<b>172</b>
Intérêts sur autres participations	0	172
<b>Sur actifs/passifs courants</b>	<b>4.502.391</b>	<b>3.962.503</b>
Intérêts provenant des créances et de la trésorerie	1.156.224	1.451.787
Gains de change	3.164.177	2.510.320
Autres	181.990	396
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>4.502.391</b>	<b>3.962.675</b>

### Note 26. Charges financières

	2018	2017
	EUR	EUR
<b>Sur actifs/passifs non-courants</b>	<b>8.082.749</b>	<b>7.383.695</b>
Intérêts et charges financières	8.082.749	7.383.695
<b>Sur actifs/passifs courants</b>	<b>6.647.849</b>	<b>9.177.701</b>
Intérêts et charges financières	2.818.213	2.130.031
Pertes de change	2.749.268	6.048.624
Autres	1.080.368	999.046
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>14.730.598</b>	<b>16.561.396</b>

## Etats financiers consolidés

### Note 27. Charge d'impôts

#### \* Composants de la charge d'impôts

	2018	2017
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	18.286.288	22.861.444
Produit/charge d'impôts différés	-875.748	1.682.901
<b>Charge d'impôts au 31 décembre</b>	<b>17.410.540</b>	<b>24.544.345</b>

#### \* Composants de la charge (produit) d'impôts différés

	2018	2017
	EUR	EUR
IAS 19 : Engagements de retraites	-156.788	644.764
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	135.990	28.369
IAS 2/IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	-398.437	1.045.134
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-15.010	-15.586
IAS 12 : Latences fiscales	1.061.473	845.651
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-1.889.006	-1.234.005
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	153.280	173.556
IAS 21 : Ecart de conversion	48.357	0
Autres	184.393	195.018
<b>Produit/charge d'impôts différés au 31 décembre</b>	<b>-875.748</b>	<b>1.682.901</b>



## Etats financiers consolidés

### \* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2018	2017
	EUR	EUR
<b>Résultat avant impôts des activités poursuivies</b>	<b>31.670.114</b>	<b>60.735.392</b>
Taux d'imposition normal de la société mère	26,01%	27,08%
Taux d'imposition normal des filiales	De 25 à 38,5%	De 25 à 38,5%
Impôts au taux normal d'imposition des filiales	12.822.578	19.400.436
Impôts non provisionnés	246.745	183.821
Revenus définitivement taxés	547.739	1.539.509
Mesures favorables à l'investissement	-7.707.617	-13.047.850
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	2.844.196	6.317.741
Revenus non imposables	-103.660	-105.462
Dépenses non déductibles	3.666.062	2.617.353
Déficits reportés imputés	-235.350	-212.010
Déficits à reporter	5.470.245	7.708.012
Autres avantages fiscaux	-132.631	-441.207
Rappel d'impôts	247.963	0
Impact sur le changement du pourcentage d'imposition	0	-832.703
Ajustements divers	-255.730	1.416.705
<b>Charge d'impôts au 31 décembre</b>	<b>17.410.540</b>	<b>24.544.345</b>

### \* Changement de taux des filiales

Depuis 2017, Socapalm bénéficie d'un régime d'imposition incitatif. Bien que le taux d'imposition de ce régime s'élève à 38,5% au lieu de 33%, il permet de déduire certaines dépenses d'investissements de la base imposable. Suite à la réforme de 2017, le taux d'imposition de Socfinaf est passé de 29,22% à 27,08% en 2017 et à 26,01% en 2018.

## Etats financiers consolidés

### Note 28. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 17.550 actions ont été annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire.

A ce jour, la Caisse de consignation a ouvert les dossiers d'indemnisation des porteurs de ces actions qui en ont fait la demande.

	2018	2017
Résultat net (en euro)	4.763.789	22.003.626
Nombre moyen d'actions	17.836.650	17.836.650
<b>Résultat net par action non dilué (en euro)</b>	<b>0,27</b>	<b>1,23</b>

### Note 29. Dividendes et tantièmes

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2019, de ne pas payer de dividende.

### Note 30. Informations relatives aux parties liées

#### \* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2018	2017
	EUR	EUR
Avantages à court terme	1.068.805	1.248.179
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiement fondé sur les actions	0	0

## Etats financiers consolidés

### \* Transactions relatives aux autres parties liées

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

2017				
EUR	Maison mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
<b>Actifs non-courants</b>				
Avances à long terme	0	230.000	0	230.000
<b>Actifs courants</b>				
Créances commerciales	0	10.758.922	0	10.758.922
Autres créances	0	5.228.610	2.647.547	7.876.157
	<b>0</b>	<b>15.987.532</b>	<b>2.647.547</b>	<b>18.635.079</b>
<b>Passifs non-courants</b>				
Dettes financières	102.833.335	0	0	102.833.335
<b>Passifs courants</b>				
Dettes financières	28.138.743	2.956.133	0	31.094.876
Dettes commerciales	0	7.954.181	1.803	7.955.984
Autres dettes	0	93.175.624	40.442.307	133.617.931
	<b>28.138.743</b>	<b>104.085.938</b>	<b>40.444.110</b>	<b>172.668.791</b>
<b>TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES</b>				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	159.076.253	0	159.076.253
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	35.343.966	618.365	35.962.331
Produits financiers	0	3.467	0	3.467
Charges financières	5.090.189	451.609	1.600.000	7.141.798

## Etats financiers consolidés

2018				
EUR	Maison mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
<b>Actifs non-courants</b>				
Avances à long terme	0	230.000	0	230.000
<b>Actifs courants</b>				
Créances commerciales	0	11.153.256	0	11.153.256
Autres créances	0	1.485.853	7.892	1.493.745
	<b>0</b>	<b>12.639.109</b>	<b>7.892</b>	<b>12.647.001</b>
<b>Passifs non-courants</b>				
Dettes financières	90.000.000	0	0	90.000.000
<b>Passifs courants</b>				
Dettes financières	50.619.135	0	0	50.619.135
Dettes commerciales	0	20.632.872	1.803	20.634.675
Autres dettes (note 21)	0	101.405.614	40.442.307	141.847.921
	<b>50.619.135</b>	<b>122.038.486</b>	<b>40.444.110</b>	<b>213.101.731</b>
<b>TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES</b>				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	149.509.886	0	<b>149.509.886</b>
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	36.943.396	106.236	<b>37.049.632</b>
Produits financiers	0	25.203	149.129	<b>174.332</b>
Charges financières	5.508.154	808.248	1.600.000	<b>7.916.402</b>

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

Les transactions relatives aux autres parties liées sont réalisées avec les sociétés Bolloré Participations et Palmboomen Cultuur Maatschappij (Mopoli).

La société Mopoli est une société de droit hollandais, majoritairement détenue par Geselfina et Afico, qui détiennent également Socfin.

La société Bolloré Participations est actionnaire et administrateur de Socfinaf.

En 2014, Socfinaf a conclu une avance de trésorerie de 35 millions d'euros auprès de la société Mopoli. Cette avance porte un intérêt annuel net de taxe de 4%. Les intérêts sont stipulés payables à terme échu à la fin de chaque trimestre civil. Le montant d'intérêts

comptabilisés pour l'année 2018 est de 0,8 million d'euros. Au 31 décembre 2018, le solde restant dû s'élève à 20,2 millions d'euros.

En 2016, Socfinaf a contracté un emprunt de 20 millions d'euros auprès de Bolloré Participations. L'emprunt est productif d'un intérêt annuel au taux de 4%. Le montant d'intérêts comptabilisés pour l'année 2018 est de 0,8 million d'euros. Au 31 décembre 2018, le solde restant dû s'élève à 20,2 millions d'euros.

Socfinaf S.A. a payé un dividende de 1,1 millions d'euros en 2018 à sa maison mère Socfin (2017: 1,1 millions d'euros). Socfinaf a contracté des emprunts pour 140,6 millions d'euros auprès de Socfin. Ces emprunts sont productifs d'intérêts annuels à des taux variant entre 2,25 et 4,8%. A ce titre Socfinaf a versé des intérêts pour un montant de 5,5 millions d'euros en 2018 contre 5,1 millions d'euros en 2017.

## Etats financiers consolidés

### Note 31. Engagements hors bilan

En 2009, une filiale de Socfinaf S.A., Salala Rubber Corporation (SRC) a obtenu un prêt de USD 10 millions auprès de l'IFC dont les contrats stipulent que Socfinaf S.A. doit nantir 123 titres qu'elle détient dans la société en faveur de cet organisme. En 2012, Liberian Agricultural Company (LAC) a acheté à Agrifinal 99 actions de Salala Rubber Corporation (SRC) qui sont également nanties en faveur de l'IFC dans le cadre de ce prêt. Au 31 décembre 2018, le solde du prêt s'élève à 0,8 million d'euros (2017 : 1,4 millions d'euros).

En 2014, une filiale de Socfinaf S.A., SOGB S.A. a obtenu un prêt de 3 milliards de francs CFA (4,6 millions d'euros) auprès de la BIAO-CI, dont le contrat stipule que la SOGB S.A. affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, le matériel professionnel. Au 31 décembre 2018, le solde du prêt s'élève à 0,9 million d'euros (2017 : 1,9 millions d'euros).

En 2014, une filiale de Befin, la société Sud Comoë Caoutchouc (SCC) a obtenu un prêt auprès de la SIB d'un montant total de 2,680 milliards de francs CFA (4,1 millions d'euros), dont les contrats stipulent que SCC a conclu un acte de délégation d'assurance

au profit de la SIB à hauteur du prêt accordé. SCC a également affecté en garantie hypothécaire du matériel professionnel, à hauteur de 1 milliard de francs CFA (1,5 millions d'euros). Au 31 décembre 2018, le solde du prêt s'élève à 0,6 million d'euros (2017 : 1,7 millions d'euros).

En 2015, une filiale de Socfinaf S.A., Okomu Oil Palm Company Plc a obtenu un prêt de 2 milliards de Naïra auprès de Zenith Bank Plc, dont le contrat stipule qu'Okomu affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, les 11.000 hectares de plantation financés par le prêt. Au 31 décembre 2018, le solde du prêt s'élève à 2,2 millions d'euros (2017 : 3,2 millions d'euros).

En 2012, Socapalm S.A. a conclu une convention de crédit auprès de la SGBC de 3 milliards de francs CFA (4,6 millions d'euros) dont le contrat stipule que Socapalm s'est engagée à ne consentir aucune garantie à d'autres créanciers sur ses actifs sans en faire bénéficier SGBC. Au 31 décembre 2018, le solde du prêt s'élève à 0,8 million d'euros (2017 : 1,7 million d'euros).

### Note 32. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques. En général, ces terrains font l'objet de concessions de

très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

Société (*)	Date du bail initial ou de son renouvellement/extension	Durée du bail initial	Superficie concédée
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY « SAC » LTD	2012/2013	48 à 49 ans	18.473 ha (1)
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY « LAC »	1959	70 ans	121.407 ha
SALALA RUBBER CORPORATION « SRC »	1959	70 ans	8.000 ha (3)
SOGB S.A.	1995	99 ans	34.712 ha
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA	2013/2016	50 ans	18.249 ha
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	1986/2001/2013	92 à 99 ans	33.113 ha
SOCAPALM S.A.	2000	60 ans	58.063 ha
AGRIPALMA LDA	2009	25 ans	4.917 ha (2)
BRABANTA S.A.	2004/2007/2008/2011/2013/2015/2018	25 ans	15.416 ha

(1) Concessions renouvelables pour un terme de 25 ans.

(2) Concessions renouvelables tacitement pour des périodes de 25 ans.

(3) Concessions extensible jusqu'à 40.000 ha

(\*) SAFACAM S.A. possède en propre 15.528 ha.

## Etats financiers consolidés

### Note 33. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la Direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Europe, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Príncipe et Congo (RDC).

Les produits des secteurs opérationnels Côte d'Ivoire, Nigeria et Cameroun proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Liberia uniquement des ventes de caoutchouc, ceux des secteurs Sierra Leone, Ghana, São Tomé et Príncipe et Congo (RDC) uniquement des ventes d'huile de palme

et ceux du secteur Europe proviennent des prestations de services administratifs, d'assistance à la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

#### \* Résultat sectoriel au 31 décembre 2017

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-4.174.197
Sierra Leone	4.861.823	0	-7.029.151
Liberia	26.353.507	0	282.291
Côte d'Ivoire	141.339.616	0	26.664.710
Ghana	553.098	0	-124.180
Nigeria	58.443.072	0	31.485.615
Cameroun	109.616.710	0	29.628.159
São Tomé et Príncipe	131.283	0	-25.259
Congo (RDC)	8.478.414	0	-4.052.283
Autres	0	0	-1.499.818
<b>TOTAL</b>	<b>349.777.523</b>	<b>0</b>	<b>71.155.887</b>
Amortissements et réductions de valeur sur les actifs biologiques			-3.391.609
Juste valeur de la production agricole			5.815.726
Autres retraitements IFRS			1.329.434
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			-289.486
Produits financiers			4.221.435
Charges financières			-18.105.995
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			7.675.166
Impôts			-24.544.345
<b>Résultat net de l'exercice</b>			<b>43.866.213</b>

## Etats financiers consolidés

### \* Résultat sectoriel au 31 décembre 2018

<i>EUR</i>	<i>Produits des activités ordinaires provenant des clients externes</i>	<i>Produits des activités ordinaires intersecteurs</i>	<i>Résultat sectoriel</i>
Europe	0	0	-4.688.476
Sierra Leone	11.029.893	0	-4.733.655
Liberia	22.799.416	0	-1.929.772
Côte d'Ivoire	119.946.162	0	8.133.538
Ghana	2.217.248	0	-2.890.589
Nigeria	56.249.469	0	23.858.396
Cameroun	121.129.028	0	29.181.567
São Tomé et Príncipe	153.665	0	-1.470
Congo (RDC)	11.049.186	0	-2.036.839
		0	
<b>TOTAL</b>	<b>344.574.067</b>	<b>0</b>	<b>44.892.700</b>
Amortissements et réductions de valeur sur les actifs biologiques			-3.322.582
Juste valeur de la production agricole			-3.414.137
Autres retraitements IFRS			1.992.095
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			2.156.879
Produits financiers			4.531.911
Charges financières			-15.166.753
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			4.934.657
Impôts			-17.410.540
<b>Résultat net de l'exercice</b>			<b>19.194.231</b>

## Etats financiers consolidés

### \* Total des actifs sectoriels

	2018	2017
	EUR	EUR
Europe	369.956	1.761.095
Sierra Leone	131.297.574	120.904.911
Liberia	105.107.735	93.865.448
Côte d'Ivoire	146.305.465	138.574.134
Ghana	64.824.210	55.115.734
Nigeria	105.880.433	85.793.829
Cameroun	189.377.986	180.146.754
São Tomé et Príncipe	27.621.793	22.646.605
Congo (RDC)	70.637.792	48.548.075
Autres	0	176.375
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>841.422.944</b>	<b>747.532.960</b>
IFRS 3/IAS 16 : Actifs biologiques producteurs	-11.801.101	-4.424.395
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	2.593.502	5.995.465
Autres retraitements IFRS	-6.681.519	-6.890.780
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-46.297.748	-25.034.282
<b>Total des actifs sectoriels consolidés</b>	<b>779.236.078</b>	<b>717.178.968</b>

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques, les créances commerciales,

les stocks, la trésorerie et équivalents de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS.



## Etats financiers consolidés

### \* Total des passifs sectoriels

	2018	2017
	EUR	EUR
Europe	140.605.701	133.039.269
Sierra Leone	3.311.191	2.504.974
Liberia	7.904.390	7.317.432
Côte d'Ivoire	22.809.255	14.971.228
Ghana	2.989.471	747.882
Nigeria	2.793.836	3.784.616
Cameroun	23.383.711	21.559.114
São Tomé et Príncipe	537.032	195.983
Congo (RDC)	1.848.158	2.125.568
Autres	0	299.241
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>206.182.745</b>	<b>186.545.307</b>
Autres retraitements IFRS	-56.762	172.402
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-9.883.472	-7.942.570
<b>Total des passifs sectoriels consolidés</b>	<b>196.242.511</b>	<b>178.775.139</b>

## Etats financiers consolidés

### \* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2017

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Sierra Leone	0	2.140.425	6.121.554	8.261.979
Liberia	0	2.474.278	4.783.993	7.258.271
Côte d'Ivoire	119.078	8.739.880	4.329.547	13.188.505
Ghana	0	3.276.337	7.695.210	10.971.547
Nigeria	0	7.207.553	10.823.437	18.030.990
Cameroun	260.135	14.147.651	2.911.164	17.318.950
São Tome et Principe	0	3.069.045	3.015.730	6.084.775
Congo (RDC)	0	307.549	95.706	403.255
<b>TOTAL</b>	<b>379.213</b>	<b>41.362.718</b>	<b>39.776.341</b>	<b>81.518.272</b>

### \* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2018

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Sierra Leone	0	5.356.297	4.873.407	10.229.704
Liberia	0	3.101.356	6.078.156	9.179.512
Côte d'Ivoire	19.435	7.647.391	4.794.792	12.461.618
Ghana	0	9.834.982	4.811.286	14.646.268
Nigeria	0	9.317.853	9.569.904	18.887.757
Cameroun	156.270	13.998.263	2.732.613	16.887.146
São Tomé et Principe	0	2.675.583	2.580.132	5.255.715
Congo (RDC)	0	719.851	8.529	728.380
<b>TOTAL</b>	<b>175.705</b>	<b>52.651.576</b>	<b>35.448.819</b>	<b>88.276.100</b>

### \* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2018	2017
	EUR	EUR
Palmier	206.065.645	191.744.089
Hévéa	135.390.389	155.018.632
Autres	3.118.033	3.014.802
<b>TOTAL</b>	<b>344.574.067</b>	<b>349.777.523</b>

## Etats financiers consolidés

### \* Information par zones géographiques

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR

2017

Origine	Implantation							Autres pays africains	TOTAL
	Europe	Côte d'Ivoire	Nigeria	Cameroun	Congo	Sierra Leone			
Sierra Leone	2.980.819	0	0	0	0	1.881.004	0	4.861.824	
Liberia	26.353.507	0	0	0	0	0	0	26.353.507	
Côte d'Ivoire	113.584.557	25.370.727	0	0	0	0	2.384.333	141.339.616	
Ghana	0	0	0	0	0	0	553.098	553.098	
Nigeria	0	0	58.443.072	0	0	0	0	58.443.072	
Cameroun	6.914.930	0	0	102.345.043	0	0	356.737	109.616.710	
São Tomé et Príncipe	0	0	0	0	0	0	131.283	131.283	
Congo (RDC)	0	0	0	0	8.478.414	0	0	8.478.414	
<b>TOTAL</b>	<b>149.833.813</b>	<b>25.370.727</b>	<b>58.443.072</b>	<b>102.345.043</b>	<b>8.478.414</b>	<b>1.881.004</b>	<b>3.425.451</b>	<b>349.777.523</b>	

EUR

2018

Origine	Implantation							Autres pays africains	Reste du monde	TOTAL
	Europe	Côte d'Ivoire	Nigeria	Cameroun	Congo	Sierra Leone				
Sierra Leone	250.677	0	589.672	914.659	0	1.638.332	7.636.559	0	11.029.897	
Liberia	22.799.416	0	0	0	0	0	0	0	22.799.416	
Côte d'Ivoire	77.644.313	18.583.629	0	0	0	0	2.053.076	21.665.139	119.946.157	
Ghana	0	0	0	0	0	0	2.217.248	0	2.217.248	
Nigeria	8.112.017	0	48.137.452	0	0	0	0	0	56.249.469	
Cameroun	9.897.776	0	0	110.635.082	0	0	596.170	0	121.129.028	
São Tomé et Príncipe	0	0	0	0	0	0	153.665	0	153.665	
Congo (RDC)	0	0	0	0	11.049.186	0	0	0	11.049.186	
<b>TOTAL</b>	<b>118.704.199</b>	<b>18.583.629</b>	<b>48.727.124</b>	<b>111.549.741</b>	<b>11.049.186</b>	<b>1.638.332</b>	<b>12.656.718</b>	<b>21.665.139</b>	<b>344.574.067</b>	

### Note 34. Gestion des risques

#### Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires. Le 31 décembre 2014, Socfinaf S.A. a émis 1.474.200 actions nouvelles. Cette augmentation de capital a été entièrement souscrite par Socfin et libérée par un apport en nature constitué de 577.200 actions de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA ».

#### Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de vente des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

#### Risque potentiel :

Aucun des pays dans lesquels le Groupe opère n'a une économie hyperinflationniste ou ne souffre d'une menace immédiate de dévaluation du cours. Néanmoins, dans une minorité de pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, le système politique en place et la stabilité économique demeurent fragiles et pourraient entraîner la dévaluation monétaire ou une hyperinflation.

#### Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe examine régulièrement ses sources de financement, ainsi que l'évolution des devises et ses décisions sont basées sur une variété de risques et d'opportunités en fonction de plusieurs facteurs, notamment les taux d'intérêts, la devise et les contreparties.

#### Risque de marché

##### *\* Risque de prix sur les marchés des matières premières*

#### Risque potentiel :

Le Groupe commercialise ses produits finis à des prix qui peuvent être influencés par les cours des

matières premières (commodities) sur les marchés internationaux. Il fait donc face au risque de volatilité des prix de ces matières premières.

#### Gestion du risque et opportunités :

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de vente des matières premières et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés, notamment pour le caoutchouc et
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

##### *\* Risque de devises étrangères*

#### Risque potentiel :

Le Groupe effectue des transactions en monnaies locales. De plus, les instruments financiers de couverture contre les fluctuations des taux de change peuvent ne pas être disponibles pour certaines devises. Cela crée une exposition aux fluctuations des taux qui peuvent avoir un impact sur le résultat financier libellé en euro.

#### Gestion du risque et opportunités :

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

## Etats financiers consolidés

### \* *Risque de taux d'intérêts*

#### Risque potentiel :

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

#### Gestion du risque et opportunités :

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

### **Risque de crédit**

#### Risque potentiel :

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

#### Gestion du risque et opportunités :

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

### **Risque de liquidité**

#### Risque potentiel :

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont

à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement.

#### Gestion du risque et opportunités :

Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chaque plantation, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la Direction du Groupe.

### **Risque lié aux marchés émergents**

#### Risque potentiel :

L'instabilité politique actuelle ou future dans certains pays dans lesquels le Groupe opère peut affecter la capacité à faire des affaires, générer du chiffre d'affaires et impacter la rentabilité du Groupe.

Le système politique dans certains des marchés du Groupe reste relativement fragile et demeure potentiellement menacé par des conflits transfrontaliers ou des guerres entre groupes rivaux.

#### Gestion du risque et opportunités :

Les activités du Groupe contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, l'amélioration de la stabilité de ses marchés pourra conduire à une appréciation de la valeur des sociétés du Groupe implantées localement. La diversification de la répartition géographique des pays, des économies et des monnaies dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition au risque lié aux marchés émergents.

Le Groupe est conscient de la responsabilité environnementale et sociale qu'il a envers les populations locales et il met en place des initiatives en ce sens.

### **Risque d'expropriation**

#### Risque potentiel :

Certains pays dans lesquels le Groupe est implanté ont des régimes politiques qui peuvent remettre en cause les intérêts commerciaux étrangers en limitant leurs activités et peuvent tenter d'imposer leur contrôle sur les actifs du Groupe.

## Etats financiers consolidés

### Gestion du risque et opportunités :

La diversification de la répartition géographique des pays dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition à ce risque.

### **Risque de crédibilité**

#### Risque potentiel :

Le Groupe est exposé au risque de perte de confiance des marchés financiers par rapport à sa capacité à garder une santé financière solide considérant :

- son impact environnemental,
- sa responsabilité sociale et
- les risques économiques et géopolitiques auxquelles certaines entités du Groupe peuvent faire face.

### Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable en 2017. Celle-ci complète les engagements de développement durable du Groupe formalisés dès 2012.

Les initiatives du Groupe visant à prendre en compte ce risque sont détaillées dans les informations fournies dans le rapport annuel de développement durable disponible sur demande au siège du Groupe.

### **Sensibilité aux risques**

#### **\* Risque de change**

Les ventes locales de 206,1 millions d'euros en 2018 sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar ou en euro. Dans le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 0,7 million d'euros.

#### **\* Risque de taux d'intérêts**

La répartition emprunts à taux fixe et emprunts à taux variable est décrite à la note 19. Au 31 décembre 2018, il n'y a pas d'emprunts à taux variable.

#### **\* Risque de crédit**

Les créances commerciales des clients locaux s'élèvent à 17,4 millions d'euros. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation du caoutchouc est confiée à Sogescol FR (société mise en équivalence). Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

	2018	2017
	EUR	EUR
Créances commerciales	19.117.287	18.984.376
Provision sous modèle de perte encourue (IAS 39)	N.a.	-992.720
Provision au titre du modèle de perte de crédit attendue sur la durée de vie (IFRS 9)	-1.722.772	N.a.
Autres créances	15.695.035	20.818.964
<b>Total net des créances</b>	<b>33.089.550</b>	<b>38.810.620</b>
Montant non échu	30.677.890	36.270.904
Montant échu depuis moins de 6 mois	70.819	209.439
Montant échu depuis plus de 6 mois et moins d'un an	1.910.784	2.330.277
Montant échu depuis plus d'un an	430.057	0
<b>Total net des créances</b>	<b>33.089.550</b>	<b>38.810.620</b>

#### **\* Risque de liquidité**

L'exposition du Groupe au risque de liquidité est mentionnée aux notes 15 et 19.

## Etats financiers consolidés

### *Note 35. Environnement politique et économique*

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans les pays d'Afrique concernés (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Príncipe et République Démocratique du Congo), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

### *Note 36. Evènements postérieurs à la date de clôture*

Aucun évènement important concernant la structure du Groupe n'est à signaler.

### *Note 37. Honoraires du Réviseur d'Entreprises agréé*

	2018	2017
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	100.090	93.070

## Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration  
à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 28 mai 2019

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société arrêtés au 31 décembre 2018.

### Activités

Socfinaf S.A. détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Afrique tropicale dans les secteurs du caoutchouc et de l'huile de palme.

### Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(millions d'euros)	2018	2017
<b>PRODUITS</b>		
Produits des immobilisations financières	35,6	22,6
Reprise de correction de valeur	0,1	0,0
Produits des éléments financiers de l'actif circulant	0,1	0,0
<b>Total des produits</b>	<b>35,8</b>	<b>22,6</b>
<b>CHARGES</b>		
Autres charges externes	4,7	4,2
Intérêts et autres charges financières	8,6	7,6
Impôts	2,2	1,8
<b>Total des charges</b>	<b>15,5</b>	<b>13,6</b>
<b>BENEFICE DE L'EXERCICE</b>	<b>20,3</b>	<b>9,0</b>

Les revenus de l'exercice sont constitués de dividendes pour 33,5 millions d'euros, dont ceux reçus de Socapalm (8 millions d'euros), de Befin (7,7 millions d'euros), d'Okomu (5,3 millions d'euros), de Safa (4,9 millions d'euros), de Sogescol FR (3,6 millions d'euros), de Socfinco FR (3 millions d'euros), de Socfinco (0,4 million d'euros), de Sodimex (0,4

million d'euros) et de Centrages (0,2 million d'euro). Les intérêts sur créances immobilisées s'élèvent à 2,1 millions d'euros.

Le bénéfice de l'exercice s'élève à 20,3 millions d'euros contre 9 millions d'euros au 31 décembre 2017.



## Rapport de gestion social

### Bilan

---

Au 31 décembre 2018, le total du bilan de Socfinaf S.A. s'établit à 540,6 millions d'euros contre 505 millions d'euros au 31 décembre 2017.

L'actif de Socfinaf S.A. se compose principalement d'immobilisations financières à hauteur de 539,3 millions d'euros, de créances sur entreprises liées

et d'autres créances pour 0,7 million d'euros et de 0,5 million d'euros de disponibilités et de valeurs mobilières.

Les fonds propres s'élèvent à 259,4 millions d'euros avant affectation du résultat.

### Portefeuille

---

#### Mouvements

Aucun mouvement de portefeuille n'a été effectué au cours de l'exercice 2018.

value latente de 290 millions d'euros par rapport à leur valeur d'acquisition comptable éventuellement corrigée.

#### Evaluation

Les participations sont estimées à une valeur globale de 530,7 millions d'euros et présentent une plus-

---

## Rapport de gestion social

### Participations

Les principales participations directes et indirectes ont évolué comme suit durant les derniers mois :

PROJETS EN EXPLOITATION										
EUR		AFRIQUE							TOTAL AFRIQUE	
		Sierra Leone	Liberia	Côte d'Ivoire		Nigeria	Cameroun			RDC
		SAC	LAC et SRC	SOGB	SCC	OKOMU	SAFACAM	SOCAPALM	BRABANTA	
<b>TOTAL</b>										
CHIFFRE D'AFFAIRES	Réalisé 2017	4.844	26.372	104.427	34.359	58.182	24.902	88.789	8.353	350.228
	<b>Réalisé 2018</b>	<b>11.010</b>	<b>22.778</b>	<b>84.324</b>	<b>33.442</b>	<b>55.681</b>	<b>25.361</b>	<b>100.450</b>	<b>11.042</b>	<b>344.088</b>
	Budget 2018	14.753	31.059	105.962	39.407	56.204	28.130	85.128	9.731	370.373
	Budget 2019	14.982	29.585	93.743	41.625	54.359	26.482	93.952	10.953	365.681
RESULTAT NET	Réalisé 2017	-8.551	578	15.897	3.369	25.421	2.807	15.707	-4.282	50.945
	<b>Réalisé 2018</b>	<b>-5.320</b>	<b>-3.554</b>	<b>4.539</b>	<b>2.525</b>	<b>18.843</b>	<b>872</b>	<b>17.370</b>	<b>-3.104</b>	<b>32.171</b>
	Budget 2018	-2.905	-566	13.895	3.469	19.061	3.362	13.074	-3.648	45.742
	Budget 2019	-7.218	-2.448	6.767	3.165	10.772	1.673	14.045	-1.927	24.828
<b>PALMIER</b>										
SURFACES	Mature	6.907	-	7.471	-	10.620	4.832	29.804	6.169	65.803
	Immature	5.442	-	-	-	8.259	495	2.820	-	17.016
	<b>Total</b>	<b>12.349</b>	<b>-</b>	<b>7.471</b>	<b>-</b>	<b>18.879</b>	<b>5.327</b>	<b>32.624</b>	<b>6.169</b>	<b>82.819</b>
PRODUCTION HPB	Réalisé 2017	10.000	-	36.472	-	36.699	14.499	118.840	13.065	229.576
	<b>Réalisé 2018</b>	<b>19.155</b>	<b>-</b>	<b>33.152</b>	<b>-</b>	<b>39.791</b>	<b>17.053</b>	<b>135.642</b>	<b>17.841</b>	<b>262.634</b>
	Budget 2018	23.294	-	35.716	-	38.923	14.982	111.377	16.403	240.695
	Budget 2019	26.609	-	35.757	-	40.023	15.365	122.911	18.893	259.558
CHIFFRE D'AFFAIRES	Réalisé 2017	4.844	-	26.255	-	48.980	17.987	87.910	8.353	194.740
	<b>Réalisé 2018</b>	<b>11.010</b>	<b>-</b>	<b>20.470</b>	<b>-</b>	<b>47.576</b>	<b>18.177</b>	<b>98.664</b>	<b>11.042</b>	<b>206.939</b>
	Budget 2018	14.753	-	23.320	-	46.202	18.683	83.137	9.731	195.825
	Budget 2019	14.982	-	20.618	-	44.410	17.644	91.619	10.953	200.225
<b>CAOUTCHOUC</b>										
SURFACES	Mature	-	11.987	11.259	-	4.834	2.992	1.749	-	32.821
	Immature	-	5.042	5.271	-	2.501	1.159	318	-	14.291
	<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>17.029</b>	<b>16.530</b>	<b>-</b>	<b>7.335</b>	<b>4.151</b>	<b>2.067</b>	<b>-</b>	<b>47.112</b>
PRODUCTION CAOUTCHOUC	Réalisé 2017	-	18.793	55.359	25.133	7.546	5.216	-	-	112.047
	<b>Réalisé 2018</b>	<b>-</b>	<b>21.642</b>	<b>58.416</b>	<b>30.288</b>	<b>7.536</b>	<b>6.524</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>124.406</b>
	Budget 2018	-	24.433	65.000	31.000	7.902	7.434	-	-	135.769
	Budget 2019	-	26.296	65.000	37.000	8.820	7.856	-	-	144.972
CHIFFRE D'AFFAIRES	Réalisé 2017	-	26.372	78.172	34.359	9.201	6.915	-	-	155.020
	<b>Réalisé 2018</b>	<b>-</b>	<b>22.778</b>	<b>63.854</b>	<b>33.442</b>	<b>8.105</b>	<b>7.184</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>135.363</b>
	Budget 2018	-	31.059	82.643	39.407	10.002	9.447	-	-	172.559
	Budget 2019	-	29.585	73.125	41.625	9.950	8.838	-	-	163.123

Les données de production correspondent aux quantités en tonnes de Caoutchouc Usiné et d'Huile de Palme Brute.

Ce tableau n'inclut pas les données relatives à la production d'huile raffinée (SPFS).

La production et le chiffre d'affaires caoutchouc sont présentés après élimination des transactions intercos.

## Rapport de gestion social

PROJETS EN DEVELOPPEMENT			
Données physiques (ha)	AFRIQUE		TOTAL AFRIQUE
	Ghana	Sao Tomé	
	PSG	AGRIPALMA	
<b>TOTAL</b>			
Concession (ha)	18.249	4.917	23.166
Employés	712	653	1.365
<b>PALMIER</b>			
Surface plantée fin 2017	5.582	2.100	7.682
Plantée cette année	580	-	580
<b>Total plantée</b>	<b>6.162</b>	<b>2.100</b>	<b>8.262</b>
<b>HEVEA</b>			
Surface plantée fin 2017	958	-	958
Plantée cette année	-	-	-
<b>Total plantée</b>	<b>958</b>	<b>-</b>	<b>958</b>

### Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de EUR 20.284.043,10, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 111.698.916,51 et de la diminution de la réserve légale de EUR 3.510 <sup>(1)</sup> forment un solde bénéficiaire de EUR 131.986.469,61 qu'il vous est proposé de reporter à nouveau.

Après cette répartition du bénéfice, l'ensemble des réserves s'élèvera à EUR 136.242.146,53 et se présentera comme suit :

Réserves	EUR
Réserve légale	3.567.330,00
Autres réserves	628.717,42
Réserve disponible	59.629,50
Report à nouveau	131.986.469,61
	<b>136.242.146,53</b>

<sup>(1)</sup> Suite à l'annulation des titres non immobilisés (loi du 28 juillet 2014 sur l'immobilisation des titres au porteur) et à la réduction du capital qui en a découlé, la réserve légale dépasse la limite des 10% du capital. Un excédent de 3.510 euros est réaffecté au report à nouveau.

### Actions propres

---

La Société n'a pas procédé à des rachats d'actions propres, au cours de l'exercice 2018.

### Recherche et développement

---

Au cours de l'exercice 2018, Socfinaf S.A. n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

### Instruments financiers

---

Au cours de l'exercice 2018, la Société n'a pas eu recours à des instruments financiers.

Les politiques de gestion des risques financiers sont décrites dans les annexes des comptes consolidés de la Société.

### Succursale

---

La Société dispose d'un établissement stable à Fribourg (CH).

### Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

- a) b) et f) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 35.673.300 euros représenté par 17.836.650 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction.
- c) Le 01/02/2017, Socfin a déclaré détenir une participation directe de 58,85% dans le capital de Socfinaf S.A.

Le 03/09/2014, Compagnie du Cambodge a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 9% dans le capital de Socfinaf S.A. 7,07% sont détenus par Compagnie du Cambodge, 1,08% par Société Industrielle et Financière de l'Artois, 0,49% par Bolloré S.A. et 0,36% par Compagnie des Glénans.

- h) Art. 13. des statuts : « La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, personnes physiques ou morales.

*Les Administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ils sont rééligibles.*

*Les Administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un Administrateur au moins soit sortant chaque année ».*

Art. 23. des statuts : « En cas de décès ou de démission d'un Administrateur, il pourra être pourvu provisoirement à son remplacement en observant à ce sujet les formalités prévues par la loi. Dans ce cas l'Assemblée Générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive ».

Art. 32. des statuts : « Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 450-3 et 450-8 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ».

- i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que : « Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil ».

En outre, les statuts prévoient à l'Art. 5 §3 et 4 : « Le capital autorisé et le capital souscrit peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires statuant comme en matière de modification de statuts.

*La Société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions ».*

Les autres points de l'Art. 11(1) sont non applicables, à savoir :

- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionnariat du personnel ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
- les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

## Rapport de gestion social

### Politique de gestion responsable

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2018.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

### Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

La valeur estimée de Socfinaf S.A. au 31 décembre 2018 avant affectation du résultat de l'exercice, s'élève à 549,4 millions d'euros, soit 30,80 euros par action contre 28,74 euros au terme de l'exercice précédent. Cette évaluation intègre les plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action s'élève à 11,40 euros au terme de l'exercice 2018 contre 16,10 euros un an plus tôt.

### Évènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

### Principaux risques et incertitudes

Il faut souligner que les investissements du Groupe en Afrique peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

### Perspectives

Le résultat de l'exercice 2019 dépendra dans une large mesure des distributions des dividendes des filiales ; ceux-ci ne sont pas encore fixés.

### Nominations statutaires

Le mandat de Monsieur Luc Boedt, administrateur sortant, vient à échéance cette année. Le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale le renouvellement de ce mandat pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale ordinaire de 2025.

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre de la charte de gouvernance d'entreprise, le Conseil propose la nomination de Monsieur Frédéric Lemaire, en tant qu'Administrateur. Monsieur Lemaire répond aux critères d'indépendance.

*Le Conseil d'Administration*

Aux Actionnaires de  
**SOCFINAF S.A.**  
4, Avenue Guillaume  
L-1650 Luxembourg

### RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

#### Rapport sur l'audit des états financiers

suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de SOCFINAF S.A. (la « Société ») comprenant le bilan au 31 décembre 2018 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg.

#### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces règlements, loi et normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes également indépendants de la Société conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont

#### Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 3 - « Immobilisations financières ». La société détient des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Afrique et qui sont exposées aux risques de fluctuations politiques et économiques.

#### Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

#### Evaluation des parts dans les entreprises liées

##### Risque identifié

Au 31 décembre 2018, la valeur nette des parts dans les entreprises liées s'élève à 241 millions d'euros et représentent 45% du total bilantaire.

Ces parts dans les entreprises liées sont comptabilisées au coût historique. Elles sont évaluées au plus bas de leur prix d'acquisition ou de la valeur estimée de réalisation par le Conseil d'Administration s'il considère que la perte de valeur sera durable.

Leur valeur estimée de réalisation est déterminée en fonction de la quote-part d'actif net statutaire ou consolidé (éventuellement ré-estimé) des entités concernées, sur leurs perspectives de rentabilité ainsi que sur l'utilité.

## Rapport d'audit sur les comptes annuels

L'appréciation de la valeur estimée de réalisation de ces participations requiert l'exercice du jugement du Conseil d'Administration dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées. Ces éléments peuvent être historiques (quote-part d'actif net statutaire ou consolidé), et/ou prévisionnels (perspectives de rentabilité) ainsi que l'utilité pour la Société.

En raison du montant significatif des parts dans les entreprises liées ainsi que du jugement nécessaire à l'estimation de leur valeur par le Conseil d'Administration, nous avons considéré l'évaluation des parts dans les entreprises liées comme un point clé de notre audit.

### *Réponse d'audit apportée*

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs des parts dans les entreprises liées, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminées par le Conseil d'Administration est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, selon les participations concernées, à :

- apprécier, sur la base des informations fournies par le Conseil d'Administration, les méthodes de valorisation utilisées par la Société ;
- pour les évaluations reposant sur des éléments historiques :
  - apprécier les hypothèses utilisées pour déterminer l'actif net comptable réévalué ;
  - notamment à vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;
- pour les évaluations reposant sur les autres éléments que sur des éléments historiques :
  - réaliser une analyse sur l'évolution des données financières et non-financières des entreprises liées et de leur activité ;
  - examiner les hypothèses retenues au regard de l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes.

Nos travaux ont consisté également à :

- apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées aux participations ;
- vérifier le caractère approprié des informations présentées dans la note 3« Immobilisations financières »

### **Autres informations**

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport annuel incluant les rapports de gestion et de la déclaration sur le gouvernement d'entreprise mais ne comprennent pas les états financiers et nos rapports de Réviseur d'Entreprises Agréé sur ces états financiers.

Nos opinions sur les états financiers ne s'étendent pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

### **Responsabilités du Conseil d'Administration pour les états financiers**

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de



## Rapport d'audit sur les comptes annuels

communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

### Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables du gouvernement d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres

## Rapport d'audit sur les comptes annuels

facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences négatives de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

### Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que réviseur d'entreprises agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 28 mai 2014 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 11 ans.

Le rapport de gestion est en concordance avec les états financiers et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes

annuels des entreprises incluses dans le rapport de gestion consolidé et présentées aux pages 40 à 41 et dans le rapport de gestion social et présentées à la page 117 sont en concordance avec les états financiers sociaux et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Nous confirmons que notre opinion d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou l'organe équivalent.

Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis de la Société au cours de l'audit.

### Autre sujet

La déclaration sur le gouvernement d'entreprise comprend lorsqu'applicables, les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) points a), b), e), f) et g) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Bertrange, le 13 mars 2019

**C-CLERC S.A.**  
Cabinet de révision agréé

**Mónika Tasi**  
Réviseur d'entreprises agréé

## Etats financiers sociaux

### 1. Bilan au 31 décembre 2018

		2018	2017
<b>ACTIF</b>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
Immobilisations financières	3		
Parts dans des entreprises liées		240.686.923,24	240.686.923,24
Créances sur des entreprises liées		298.619.716,61	258.747.622,49
		<b>539.306.639,85</b>	<b>499.434.545,73</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
<b>Créances</b>			
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		8.183,71	3.029.177,45
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		740.124,38	885.178,59
		<b>748.308,09</b>	<b>3.914.356,04</b>
<b>Valeurs mobilières</b>			
Parts dans des entreprises liées		<b>248.406,09</b>	<b>248.406,09</b>
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse		284.605,03	1.445.759,36
		<b>540.587.959,06</b>	<b>505.043.067,22</b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

## Etats financiers sociaux

		2018	2017
<b>PASSIF</b>	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
	<b>4</b>		
Capital souscrit		35.673.300,00	35.708.400,00
Primes d'émission		87.453.866,21	87.453.866,21
<b>Réserves</b>			
Réserve légale		3.570.840,00	3.570.840,00
Autres réserves, y compris la réserve de juste valeur			
Autres réserves disponibles		688.346,92	632.518,92
		<b>4.259.186,92</b>	<b>4.203.358,92</b>
Résultats reportés		111.698.916,51	104.670.732,11
Résultat de l'exercice		20.284.043,10	9.010.034,40
		<b>259.369.312,74</b>	<b>241.046.391,64</b>
<b>DETTES</b>			
Dettes envers des entreprises liées			
dont la durée résiduelle est supérieure à un an		90.000.000,00	102.833.335,00
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		150.487.094,37	120.616.776,45
Autres dettes			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		40.731.551,95	40.546.564,13
		<b>281.218.646,32</b>	<b>263.996.675,58</b>
		<b>540.587.959,06</b>	<b>505.043.067,22</b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

## Etats financiers sociaux

### 2. Compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018

		2018	2017
	Note	EUR	EUR
<b>Matières premières et consommables et autres charges externes</b>			
Autres charges externes		-4.055.430,29	-3.343.339,94
<b>Corrections de valeur</b>			
sur éléments de l'actif circulant		149.128,52	0,00
<b>Autres charges d'exploitation</b>			
		-619.957,05	-819.872,73
<b>Produits provenant de participations</b>			
provenant d'entreprises liées	5	35.585.734,06	22.611.962,91
<b>Autres intérêts et autres produits financiers</b>			
Autres intérêts et produits financiers		25.203,09	4.437,35
<b>Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant</b>			
		0,00	-49.803,36
<b>Intérêts et autres charges financières</b>			
Autres intérêts et charges financières		-8.600.876,27	-7.620.246,00
<b>Impôts sur le résultat</b>			
		-1.807.578,96	-1.416.973,83
<b>Résultat après impôts sur le résultat</b>			
		20.676.223,10	9.366.164,40
<b>Autres impôts ne figurant pas ci-dessus</b>			
		-392.180,00	-356.130,00
<b>Résultat de l'exercice</b>			
		<b>20.284.043,10</b>	<b>9.010.034,40</b>

### Proposition de répartition bénéficiaire

	2018	2017
	EUR	EUR
Report à nouveau	131.986.469,61	111.698.916,51
Du solde :		
10% au Conseil d'Administration	0,00	198.185,00
90% aux 17.836.650 actions	0,00	1.783.665,00
	<b>131.986.469,61</b>	<b>113.680.766,51</b>
<b>Dividende par action</b>	<b>0,00</b>	<b>0,10</b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

### 3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2018

#### Note 1. Généralités

La Société a été constituée le 22 octobre 1961 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au

Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 6225.

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

#### Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

##### Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

Bien que la Société soit intégrée dans les comptes consolidés de la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin », la Société prépare des comptes consolidés en raison de sa cotation en Bourse de Luxembourg. Les comptes consolidés peuvent être consultés sur le site internet [www.socfin.com](http://www.socfin.com).

##### Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR); les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières ainsi que les créances y rattachées, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, restent convertis au cours de change historique ;
- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les autres postes de l'actif, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les postes de passif, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devises sont portés au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les écarts de change non-réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

##### Evaluation des immobilisations financières

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisation sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration, sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

## Etats financiers sociaux

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base :

- soit sur la valeur boursière ;
- soit sur les états financiers des sociétés à évaluer ;
- soit sur d'autres informations et documents disponibles.

### Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

### Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires ou de leur valeur de marché. Une correction de valeur est enregistrée lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'acquisition.

### Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

## Etats financiers sociaux

### Note 3. Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
<b>Prix d'acquisition/valeur nominale au début de l'exercice</b>	<b>245.568.061,66</b>	<b>243.496.141,66</b>	<b>258.747.622,49</b>	<b>212.541.455,18</b>	<b>504.315.684,15</b>	<b>456.037.596,84</b>
Augmentations	0,00	2.071.920,00	40.077.526,81	50.618.961,20	40.077.526,81	52.690.881,20
Diminutions	-859.777,50	0,00	-205.432,69	-4.412.793,89	-1.065.210,19	-4.412.793,89
<b>Prix d'acquisition/valeur nominale à la fin de l'exercice</b>	<b>244.708.284,16</b>	<b>245.568.061,66</b>	<b>298.619.716,61</b>	<b>258.747.622,49</b>	<b>543.328.000,77</b>	<b>504.315.684,15</b>
<b>Corrections de valeur au début de l'exercice</b>	<b>-4.881.138,42</b>	<b>-4.831.335,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-4.881.138,42</b>	<b>-4.831.335,06</b>
Dotations	0,00	-49.803,36	0,00	0,00	0,00	-49.803,36
Reprises	859.777,50				859.777,50	
<b>Corrections de valeur à la fin de l'exercice</b>	<b>-4.021.360,92</b>	<b>-4.881.138,42</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-4.021.360,92</b>	<b>-4.881.138,42</b>
<b>Valeur nette comptable à la fin de l'exercice</b>	<b>240.686.923,24</b>	<b>240.686.923,24</b>	<b>298.619.716,61</b>	<b>258.747.622,49</b>	<b>539.306.639,85</b>	<b>499.434.545,73</b>



## Etats financiers sociaux

### Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net)	Résultat net en devises
Plantations Socfinaf Ghana (*)	Ghana	100,00	32.503.775	31.12.2018	GHS	111.111.192	-33.094.095
Socfin Agricultural Company Ltd (*)	Sierra Leone	93,00	20.445.954	31.12.2018	USD	10.212.118	-6.274.043
Liberian Agricultural Company (*)	Liberia	100,00	13.793.904	31.12.2018	USD	54.745.497	-1.973.951
Salala Rubber Corporation (*)	Liberia	64,91	23.977.984	31.12.2018	USD	9.238.174	-2.217.039
Bereby-Finances S.A. « BEFIN » (*)	Côte d'Ivoire	87,06	13.604.405	31.12.2018	XAF	18.026.439.943	7.826.004.144
Socapalm S.A. (*)	Cameroun	67,46	40.640.840	31.12.2018	XAF	72.602.087.521	11.394.245.371
Okomu Oil Palm Company Plc (*)	Nigeria	66,12	20.715.218	31.12.2018	NGN	28.307.192.382	6.792.213.003
Brabanta S.A. (*)	Congo (RDC)	99,80	27.745.936	31.12.2018	CDF	49.546.296.284	-5.944.988.625
Induservices S.A.	Luxembourg	30,00	30.000	31.12.2018	EUR	226.293	6.297
Management Associates S.A.	Luxembourg	20,00	400.000	31.12.2018	EUR	2.565.772	-188.155
Socfinde S.A. (*)	Luxembourg	20,00	801.000	31.12.2018	EUR	5.672.355	323.752
Terrasia S.A.	Luxembourg	33,28	246.705	31.12.2018	EUR	503.890	27.627
SAFA	France	100,00	26.535.600	31.12.2018	EUR	20.965.264	1.281.311
Induservices FR S.A.	Suisse	50,00	642.202	31.12.2018	EUR	765.851	-17.905
Socfinco FR S.A. (*)	Suisse	50,00	486.891	31.12.2018	EUR	9.547.545	3.745.494
Sogescol FR S.A. (*)	Suisse	50,00	1.985.019	31.12.2018	USD	15.313.236	6.337.907
Socfin Green Energy S.A.	Suisse	50,00	48.780	31.12.2018	EUR	1.302.979	205.887
Socfin Research S.A.	Suisse	50,00	2.828.922	31.12.2018	EUR	4.327.568	-335.369
Sodimex FR S.A. (*)	Suisse	50,00	621.424	31.12.2018	EUR	3.338.587	1.204.877
Centrages S.A.	Belgique	50,00	4.074.577	31.12.2018	EUR	3.050.648	194.081
Gaummes S.A.	Belgique	50,00	47.532	31.12.2018	EUR	111.602	-1.744
Immobilière de la Pépinière S.A.	Belgique	50,00	3.165.450	31.12.2018	EUR	4.109.265	-190.871
Socfinco S.A.	Belgique	50,00	1.680.763	31.12.2018	EUR	2.138.816	501.512
Sodimex S.A. (*)	Belgique	50,00	542.488	31.12.2018	EUR	420.274	-4.800
STP Invest S.A.	Belgique	100,00	3.000.090	31.12.2018	EUR	1.778.165	-972
			<b>240.565.459</b>				

(\*) Sur base de données financières auditées

## Etats financiers sociaux

### Note 4. Capitaux propres

	Capital souscrit EUR	Prime d'émission EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR	Acomptes sur dividendes EUR
<b>Situation au 1er janvier 2017</b>	<b>35.708.400,00</b>	<b>87.453.866,21</b>	<b>3.570.840,00</b>	<b>624.261,92</b>	<b>93.660.697,01</b>	<b>12.991.885,10</b>	<b>0,00</b>
Affectation du résultat de l'exercice 2016 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 31 mai 2017 :							
• Résultats reportés					11.010.035,10	-11.010.035,10	
• Dividendes						-1.783.665,00	
• Tantièmes						-198.185,00	
Extourne coupons prescrits				8.257,00			
Résultat de l'exercice						9.010.034,40	
<b>Situation au 31 décembre 2017</b>	<b>35.708.400,00</b>	<b>87.453.866,21</b>	<b>3.570.840,00</b>	<b>632.518,92</b>	<b>104.670.732,11</b>	<b>9.010.034,40</b>	<b>0,00</b>
Affectation du résultat de l'exercice 2017 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 30 mai 2018 :							
• Résultats reportés					7.028.184,40	-7.028.184,40	
• Dividendes						-1.783.665,00	
• Tantièmes						-198.185,00	
Annulation 17.550 actions	-35.100,00			55.828,00			
Résultat de l'exercice						20.284.043,10	
<b>Situation au 31 décembre 2018</b>	<b>35.673.300,00</b>	<b>87.453.866,21</b>	<b>3.570.840,00</b>	<b>688.346,92</b>	<b>111.698.916,51</b>	<b>20.284.043,10</b>	<b>0,00</b>

#### Capital souscrit et prime d'émission

Au 31 décembre 2018, le capital souscrit et entièrement libéré est de EUR 35.673.300. Il est représenté par 17.836.650 actions sans désignation de valeur nominale. Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 17.550 actions ont été annulées.

Au 31 décembre 2018 et 2017, la prime d'émission s'élève à EUR 87.453.866.

#### Autres réserves

Les autres réserves ont été constituées en 2002 pour un montant de EUR 807.552. Elles ont été augmentées au cours de cet exercice d'un montant de EUR 55.828 qui correspond à l'annulation des 17.550 actions.

#### Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%, affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

## Etats financiers sociaux

### Note 5. Produits provenant de participations

	2018	2017
	EUR	EUR
Dividendes reçus	33.453.814,13	20.871.163,38
Intérêts sur créances sur entreprises liées	2.131.919,93	1.740.799,53
	<b>35.585.734,06</b>	<b>22.611.962,91</b>

### Note 6. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2018, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 15.625 de jetons de présence et EUR 797.845 de tantièmes.

### Note 7. Environnement politique et économique

L'essentiel des participations sont détenues directement ou indirectement dans des sociétés qui opèrent en Afrique, plus particulièrement dans les pays suivants :

- Sierra Leone,
- Liberia,
- Côte d'Ivoire,
- Ghana,
- Nigeria,
- São Tomé et Príncipe,
- Cameroun,
- Congo (RDC)

Etant donné l'instabilité politique qui existe dans ces pays et leur fragilité économique (dépendance vis-à-vis de l'aide internationale, inflation dans certains cas, situation de guerre civile,...), les titres détenus par la Société présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

### Note 8. Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun évènement post-clôture important concernant la Société n'est à signaler.

